front rouge

organe central
du
parti
communiste
révolutionnaire

(marxiste-léniniste)

N° 3

NOUVELLE SÉRIE

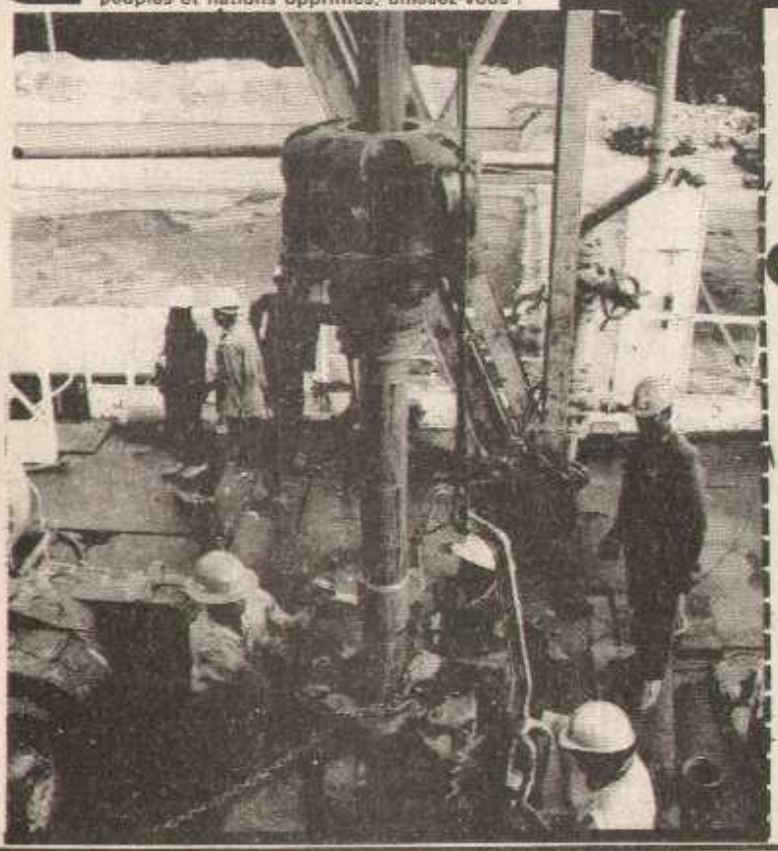
janvier 1976

5 F

BP 161 75 864 PARIS
CEDEX 18

CCP 31 191 14 LA SOURCE

Prolétaires de tous les pays,
peuples et nations opprimés, unissez-vous !



du colonialisme à la conférence nord-sud

voir p. 29

Les marxistes-léninistes et l'armée

voir p. 7

SOMMAIRE :

- *Editorial..... P. 3*
- *Appliquer la ligne de masse..... P. 4*
- *Les marxistes-léninistes et l'armée.....P. 7*
- *Rétrospective 75.....P. 11*
- *Chausson : bilan d'une lutte.....P. 18*
- *Du colonialisme à la conférence Nord-Sud.....P. 29*
- *Indépendance et départementalisation : non à la nouvelle politique française dans les colonies..... P. 41*
- *Livres à lire : Han Suyin le premier jour du monde..... P. 46*

Front Rouge

Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

Abonnements
voir tarifs et fiche spéciale en dernière page
Adressez votre fiche à
Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

Comité de Rédaction

Max CLUZOT (*Directeur Politique*)

Christine VAIVRE (*Secrétaire de Rédaction*)

Annie COSSIN

Gabriel FERRÉOL

Michel FLORAC

Jean-Pierre MORVAN

Guy MORY

Stéphane RAYNAL

Bertrand REY

Charles VILLAC

Jean-François VITTE

Editorial

CHOU EN-LAI
un exemple pour tous les révolutionnaires

Le 8 janvier 1976, mourait le camarade Chou En Laï. Cette disparition a profondément touché le peuple chinois, son Parti ainsi que tous les révolutionnaires et progressistes dans le monde.

Alors que dans notre pays, le chef de file des révisionnistes français, Georges Marchais, déclarait « La dictature du prolétariat, c'est dépassé», celui qui avait consacré toute sa vie à la victoire de la révolution, à l'édification du socialisme en Chine, à l'écrasement de la ligne révisionniste par le renforcement de la ligne révolutionnaire du Président Mao, de la théorie marxiste-léniniste, Chou En Laï nous quittait. Inlassablement, ce grand révolutionnaire avait continué son travail pour la cause de la révolution et du peuple chinois. Très jeune, il commençait le travail révolutionnaire en Chine, puis dans l'immigration chinoise en France en créant l'organisation du Parti Communiste Chinois dans notre pays avec d'autres futurs grands dirigeants de la révolution chinoise comme Chu Teh, Teng Siao Ping et Chen Yi. Dès son retour en Chine, conscient de l'importance de la lutte armée, il en assure l'organisation en tant que membre du bureau politique de l'académie militaire de Whampou. Dès 1927, il devient membre du Bureau Politique du Parti Communiste Chinois et le restera jusqu'à sa mort. Toute sa vie se passa au service de la révolution; ferme défenseur de la ligne révolutionnaire de Mao Tsé toung, il luttera toujours pour qu'elle soit victorieuse. C'est en appliquant cette ligne qu'il saura impulser la révolution agraire, la création de bases révolutionnaires à la campagne, l'encerclement des villes par les régions rurales insurgées. C'est à lui que revient également en grande partie l'édification de l'armée du peuple chinois. Son rôle décisif dans le front uni anti-japonais allait permettre l'accélération de la victoire de la guerre de résistance tout d'abord et par là, le triomphe de la grande révolution chinoise.

Dès le 1er Octobre 1949, il est élu Premier Ministre du Conseil des Affaires d'Etat et Ministre des Affaires Etrangères. La bataille qu'il mena sur le front international eut un retentissement mondial: il se trouvera toujours aux côtés des peuples en lutte contre le colonialisme, l'hégémonisme, l'impérialisme et bientôt le social-impérialisme soviétique. C'est lui qui, représentant le PCC au 22è Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1961, contribuera à démasquer le rôle du révisionnisme soviétique. C'est lui encore qui en 1972 apportera sa contribution à l'établissement de rapports avec l'impérialisme US qui sera ainsi contraint à un recul important peu après : la reconnaissance de la Chine à l'ONU.

Mais ce n'est pas seulement sur la scène internationale que le camarade Chou En Laï joua un rôle décisif, c'est aussi dans la lutte contre la restauration du capitalisme en Chine par la clique de Liu Shao Chi ou celle de Lin Piao. C'est lui encore qui présentera le rapport politique du Xè congrès consacrant la victoire de la ligne révolutionnaire de Mao Tsé toung.

2.000.000 de chinois l'accompagnaient à sa dernière demeure le 15 janvier dernier, alors que dans le monde entier des millions d'hommes se recueillaient avec un profond respect pour ce grand révolutionnaire dont ils se sont promis de suivre l'exemple. Comme le peuple chinois, nous serons des millions de par le monde à transformer la peine ressentie à sa disparition en volonté de lutte décuplée, pour la victoire inéluctable de la révolution socialiste !

L'exemple du camarade Chou En Laï restera vivant à jamais dans nos mémoires !

APPLIQUER LA LIGNE DE MASSE

«Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et les leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. Voilà la théorie marxiste de la connaissance», Mao Tsé Toung (à propos des méthodes de direction).

Dans ce texte de 1943, Mao définit ce qu'est la ligne de masse : une méthode de direction qui fixe les rapports entre le Parti et les masses. Le propre de cette méthode de direction, c'est qu'elle se fonde sur la réalité du processus de la connaissance, c'est-à-dire qu'elle permet de résoudre la contradiction théorie-pratique en définissant les moyens de sa résolution. L'identité de la démarche dans l'activité pratique du Parti et dans le processus de la connaissance est fondée sur l'identité des intérêts historiques du prolétariat et du Parti. Les masses sont bien le véritable héros, ce sont elles qui font l'histoire et leurs idées constituent la base de toute transformation sociale. Toutefois les masses ne sont pas spontanément organisées. Leurs idées sont dispersées. Tant que la domination des classes exploiteuses interdit qu'il en soit autrement ; dans les masses se mène la lutte entre idées justes et idées fausses, qui reflète la domination des classes exploiteuses et la lutte contre ces classes. Aussi le passage de la connaissance sensible à la connaissance rationnelle du mouvement social implique-t-il l'intervention du détachement organisé de la classe ouvrière qu'est le parti, qui mène la lutte entre idées justes et idées fausses, introduit la connaissance rationnelle des expériences que les masses ne possèdent pas directement parce qu'elles résultent de l'histoire du mouvement ouvrier et opère la synthèse entre l'expérience directe que les masses font tous les jours et l'expérience indirecte de l'ensemble du mouvement ouvrier. Opérer cette synthèse, c'est *concentrer* les idées des masses. Pour effectuer cette concentration, il faut bien distinguer les idées justes et les idées fausses. Les idées justes des masses sont celles qui vont dans le sens de la transformation révolutionnaire et qui représentent les intérêts de classe du prolétariat. Les idées fausses représentent, au sein même des masses, les intérêts de la bourgeoisie. On ne peut appliquer la ligne de masse sans cet examen constant de *la nature de classe* des idées des masses.

Appliquer la ligne de masse signifie rompre avec deux démarches symétriquement erronées :

- L'une consiste à recueillir les idées des masses sans se livrer à un examen sérieux des intérêts de classe définis dans ces idées, et à rassembler de la sorte pour l'essentiel des idées fausses, les idées d'éléments arriérés ou moyens des masses. Ce procédé n'a rien à voir avec la ligne de masse qui est une méthode de direction du Parti. Il transforme le Parti en simple haut-parleur du mouvement spontané. Il ne consiste pas à partir des masses pour retourner aux masses, mais à rester de part en part au milieu d'elles, sans leur fournir la moindre aide. Il fait abstraction du nécessai-

re moment de *concentration* des idées des masses. C'est la déviation spontanéiste dans l'application de la ligne de masse.

- L'autre démarche se fonde sur une sous-estimation des idées justes au sein des masses et conclut à une domination absolue des idées fausses. Elle se borne donc à diffuser l'expérience indirecte du mouvement ouvrier, à propager la théorie révolutionnaire élaborée dans des temps meilleurs et remet à un avenir moins noir une application correcte de la ligne de masse. Elle ne retient dans la ligne de masse que le moment de la centralisation, de la systématisation après étude en l'escamotant, puisque ce moment est en réalité réduit au rabachage de principes. La démarche est alors : partir du Parti pour retourner, le plus vite possible, au Parti. C'est la déviation *sectaire, dogmatique* dans l'application de la ligne de masse.

spontanéistes ou dogmatiques : deux conceptions erronées de la ligne de masse

Pour les spontanéistes ligne de masse et ligne politique se confondent. La ligne politique se forme alors par l'assemblage des idées les plus répandues dans les masses. Or la ligne de masse ne se confond pas avec la ligne politique. Mao indique bien : *«Dans toute activité pratique»* comme lieu où s'applique la ligne de masse. Il la définit comme une *méthode de direction*. La ligne de masse est bien partie prenante du processus de définition de la ligne mais elle n'en est pas le tout. Au sein du Parti, la centralisation, la concentration des idées justes se poursuit et donne corps au principe de fonctionnement du Parti : le centralisme démocratique. Pour appliquer la ligne de masse il est d'ailleurs nécessaire de propager largement la ligne du Parti. *«Il faut faire connaître notre politique non seulement aux dirigeants et aux cadres, mais aussi aux larges masses»* précisera Mao dans sa «Causerie pour les rédacteurs du quotidien du Chansi-Soueiyuan» et *«un des principes de base du marxisme-léninisme est de mettre les masses à même de connaître leurs propres intérêts et de s'unir pour leurs propres intérêts»*, il indiquera encore *«depuis plus de vingt ans, notre Parti poursuit chaque jour un travail de masse, et au cours de ces quelques dix dernières années, il parle chaque jour de la ligne de masse. Nous avons toujours soutenu que la révolution doit s'appuyer sur les masses populaires et compter sur la participation de chacun, et nous nous sommes toujours opposés à ce qu'on s'en remette exclusivement à quelques personnes qui donnent des ordres. Cependant, certains camarades n'appliquent pas encore à fond la ligne de masse dans leur travail ; ils comptent toujours sur un petit nombre de personnes seulement et travaillent dans un froid isolement. Une des raisons en est que, quoiqu'il fassent, ils répugnent toujours à l'expliquer clairement à ceux qu'ils dirigent, et qu'ils ne savent comment développer l'initiative et la force créatrice de ces derniers. Subjectivement, ils veulent bien que chacun prenne part au travail, mais ils ne le font pas connaître aux autres ni ce qui est à faire ni comment le faire. De cette façon, comment voulez-vous que chacun se mette à la tâche et que le travail soit bien fait ? Pour résoudre ce problème, le moyen essentiel est évidemment de donner une éducation idéologique sur la ligne de masse, mais en même temps il faut enseigner à ces camarades beaucoup de méthodes concrètes de travail»*.

Nous en retiendrons, pour le moment, qu'appliquer la ligne de masse conduit à développer leur initiative et leur force créatrice, en comprenant pourquoi c'est absolument nécessaire (non seulement par efficacité, mais parce que fondamentalement, c'est des masses que viennent les idées justes), en menant donc une éducation idéologique sur la ligne de masse, sur la théorie marxiste de la connaissance et en sachant l'appliquer, en examinant les méthodes concrètes de travail.

Pour les dogmatiques, la ligne de masse se limite à des moyens concrets, réduisant la ligne de masse à des recettes d'organisation des masses. Ils coupent artificiellement ligne de masse et ligne politique, réduisant la ligne de masse à une technique. Or si la ligne de masse n'est pas le *tout* de l'élaboration de la ligne, elle en fait intégralement partie, en ce sens que l'enrichissement et la précision de la ligne, sa justesse dépendent de l'application ou non de la ligne de masse. Dans le même texte, Mao précise :

«Savoir faire passer la politique du Parti dans l'action des masses, savoir amener non seulement les cadres dirigeants mais aussi les larges masses à comprendre et à bien mener chacun de nos mouvements et chacune de nos luttes, c'est l'art de diriger marxiste-léniniste. C'est aussi ce qui permet de déterminer si nous pouvons éviter des erreurs ou non dans notre travail. Si nous tenions à passer à l'offensive alors que les masses n'ont pas encore pris conscience, ce serait de l'aventurisme. Si nous voulions à toute force amener les masses à faire quelque-chose contre leur gré, nous échouerions à coup sûr. Si nous n'avancions pas alors que les masses demandent à avancer, ce serait de l'opportunisme de droite».

le mouvement de rectification et la ligne de masse

De l'application de la ligne du Parti surgissent de nouveaux éléments de connaissance, qui traités et systématisés, forment des apports à sa ligne politique. Indissociables, mais non confondues, ligne de masse et ligne politique connaissent une inter-action étroite.

Dans le mouvement de rectification qui se mène actuellement dans notre Parti, après avoir posé le problème de l'application du centralisme démocratique et des conditions dans lesquelles se définit la ligne politique, nous rencontrons avec acuité le problème de la ligne de masse. Comment concentrer les idées justes des masses si nous ne veillons pas à l'application de la ligne de masse. En l'affaire, notre pratique est loin d'être satisfaisante et nous nous heurtons à deux graves déviations qui renvoient aux conceptions dogmatique et spontanéiste examinées plus haut. Les déviations offrent un terrain favorable à l'influence des conceptions révisionnistes dans le Parti. Elles sont d'ailleurs complémentaires.

- subir l'influence des idées fausses et ne rien faire pour les combattre
- se montrer incapable de développer l'initiative des masses

Subir l'influence des idées fausses, c'est partir de l'idée trop répandue que le poids du révisionnisme sur la classe ouvrière est écrasant. Certes la domination du révision-

nisme est une réalité et cette domination est loin d'avoir fait long feu, mais la lutte contre le révisionnisme au sein même de la classe ouvrière est aussi une réalité, illustrée par de nombreuses luttes et la résistance quotidienne des travailleurs à son emprise. Face au révisionnisme, les forces révolutionnaires constituent encore une faible minorité. Dans ce cas, appliquer la ligne de masse, n'est-ce pas tenir compte au plus haut point de l'influence du révisionnisme et se résigner à un combat défensif contre lui, voire le mettre entre parenthèses pour mieux se consacrer à la lutte contre la bourgeoisie qui, elle, peut se mener sur une échelle plus large. Un tel raisonnement conduit à emboiter le pas au révisionnisme, à rechercher des compromis constants avec lui jusqu'au jour où il sera enfin démasqué et réduit à se confondre intégralement avec la bourgeoisie exploiteuse. De la sorte, il n'est pas prêt de l'être. Et si tout ce qu'on veut démontrer, c'est que les révolutionnaires sont capables *eux aussi* de combattre la bourgeoisie, voire plus conséquemment que les révisionnistes, alors une telle démonstration n'est guère dangereuse pour le révisionnisme, qui ne fera pas un drame de se voir flanqué d'une aile gauche bien inoffensive. Ce faisant, on n'aura pas appliqué la ligne de masse qui implique, comme il est clair, la concentration des idées justes, c'est à dire non seulement des idées qui expriment l'intérêt immédiat du prolétariat (ce qui conclut à une simple surenchère revendicative sur le révisionnisme) mais son intérêt de *classe* (ce qui inclut la conquête nécessaire de son autonomie par rapport et contre le révisionnisme). Appliquer la ligne de masse, ce n'est pas refléter mécaniquement le point de vue dominant dans les masses, mais transformer ce point de vue en menant la lutte contre les idées fausses et en s'appuyant sur les idées justes même minoritaires à un moment donné et dispersées dans les masses. Pour cela il est nécessaire de savoir mobiliser les masses et développer leur initiative, faute de quoi il ne reste plus qu'à capituler devant la «force écrasante du révisionnisme».

Se montrer incapable de développer l'initiative des masses :

De fait, si nous subissons la pression des idées fausses et du révisionnisme, si nous nous démarquons parfois insuffisamment du révisionnisme, c'est bien souvent parce que nous ne savons pas développer l'énergie révolutionnaire des masses. Sous le rapport de la ligne de masse, telle est bien notre plus grande insuffisance, celle que nous devons corriger avec le plus de vigueur et sans délai. C'est bien pourquoi d'ailleurs le Comité Central de notre Parti a constitué une commission chargée d'impulser la rectification de notre travail sur ce point. Les premières enquêtes que cette commission a pu mener montre de manière flagrante notre faiblesse, nos carences. Pour examiner nos défauts dans l'application de la ligne de masse, il faut nous fonder sur l'ensemble des indications fournies par Mao Tsé Toung.

s'appuyer sur les masses

Comment procédons-nous pour faire connaître notre politique aux larges masses ? Bien souvent, le caractère de notre propagande contredit cette indication. Elle reste stéréotypée, elle cherche insuffisamment à convaincre. Certes nous diffusons les positions et la ligne du Parti, mais trop souvent sans nous assurer que nous répondons de la sorte aux questions que se posent les masses. Nous n'en vérifions pas systématiquement l'écho, la compréhension, l'accord des masses. Sommes-nous réellement parvenus à convaincre, tout au moins à faire connaître notre politique ? Nous ne pouvons le dire avec certitude, en vérité nous ne le savons pas. Ainsi en est-il des explications fournies par de nombreuses cellules sur la crise et la politique de la bourgeoisie et du révisionnisme dans cette crise. Certes, les positions du Parti ont fait l'objet de nombreux tracts élaborés par les cellules, mais pouvons-nous réellement dire que notre politique est du même coup mieux connue?

L'articulation entre propagande écrite et orale n'est pas satisfaisante dans bien des cas, alors que la discussion avec de nombreux travailleurs doit précisément aider à préciser le contenu de la propagande, que les cercles d'ouvriers et les réunions-débat, s'il sont régulièrement tenus permettent de déterminer ce qui doit être particulièrement souligné, détaillé, mis en avant pour convaincre.

Connaître les idées des masses pour les concentrer, telle est également notre tâche. Aussi les enquêtes doivent être menées systématiquement, particulièrement quand nous butons sur un obstacle, quand nous ne savons plus comment avancer. Trop souvent alors, nous nous contentons de chercher entre nous la solution, sans parvenir à la trouver. De la sorte, le travail stagne, alors qu'en suscitant l'expression du point de vue des masses, en interrogeant des éléments bien choisis pour leur connaissance de la question, en organisant des réunions d'enquête, nous pouvons être tirés d'embarras.

S'appuyer sur les larges masses et non sur les efforts de quelques personnes voilà le principe que nous parvenons le plus difficilement à appliquer. L'appel aux masses pour qu'elles s'associent à notre travail reste le plus souvent vague, général. Il ne peut guère être suivi d'effet. Par contre, quand un objectif très concret est proposé, si cet objectif est juste, les masses se mobilisent facilement. Nous l'avons constaté à de multiples reprises, par exemple dans la lutte contre le chômage. S'agit-il d'une expulsion, d'une saisie et des dizaines de personnes accourent. S'agit-il par contre d'un appel général à participer d'un comité, à réaliser l'unité des actifs et des chômeurs, objectif au demeurant très juste, mais trop vague, le résultat est bien différent. Parfois même, le sommet est atteint quand de nombreux travailleurs se rendent aux réunions annoncées et se voient proposer des tâches fixées en dehors d'eux, à l'avance par la cellule quand eux-mêmes ont non seulement des idées, mais des besoins concrets d'intervention. De telles pratiques conduisent à la ruine du travail de masse et entraînent simultanément la surcharge de tâches pour une minorité d'activistes et la désaffection des travailleurs. Associer le maximum de personnes à notre travail, recueillir les idées des masses en vue de l'engager, donner des directives concrètes de travail, en faire systématiquement le bilan, tel est au contraire le moyen de susciter l'enthousiasme des masses, de développer leur initiative.

Faire largement connaître notre politique, recueillir les idées des masses pour les concentrer, établir sur cette base les tâches et associer le plus largement possible les masses à leur réalisation, poursuivre de la sorte indéfiniment, telle sont les conditions pour améliorer notre application de la ligne de masse, notre travail de masse et mieux combattre l'influence du révisionnisme dans notre Parti.

Nous examinerons la fois prochaine quelques expériences, positives et négatives particulièrement instructives.

LES MARXISTES-LENINISTES

ET L'ARMEE

Donner le point de vue marxiste léniniste aujourd'hui sur l'armée bourgeoise exige d'examiner les traits essentiels de l'évolution des rapports de force dans le monde dans ces dernières décennies. Il nous faudra ensuite étudier les trois aspects fondamentaux de l'armée : armée de guerre civile, armée impérialiste, instrument de défense nationale. Cette analyse commandera les tâches des marxistes léninistes par rapport à l'armée, dans le cadre de la crise politique de l'impérialisme français.

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'armée en France se trouve nettement affaiblie. Elle est amputée d'une partie de son armement détruit lors de la guerre, mais surtout, une partie de ses armes sont entre les mains du peuple qui, organisé dans la Résistance, a bouté hors du pays l'occupant nazi. La première préoccupation de la bourgeoisie au lendemain de la libération, sera de désarmer les milices patriotiques qui constituent en face d'elle une force organisée importante . Après avoir désarmé ces résistants, la bourgeoisie s'emploiera à reconstituer son potentiel militaire, avec la réhabilitation progressive des anciens collabos. C'est que pour la bourgeoisie, il est impératif de disposer d'une armée soumise à sa seule autorité, et au service de ses intérêts de classe. Il ne peut donc être question pour elle, une fois l'occupant nazi chassé, de tolérer que le peuple garde les armes.

Au lendemain de cette seconde guerre mondiale, l'impérialisme américain sort considérablement renforcé. L'effort de guerre a relancé son économie, et il prétend imposer son hégémonie dans le monde. Pourtant, il se trouve face à la force indomptable que constitue à ce moment là l'URSS socialiste. Mais à partir de 53, après la mort de Staline, l'URSS se transformera en son contraire. Une nouvelle bourgeoisie s'emparera du pouvoir et restaurera le capitalisme. L'URSS deviendra progressivement une puissance social-impérialiste, prétendant disputer à l'impérialisme US l'hégémonie mondiale. Cet évènement aura une portée considérable. S'ouvre alors une ère où impérialisme américain et social-impérialisme soviétique entreront en collusion et en rivalité pour exploiter et opprimer les peuples du monde. Cela aura des incidences importantes dans la position relative d'impérialismes secondaires comme l'impérialisme français. Ces impérialismes subiront de plus en plus les pressions des super-puissances dans tous les domaines.

Dans les années 50, l'impérialisme français concèdera des reculs importants face aux exigences pressantes de l'impérialisme américain. A un point tel qu'il envisagera de s'intégrer à la communauté européenne de défense, soumise au leadership incontesté des USA. Ce seront d'importantes manifestations, marquant l'opposition des masses à ce projet de soumission et de dépendance vis à vis des États-Unis qui contraindront le gouvernement à renoncer à son projet. Avec de Gaulle, un effort sera fait pour renforcer l'indépendance nationale, pour tenter de s'imposer comme 3e superpuissance, pour s'opposer aux pressions de l'impérialisme américain. C'est l'époque de la constitution de la force de frappe atomique qui doit donner les moyens militaires de la politique extérieure tracée. De Gaulle s'opposera d'ailleurs à toute intégration à un collectif qui limiterait l'autonomie de la France en ce domaine. Mais cette volonté d'indépendance trouvera rapidement des limites, et avec Pompidou puis Giscard, s'opèrera un glissement progressif et prudent vers une plus grande souplesse devant les exigences de l'impérialisme américain. Ce recul progressif reflètera les contradictions au sein même du camp de la bourgeoisie mais surtout, il sera la sanction d'un affaiblissement réel de l'impérialisme français. Celui-ci sera contraint en effet de limiter ses ambitions avec les désagrégations de son empire colonial, il ne pourra plus opprimer, dominer et piller les peuples comme avant. Par ailleurs, il se trouvera en butte aux pressions accrues des super-puissances, convoitant l'une et l'autre le potentiel que représentent les impérialismes secondaires d'Europe. Enfin, en Europe même, l'Allemagne se relèvera rapidement après la seconde guerre mondiale pour devenir la puissance dominante de cette partie du monde. Elle reconstituera alors une armée conventionnelle nettement supérieure à celle de la France, même si elle ne possède pas en propre la force atomique. Ne pas prendre en compte cette évolution du rapport de forces au plan mondial, ne pas prendre en compte l'apparition de l'URSS comme seconde superpuissance dans les années 60, conduirait à prendre sur les problèmes de l'armée et de la défense nationale en France, une position

fausse, dogmatique, coupée de la réalité. Et trancher sur cette question de l'armée par des positions de principe en dehors de l'examen de ces conditions concrètes ne peut que conduire à des orientations qui risqueraient d'être payées très cher par le prolétariat et le peuple de notre pays. Mais revenons pour l'instant à l'analyse de l'armée en France.

■Un des aspects de celle-ci, c'est de constituer une armée de guerre civile au service de la bourgeoisie. Cette armée constitue le pilier de l'Etat bourgeois. Cet Etat est un organisme de domination de classe, d'oppression du prolétariat par la bourgeoisie. Les bourgeois et leurs plumitifs prétendent que l'Etat est placé au-dessus des classes, en vue de concilier leurs intérêts. En réalité, ces contradictions de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat ne peuvent trouver de solution dans le cadre de la société bourgeoise, et l'Etat est justement la manifestation de cette réalité: les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie s'opposent irréductiblement. Dans ces conditions, le prolétariat ne peut se libérer qu'en brisant, en supprimant cette machine, et cela par la révolution violente. Mais cet État bourgeois possède une force importante, avec police et armée. Et la spécificité de cette armée bourgeoise, c'est sa séparation d'avec les masses, d'avec le peuple; elle ne coïncide en aucune façon avec la population armée mais constitue au contraire un détachement spécial que la bourgeoisie utilise contre les masses quand les contradictions de classe deviennent trop aiguës. Pour défendre ses propres intérêts de classe, pour maintenir sa domination, la bourgeoisie n'hésite pas à utiliser ses forces d'Etat, la police et l'armée si elle pense que cela est nécessaire.

Depuis que la bourgeoisie française exerce sa domination, depuis qu'elle exploite et opprime les masses, elle a souvent recouru à son armée pour frapper les mouvements de la classe ouvrière. De cela, le prolétariat de notre pays saura en tirer les leçons. La bourgeoisie n'a jamais hésité à utiliser ses armes contre le peuple, tuant, fusillant sans pitié, dès que le pouvoir était trop remis en cause à son gré. Depuis l'insurrection héroïque des canuts de Lyon en 1831 noyée dans le sang, la bourgeoisie a ponctué sa domination de massacres odieux. La Commune de Paris qui voulait briser la machine d'Etat bourgeoise a dû affronter l'armée du sinistre Thiers, et subir une répression féroce. Machine de guerre contre le prolétariat, l'armée constitue le rempart de défense de sa société d'exploitation et d'oppression. Aujourd'hui, la bourgeoisie prépare son armée à écraser une insurrection en France. Elle n'hésitera pas à faire appel à cette armée pour réprimer des luttes plus décisives du prolétariat. Dans le cadre de la *Défense Opérationnelle du Territoire*, elle organise des opérations qui s'inscrivent directement dans le cadre de la répression contre une insurrection victorieuse en ville, dans le cadre d'une contre-révolution ouverte. L'hypothèse avancée dans ces opérations est parfois la suivante: suite au succès de la révolution en ville, des rouges cherchent à s'infiltrer à la campagne. Il faut intercepter ceux-ci, et pour cela essayer d'associer à l'opération des éléments de la population rurale. Mais la bourgeoisie ne se contente pas de ce travail de préparation dans l'armée. En 47, les mineurs du Nord ayant déclenché un mouvement de lutte important durent affronter l'armée. Plus près de nous, en mai 68, alors que la grève générale paralysait le pays, alors que le prolétariat déclenchait une offensive d'ensemble sans précédent, De Gaulle, dans l'ombre, rendait visite à Massu pour examiner les conditions d'une éventuelle intervention de l'armée. Mais l'intervention n'est pas toujours directe. En juin 1973, alors qu'une grande grève paralysait la région de Fos, des opérations militaires organisées dans le cadre de la Défense Opérationnelle du Territoire (DOT), avec participation de la gendarmerie, des gardes-mobiles et de la police, furent organisées à proximité. Il s'agissait d'intimider les ouvriers en lutte et de tenter de les faire reculer en laissant planer une menace d'intervention contre leur mouvement.

Mais la nature de classe de l'armée ne se révèle pas seulement par ces actions. Elle se fonde aussi dans son idéologie, son fonctionnement. L'appelé qui arrive à l'armée se trouve immédiatement soumis à une série de brimades, à une discipline aveugle. Il faut apprendre à obéir, sans réflexion, même à des ordres stupides. Il faut accomplir toute tâche sans chercher à comprendre. Annihiler tout esprit critique, toute interrogation, tel est l'objectif recherché. Pour cela, il faut briser tout esprit de révolte, toute contestation. Obéir servilement aux ordres, partager en toute occasion l'avis des chefs, taire son propre point de vue, telles sont les lignes directrices de comportement du bon soldat.

Il faut transformer celui-ci en un individu dont l'obéissance puisse devenir un réflexe. Et on comprend que la bourgeoisie prenne un tel soin à briser la réflexion critique du soldat: laisser cette possibilité, c'est risquer de voir les soldats prendre conscience de la véritable nature de l'armée bourgeoise, et être amenés à refuser d'utiliser leurs armes contre leurs frères de classe dans le cadre d'une insurrection prolétarienne. Toute propagande politique favorable à la révolution est sévèrement réprimée, mais la bourgeoisie ne se prive pas de mener sa propre propagande, vantant les mérites de son armée dans des films, des causeries. Les droits démocratiques sont refusés au soldat, ainsi que toute expression politique qui met en cause la dictature de la bourgeoisie. Par ailleurs, la bourgeoisie impose aux soldats des conditions de vie souvent insupportables: solde ridicule, nourriture souvent médiocre, négligences graves dans les conditions de sécurité, notamment lors des manoeuvres. La vie du soldat ne compte pas pour l'armée bourgeoise:

en 1972, 254 jeunes y ont trouvé la mort. Mais ces brimades, cette discipline arbitraire, cette oppression, ces conditions de vie et de sécurité, donnent lieu à des mouvements de contestation de la part des appelés. L'appel des cent, qui rencontra un écho certain l'an dernier, reprenait un certain nombre de justes revendications contre les conditions imposées aux soldats. Il reflètait un refus d'accepter l'embrigadement et la soumission. Depuis deux ans, plusieurs manifestations ont marqué la volonté des soldats de refuser l'arbitraire, la discipline aveugle: Draguignan en France, Karlsruhe en Allemagne en sont deux exemples significatifs. Des centaines de soldats sont alors descendus dans la rue pour dénoncer les conditions qu'on tentait de leur imposer, pour contraindre les autorités militaires à prendre en compte leurs revendications. La bourgeoisie n'a pas manqué de réprimer ces mouvements, cherchant les meneurs qui avaient organisé ces actions, leur imposant tribunal et sanctions. Plus récemment, elle a inculpé devant la Cour de Sureté de l'Etat et emprisonné plusieurs dizaines de soldats. Elle a alors prétexté des menées de démoralisation de l'armée. En réalité, elle a voulu par là, et l'inculpation de nombreux syndicalistes le montre, porter un coup au mouvement de masse et prévenir le développement des contradictions de classe. En frappant de cette manière, en s'attaquant de cette façon aux droits démocratiques, aux droits syndicaux, elle espère habituer les masses à cette répression accrue et intimider les travailleurs qui luttent ou veulent se mettre en mouvement aujourd'hui.

■ Mais l'armée bourgeoise, ce n'est pas seulement l'armée de guerre civile dirigée contre la révolution en France, c'est aussi l'armée impérialiste dirigée contre les peuples du monde, notamment ceux des anciennes colonies, ou aujourd'hui des néo-colonies et départements et territoires d'outre mer. Pour soumettre ces pays et les coloniser, la bourgeoisie a envoyé ses armées qui ont écrasé par les armes les mouvements de révolte et d'opposition. Et l'histoire de la colonisation est marquée de répressions féroces: le 8 mai 1945, l'armée française massacrait des milliers et des milliers d'algériens dans le constantinois. Leur seul crime était de réclamer une limitation de l'exploitation et de l'oppression qui les écrasaient. Et depuis 1945, au Vietnam, en Algérie, mais aussi au Tchad, dans les départements et territoires d'outre mer, l'armée française a tué, fusillé, torturé des milliers et des milliers d'éléments du peuple qui se soulevaient contre l'exploitation, pour l'indépendance de leur pays, pour la libération et la révolution. L'armée française a semé la désolation, la ruine et la mort, pour conquérir les colonies. Et au moment où les guerres populaires de libération se sont levées impétueusement dans le monde, l'armée impérialiste de notre pays s'est engagée dans des aventures militaires. Ele a été chassée par les peuples en armes du Vietnam, d'Algérie notamment.

Aujourd'hui, l'impérialisme français doit rabaisser ses prétentions et tente de réajuster sa politique néo-coloniale. Portant, il y a peu de temps encore, son armée sévissait contre le peuple du Tchad, et aujourd'hui, elle est présente et ne manque pas d'intervenir dans les pays qui lui restent encore provisoirement soumis.

■ Armée de guerre civile, armée impérialiste, l'armée française est aussi un instrument de défense nationale. Perdre de vue cet aspect relèverait d'une démarche unilatérale et ne permettrait pas de la saisir dans l'ensemble de sa réalité. Cet instrument de défense nationale doit permettre, pour autant que cela est possible pour un pays impérialiste, d'assurer l'indépendance du pays. Les risques de guerre sont aujourd'hui étroitement liés à la rivalité entre les deux super-puissances. Si un conflit éclate dans lequel se trouve impliqué l'impérialisme français, il est difficile d'imaginer une non intervention de l'une ou de l'autre super-puissance, même si celle-ci se fait indirectement, par l'intermédiaire d'un autre impérialisme. Et aujourd'hui, les super-puissances accentuent leurs pressions sur des impérialismes secondaires comme la France. Dans ces conditions, il est nécessaire qu'existe une défense nationale capable de s'opposer au maximum aux menées des super-puissances, capable de faire contrepoids à leur force. Une défense nationale faible, c'est la force des super-puissances accrue, c'est une moindre capacité à s'opposer à leur volonté d'hégémonie, à leurs prétentions à faire la loi partout.

Lutter pour une véritable indépendance nationale, c'est en réalité lutter pour la révolution. En effet, une défense nationale faible, inefficace, soumise à l'une ou à l'autre des super-puissances, constitue un facteur favorable à l'agression contre une insurrection victorieuse dans notre pays, constitue un moyen de pression contre le développement de la voie de la révolution dans notre pays. Nier cela, c'est masquer la véritable nature des super-puissances, c'est dissimuler le danger qu'elles représentent pour notre peuple. Nier cela, c'est oublier que la révolution en France se prépare et se déroulera dans le cadre d'un rapport de force international. Et seule la France socialiste avec son peuple en armes assurera une véritable indépendance.

■ Envisager les tâches révolutionnaires liées à la question de l'armée exige de prendre en compte les trois aspects fondamentaux qui la caractérisent. Tenir compte du seul aspect d'armée de guerre civile et d'armée impérialiste conduit à prendre des positions anti-militaristes irresponsables, laissant croire que l'objectif aujourd'hui serait de viser à la désagrégation immédiate de l'armée, indépendamment du processus d'insurrection prolétarienne. Prendre en compte en l'isolant le seul aspect de défense nationale conduit à une position foncièrement opportuniste d'alliance avec la bourgeoisie.

Aujourd'hui, la masse des soldats est constituée de fils du peuple, de fils du prolétariat. La bourgeoisie tente de faire de leur service militaire une période d'embrigadement sans que leur soit assurée une véritable formation militaire. Il est nécessaire de lutter, de faire pression sur la bourgeoisie pour la contraindre à assurer aux appelés un apprentissage réel, où ils puissent s'assimiler la technique militaire, et ceci sous ses divers aspects. Il serait dangereux que les appelés soient tenus à l'écart de cette étude, de la maîtrise des armes les plus diversifiées. En effet, contre l'insurrection prolétarienne victorieuse, la bourgeoisie n'hésitera pas à utiliser les armes les plus modernes. Face à cette agression, les masses devront pouvoir retourner contre la bourgeoisie les techniques qu'elles auront acquises dans le cadre du service militaire.

Le développement du travail communiste dans l'armée ne peut ni ne doit être envisagé indépendamment de l'avancée de la voie révolutionnaire dans les masses populaires, et notamment dans le prolétariat. C'est en liaison avec la construction de solides noyaux communistes dans les entreprises que doit être pensé le travail communiste à l'armée. Et celui-ci présente la caractéristique qu'il s'adresse à une masse de jeunes issus du prolétariat et du peuple et coupés de leur milieu de vie habituelle. Cette spécificité de la situation du soldat implique la nécessité de ne pas isoler le travail communiste dans le cadre de l'armée d'un travail dans les

couches de la jeunesse populaire. Il s'agit avant tout dans l'armée de développer, en tenant évidemment compte des conditions particulières de répression, un travail de propagande intense expliquant la nature de classe de l'armée, ses fonctions dans un pays impérialiste. Mais développer ce travail de propagande ne suffit pas, il faut en liaison avec lui impulser et soutenir les initiatives qui défendent les justes revendications des soldats. Il est nécessaire d'organiser l'opposition aux interventions de l'armée qui visent à briser les grèves, à s'attaquer aux manifestations populaires, de dénoncer tout ce qui vise à restreindre les droits et libertés démocratiques du soldat. Pour mener à bien ces tâches, la forme d'organisation des marxistes léninistes est bien évidemment la cellule, quand cela est possible. Mais pour mener un véritable travail de masse, pour construire un rapport de force, il est nécessaire d'envisager une autre forme d'organisation; il semble bien que les comités de soldats constituent aujourd'hui les formes d'organisation les mieux adaptées aux tâches révolutionnaires à l'armée. Quant aux syndicats de soldats, il apparaît qu'ils ne correspondent généralement pas aux aspirations des soldats. Il semble plutôt qu'une tentative ait été faite pour les greffer dans l'armée sans que cela réponde aux aspirations des soldats. Par ailleurs, la mise en place de syndicats de soldats aujourd'hui signifierait concrètement la mainmise sur ces organisations des confédérations liées aux révisionnistes du PCF et aux réformistes du PS et du PSU. Ce sont donc ces orientations révisionnistes et réformistes qui seraient imposées et s'opposeraient aux aspirations révolutionnaires des soldats. Enfin, la nature spécifique des tâches révolutionnaires à l'armée, le fait que les soldats ne se trouvent pas dans une situation identique à celle de l'entreprise militent en faveur d'une forme d'organisation différente, mieux adaptée à la situation. Par contre, les comités de soldats par leur souplesse constituent des structures d'accueil pour les soldats révolutionnaires. Il est nécessaire d'y mener la lutte pour qu'ils prennent en compte les revendications des soldats en se fixant des objectifs politiques justes. Penser les tâches des marxistes léninistes sur l'armée ne peut consister à envisager le travail seulement à l'intérieur de l'armée. Il est nécessaire de mener un large travail d'agitation propagande en direction des larges masses, expliquant ce que sont l'Etat bourgeois, l'armée bourgeoise, la nécessité de leur destruction. Il faut également montrer, en opposition à cette armée, ce que sera l'armée du peuple en armes dans le cadre de la construction du socialisme. Même si cela se situe dans des conditions différentes, les principes et les réalisations qui prévalent en Chine et en Albanie socialistes doivent être popularisés.

Mais ce travail de propagande en direction des masses populaires ne peut consister en cette simple dénonciation de l'armée bourgeoise, de l'armée impérialiste, elle doit aussi tendre à élever le niveau de conscience des masses populaires de notre pays à propos du danger que représentent l'une et l'autre des super-puissances, Etats-Unis et URSS. Elever le degré de vigilance de notre peuple à propos de ce danger d'hégémonie et de ce danger de guerre, permettra que la mobilisation populaire contraigne la bourgeoisie à orienter sa politique de défense nationale dans le sens de l'opposition aux super-puissances, dans le sens d'une indépendance véritable. C'est le meilleur moyen de contribuer à prévenir le danger de guerre et cela s'inscrit, comme nous l'avons vu, dans le cadre des tâches de préparation de la révolution en France.

Mais défendre ces points de vue justes, les populariser largement, faire en sorte que les larges masses se les approprient jusqu'à les transformer en force par des manifestations, doit être intimement lié à la dénonciation des points de vue pratiques qui trahissent la voie de la révolution en France et tentent d'entraver son développement. Ce n'est qu'avec le recul de ces conceptions fausses, notamment celles du PCF et du PS, que le point de vue révolutionnaire se construira.

PCF et PS tentent de développer de très graves illusions sur l'armée bourgeoise, tendent à faire croire qu'il s'agit d'une force neutre, au-dessus des conflits de classe. Il s'agit selon eux d'envisager ce détachement armé au service de la bourgeoisie comme une institution neutre, pouvant servir indifféremment les intérêts de la classe ouvrière ou de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'ils pensent pouvoir compter sur le légalisme des cadres de l'armée. Nul doute que tous les tortionnaires, cadres de l'armée, qui ont torturé, massacré les peuples qui luttent pour leur indépendance, ne se rangeront pas du côté du peuple en cas d'affrontement de classe aigu ! Pourtant, les masses populaires au Chili ont payé à leur sang d'avoir suivi les chefs qui prétendaient qu'on pouvait faire confiance à l'armée de la bourgeoisie et qu'il fallait s'opposer à ce que les masses s'arment elles-mêmes pour vaincre et faire prévaloir leur intérêt.

Par ailleurs, le PCF se garde bien de dénoncer le caractère impérialiste de l'armée. Ses propositions social-chauvines l'amènent à masquer ce caractère de l'armée et à se contenter de dénoncer ce qu'il appelle les excès, les bavures des formes de répression. Mais pour lui, fondamentalement, les luttes des peuples dominés par l'impérialisme français ne sont pas fondées. Il faut traiter les contradictions avec ces peuples dans un cadre néo-colonial où seront sauvegardés les intérêts essentiels de l'impérialisme français. Et le PCF, s'il dénonce en paroles l'impérialisme US, répand les pires illusions sur l'URSS social-impérialiste, prétendant qu'il s'agit d'un pays socialiste. C'est tenter de compromettre gravement la vigilance de notre peuple sur ce danger.

Tenir compte des différents aspects de l'armée française aujourd'hui, des conditions politiques intérieures et internationales est donc indispensable au développement d'un réel travail communiste à l'armée.

RETROSPECTIVE 75

Lorsque s'ouvre l'année 1975, l'impérialisme français est affronté à d'importantes difficultés politiques et économiques : il a subi durement les coups portés par la lutte des pays du Tiers Monde et les pressions hégémoniques des deux superpuissances, USA et URSS. Devant l'incertitude de la situation internationale, de son évolution, il est incapable de définir une politique réellement cohérente, ne fût-ce qu'à moyen terme. Les grandes lignes du «redéploiement» ont été tracées : mais les mesures prises jusque là n'ont pas amené de redressement spectaculaire, bien au contraire. Le plan de refroidissement économique du mois de juin par exemple, n'a pas permis d'atteindre son objectif essentiel : juguler l'inflation qui était devenue trop importante pour la bourgeoisie elle-même, face à ses concurrents. Par contre, comme prévu, il s'est traduit par un début de restructuration, l'élimination des «canards boiteux» sur le plan financier avec sa conséquence directe : accroissement massif du chômage.

Dès le lendemain de son élection, lors de sa rencontre avec Ford, Giscard avait montré qu'il renonçait à la politique de «grandeur» et d'«indépendance» qui était celle du gaullisme. La France, non sans quelques critiques, avait finalement rejoint le «groupe des 12», mis sur pied et contrôlé par l'impérialisme US pour tenter de briser l'offensive des pays producteurs de pétrole.

Mais les difficultés de l'impérialisme français en ce début d'année tiennent essentiellement au développement de ses contradictions internes, à l'aiguisement de la lutte de classes en France. 1974 a en effet été marqué par une série de luttes importantes, c'est l'année de la victoire de LIP. Et ce qui a caractérisé ces luttes, c'est que les travailleurs ont exprimé, au-delà de leurs revendications une révolte profonde contre cette société où ils ne connaissent qu'exploitation et misère, une aspiration à un changement profond : le refus de trimer pour le profit de quelques uns, le refus de risquer chaque jour la mort dans les accidents du travail, le refus des cadences infernales, de la fatigue nerveuse, des petits chefs sur le dos, le rejet du modèle de la société de consommation. Les vieux thèmes de collaboration de classe tels que «plus vous produirez, plus vous consommerez», ont fait faillite. Aussi, a-t-on vu apparaitre, au cours de l'année, dans les déclarations du gouvernement, dans la presse de la bourgeoisie, d'autres thèmes tels que «croissance modérée, consommons moins, mais vivons mieux», le chantage à la crise, à la catastrophe imminente, l'appel à «modérer nos revendications». Mais derrière les déclarations sur l'amélioration de la «qualité de la vie», c'est un nouvel appel à la collaboration de classe qui se cache.

Faire accepter par les travailleurs une nouvelle dégradation de leurs conditions de vie et de travail, une paupérisation accrue, tel est le sens des mesures prises par le gouvernement, le sens de la politique de crise de la bourgeoisie.

Mais la grève des PTT, bien qu'elle vienne de se terminer sur un échec, les luttes dans lesquelles la classe ouvrière est engagnée au 1er janvier : Manuest, Piron, Annonay, Gringoire, Titan Coder, Liévin, etc... ont d'ores et déjà ouvert une brèche importante dans cette politique de crise.

La crise politique de la société française est en plein mûrissement.

Printemps 75 : l'Indochine libérée !

janvier à avril : luttes contre le chômage

974 000 chômeurs ! C'est le chiffre qu'indiquent les statistiques bourgeoises elles-mêmes. Mais déjà, dans le bâtiment, l'automobile,... de nouvelles fermetures d'usines, de nouveaux licenciements sont annoncés. Petit à petit, le chômage partiel s'étend à toutes les branches.

«Non aux licenciements». Grèves longues et dures avec occupation, comme celle des ouvrières de Grandin qui commence en janvier et ne se terminera que 8 mois plus tard ; parfois remise en route de la production, à l'exemple des «lip», comme les travailleuses d'Everwear à Saint-Quentin. Telle est la réponse de la classe ouvrière face aux nouvelles menaces de chômage. Les travailleurs de Big-Chief à la Roche/s/Yon, de la CTA (qui fait partie de Rhône-Poulenc), de CII dans l'informatique, de la SNIAS à Saint-nazaire,

dans l'aéronautique, de Chauffour à Vitry, Mezarine à Cachan, Lang dans l'imprimerie, refusent de faire les frais de la restructuration.

Les mesures de réduction d'horaire, de jours chômés, les pertes de salaire qu'elles entraînent provoquent elles aussi des débrayages souvent spontanés :

• début février, Renault. Cette lutte est importante car elle est essentiellement offensive, dirigée contre la baisse du pouvoir d'achat (paiement des jours chômés, revendication des 300 F pour tous). De plus, Renault en lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie, c'est un test pour l'ensemble de la classe ouvrière. La bourgeoisie la sait et, dès le départ, elle réagit vivement : intransigeance, manœuvres de division, répression... Les révisionnistes eux aussi ressentent l'enjeu de la lutte : revendications auxquelles ils se sont jusqu'à présent opposés, détermination des travailleurs : ils feront tout pour éviter le développement d'une lutte d'ensemble de Renault dont le contrôle risquait de leur échapper. Aussi multiplient-ils eux-aussi les manœuvres de division (entre Le Mans et Billancourt par exemple). La grève se termine à la mi-avril sur un demi-échec : augmentations certes non négligeables de 150 à 500 F qui ne contrebalancent pas la perte dûe aux jours chômés, • mais surtout 17 délégués qui ne seront pas réintégrés. Malgré ce demi-échec, la lutte de Renault reste une étape et un test de la combativité ouvrière, mais, en même temps, elle en montre les faiblesses, liées à un certain impact du chantage à la crise ; faiblesse aussi devant l'attitude des révisionnistes, pourtant largement controversée par un nombre important de travailleurs de la Régie.

• La sidérurgie : jusqu'à la fin 74, c'était pourtant l'un des rares secteurs dont la production avait augmenté. En juillet 74, Ferry, représentant des trusts sidérurgiques, affichait un optimisme débordant. Mais, à terme, les difficultés dans les industries de consommation se sont reportées, brutalement, sur la sidérurgie. La raison essentielle ne se situe pourtant pas là. Ferry lui-même nous la donne : «S'il est une industrie qui montre sa capacité à participer au nécessaire redéploiement de notre économie, c'est bien notre industrie sidérurgique». Réduire la production de tôles minces (c'est-à-dire celles destinées au bâtiment, à l'automobile, l'électro-ménager), développer la production de produits lourds et les tubes dans la perspective des marchés des pays du Tiers Monde (en particulier les pays producteurs de pétrole) et celui des centrales nucléaires. C'est effectivement l'exemple type de la restructuration dans le cadre de la politique de redéploiement. Pour les travailleurs, cela signifie perte de salaire, mais en même temps intensification du travail même dans les secteurs qui font des jours chômés. A Usinor, de Wendel, des ateliers débrayent mais le mouvement ne prend pas d'ampleur.

C'est une caractéristique de tous ces mouvements, de toutes ces luttes contre le chômage partiel ou contre la baisse du pouvoir d'achat, comme à Renault, de se heurter non seulement à l'intransigeance de la bourgeoisie, pour laquelle c'est le succès de sa politique de crise qui est en jeu, mais aussi à celle des dirigeants révisionnistes et réformistes des syndicats : isolement des luttes (Renault - imprimerie), refus de mobiliser l'ensemble d'un trust, sabotage. Leur tactique consiste à tout faire pour éviter des mouvements de grande ampleur dont le contrôle risque de leur échapper.

Ces manœuvres sont souvent dénoncées par les travailleurs eux-mêmes. Pourtant le poids de la politique de crise, du révisionnisme l'emporte généralement. Les luttes offensives, telles celle de Renault, restent rares au cours des premiers mois de l'année. La plupart des luttes sont défensives, contre les fermetures, contre les licenciements. En ce sens, on peut caractériser cette période comme une situation d'attente de la classe ouvrière. Elle ne signifie pas pour autant une absence de combativité. Elle correspond en fait à une attitude d'interrogation sur la crise et sa nature, l'attitude des révisionnistes.

Les luttes ouvrières ne sont pas les seules qui ont marqué cette période. Contre chaque aspect de la politique de crise, contre chaque forme d'oppression, les masses se sont mobilisées : les femmes, souvent parmi les plus combatives lors des grèves parce que les premières touchées par le chômage, ont continué la lutte pour l'avortement libre et gratuit : à l'initiative du MLAC, des manifestations ont eu lieu dans des hôpitaux pour exiger l'application de la loi Weil, dont le contenu est pourtant limité, mais que de nombreux médecins réactionnaires, patrons de services hospitaliers, refusent de mettre en pratique. Les viticulteurs contre l'importation de vins italiens qui permet aux négociants de saturer le marché, casser les prix, provoquant la ruine des petits producteurs. Les jeunes des lycées et des CET contre la réforme Haby, qui accroit la sélection sociale, la sous-qualification des jeunes issus des milieux populaires. Leur lutte fait apparaître en particulier la nécessité d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse, qui amènera la création de l'UCJR au mois de mai. Dans l'armée, le mouvement des appelés prend chaque jour de l'ampleur : c'est ce qui oblige la bourgeoisie à acquitter les trois appelés de Draguignan.

LES SUCCES DE LA LUTTE DES PEUPLES CONTRE L'IMPERIALISME

Tout au long de l'année 74, la détermination des pays du Tiers Monde à transformer l'ordre économique mondial s'est affirmée à plusieurs reprises. Les pays producteurs de pétrole en particulier ont maintenu leurs exigences, malgré les manœuvres de division des pays impérialistes, notamment l'opposition qu'ils ont tentée de développer entre les pays membres de l'OPEP et ceux qui ne produisent pas de pétrole. En janvier 75, Kissinger va plus loin : il profère des menaces directes d'intervention militaire. Mais la réunion de Dakar en février met en echec ces manœuvres : les pays du Tiers Monde y décident de constituer d'autres groupements que ceux de l'OPEP concernant les autres matières premières.

En avril, deux évènements d'une portée historique considérable, viennent renforcer cette unité politique des pays du Tiers Monde : la libération de Phnom Penh, le 17 avril, celle de Saïgon, le 30 avril. Car ce ne sont pas seulement deux victoires éclatantes, celle du peuple cambodgien, après une guerre populaire où il n'a compté que sur ses propres forces, et celle du peuple vietnamien, après une lutte héroïque de 25 ans. Ce ne sont pas seulement les défaites les plus cinglantes de l'impérialisme US, c'est une victoire de tous les peuples du monde. C'est une défaite de l'impérialisme dans son ensemble, y compris du social-impérialisme qui, jusqu'à la dernière minute, avait maintenu son appui au régime de Lon Nol.

LA BOURGEOISIE ACCENTUE SA POLITIQUE DE CRISE

Pour l'impérialisme français, tous ces évènements constituent autant de nouveaux revers. Il essaie bien de maintenir une politique néo-coloniale, comme le montre par exemple son intervention visant à fomenter des troubles à Madagascar (tentative de coup d'État et assassinat de Ratsi Mandrava au mois de janvier). Mais il se heurte, là aussi, directement à la détermination des peuples à préserver leur indépendance. Par ailleurs, le succès de son redéploiement, sa signification même l'oblige à chercher des compromis avec les pays du Tiers Monde. C'est en ce sens que Giscard d'Estaing propose une conférence sur l'énergie pour début janvier. Cette proposition se heurte dans un premier temps à l'hostilité des USA qui veulent limiter son contenu au seul problème du pétrole et non à l'ensemble des échanges entre les pays impérialistes et le Tiers Monde. Les premières négociations préparatoires à la conférence, en avril, sont un échec et le projet est reporté sine die.

Les impératifs du redéploiement conduisent en même temps Giscard à un durcissement de la politique de crise qu'il essaie de masquer sous un visage libéral. Il utilise pour cela une démagogie que ses prédécesseurs n'avaient jamais atteinte. Il multiplie les «réformettes», à grand renfort de publicité : conseil des ministres décentralisé, boulversement du protocole, repas chez les français moyens. Le gouvernement Chirac tente à tout propos de maintenir l'illusion qu'il est animé d'une volonté de changement profond dans tous les aspects de la vie politique et sociale. F. Giroud, par exemple, ne cesse de répéter qu'elle met en œuvre d'importantes réformes allant dans le sens de l'égalité de l'homme et de la femme ; concrètement la seule perspective qu'elle offre aux femmes, lors des «journées internationales de la femme», le 1er mai à Paris, c'est «la promotion individuelle». Certaines réformes, néanmoins, outre leurs aspects démagogiques, ont un contenu réel, qui permet de mieux cerner le modèle de crise. La réforme Sudreau, par exemple : sous couvert de la volonté d'«associer le personnel à la marche de l'entreprise», consiste en réalité à mieux faire passer les «restructurations et assainissements nécessaires mais mais avec l'accord des salariés. Autre exemple : la réforme Haby et les décrets Soisson ont pour objectif de mieux adapter l'appareil scolaire aux exigences de la restructuration.

Mais la démagogie a de moins en moins de prise dans les masses qui voient concrètement ce que signifie le changement. Les illusions sur le réformisme de Giscard tombent peu à peu. La «majorité présidentielle» n'a aucun projet politique crédible. Son seul rôle est d'enregistrer les décisions du gouvernement. Certes, les députés UDR ne le font pas sans critique et limitent, dans une certaine mesure, la marge de manœuvre de Giscard. Aussi celui-ci lorgne-t-il du côté des bancs du PS auquel il fait maints appels du pied.

Mitterrand, lors du congrès de Pau du PS, début février, rejette ses appels et réaffirme même sa «fidélité» au programme commun. En réalité, il trace une démarcation nette avec le P«C»F et accepte bel et bien le rôle de parti charnière dans le concert des partis bourgeois.

Ainsi isolé, le P«C»F réagit vivement à ses propos. Cette vivacité s'explique par le fait que ses contradictions avec les masses sont apparues nettement au cours des luttes : les revendications mises en avant par les travailleurs, en particulier le mot d'ordre «Non au licenciements», sont en contradiction avec le programme commun, déjà bien vidé de son contenu par les réformes de Giscard. Mais en attaquant le PS aussi vivement, le P«C»F sape lui-même le fondement de sa stratégie de l'union de la gauche. Les travailleurs sont de plus en plus sceptiques face à ses grands alliés d'hier qui en sont maintenant à l'injure publique.

mai à septembre : l'offensive ouvrière

L'accentuation de la politique de crise pendant les premiers mois de l'année a entre autres conséquences une nouvelle augmentation du chômage, en particulier du chômage partiel. Mais alors même que de nombreux travailleurs voient leurs salaire amputé jusqu'à 500 F par mois, ils sont soumis à des cadences de plus en plus infernales.

Aussi, la période d'attente précédente débouche t-elle au printemps sur une large offensive ouvrière.

C'est la grève d'Usinor qui en constitue en quelque sorte le déclic : les ouvriers exigent le paiement à 100 % des jours chômés, la planification de la production, une augmentation uniforme des salaires de 250 F pour tous. Comme à Renault, ils s'affrontent aux manœuvres de division et d'intimidation de la direction (envoi des CRS, poursuite devant les tribunaux) et à l'attitude des dirigeants révisionnistes de la CGT qui laisse pourrir la grève. Les revendications ne sont finalement pas satisfaites ; ce n'est pourtant pas un constat d'échec que dressent les travailleurs du bilan de la grève : ils ont pris conscience de l'attitude du P«C»F, de la possibilité de vaincre en ralliant la majorité des travailleurs, en s'organisant contre les divisions etc...

Après Usinor, l'offensive est lancée : dès le mois de mai, des centaines d'usines partent en grève

pour exiger des augmentations de salaire, une amélioration des conditions de travail, le paiement des heures chômées. En juin, la bourbourgeoisie elle-même dénombre plus de 100 usines occupées et 100 000 travailleurs en grève.

Chausson en est l'exemple le plus significatif.

REPRESSION

Charges systématiques des CRS pour évacuer les grévistes des usines occupées, attaques par des commandos fascistes, utilisation de chiens policiers, poursuite de militants ouvriers devant les tribunaux... C'est par une répression sauvage que la bourgeoisie tente de briser l'offensive ouvrière.

Une telle attitude n'émousse pas pour autant la combativité ouvrière. Dans nombre de luttes, les travailleurs posent la question de la reprise des usines occupées par les CRS, de l'auto-défense. Comme à Chausson, ils se heurtent au P«C»F qui prend la défense de la légalité bourgeoise, de la «liberté» du travail pour les cadres.

Mais l'attitude intransigeante de la bourgeoisie les amène aussi à se poser une autre question : celle du mouvement d'ensemble. Il apparait de plus en plus clairement que seul un tel mouvement pourra faire céder la bourgeoisie. Les directions réformistes et révisionnistes des syndicats sont conscientes de l'existence de cette aspiration, mais elles savent aussi que son contrôle risquerait de leur échapper, poserait des questions politiques auxquelles ils ne sont pas prêts, ils ne veulent pas répondre Aussi cherchent-ils à la canaliser. C'est le sens de la journée d'action du 10 juillet à la Tour Eiffel à laquelle participent des centaines de délégations d'usines en lutte. Journée sans perspective. Journée de démobilisation, même si les travailleurs présents affirment avec force leur détermination.

L'offensive ouvrière n'est pas néanmoins brisée. En juillet et même en août, plusieurs usines poursuivent la grève. Le 6 et le 20 août à Paris, plusieurs milliers de travailleurs du Livre manifestent contre les nouvelles menaces de licenciements prévues par le VIIe *Plan*.

Pas de trêve non plus pour les viticulteurs. En juillet et en août, ils organisent d'importantes manifestations dans le Midi au cours desquelles ils affrontent, eux aussi, les forces de répression. Les promesses du gouvernement de prendre des mesures pour résoudre les problèmes posés par l'importation de vin italien n'ont pas été tenues. Prix de vente en baisse, marché saturé, à côté de cela hausse considérable du prix du matériel agricole et des engrais. C'est la ruine pour les petits producteurs. Ce qu'ils exigent c'est la garantie d'un revenu minimum.

En août, un autre évènement vient troubler la paix que la bourgeoisie comptait voir régner pendant la période des vacances. C'est la manifestation d'Aléria, en Corse, et la révolte suscitée par la brutale répression du pouvoir. Dans les jours, les semaines qui suivent, c'est une escalade sans précédent à laquelle se livre la bourgeoisie : arrêt de militants autonomistes, traduction devant la Cour de Sûreté de l'État, envoi de milliers de CRS, gardes mobiles armés sur un pied de guerre. Mais rien ne brisera la mobilisation des masses corses qui expriment par là le refus de l'oppression culturelle et économique à laquelle les soumet l'État de la bourgeoisie.

LE PORTUGAL:

Durant l'été, les rapports de force qui devaient conduire à la situation actuelle se dessinent. Début juillet, lors de l'assemblée générale du MFA, un texte de compromis traduit l'alliance au pouvoir du parti révisionniste et d'officiers progressistes, situés confusément sur sa gauche. Le mécontentement justifié des paysans du nord et du centre, habilement utilisé par les anciennes couches exploiteuses, révèle la fragilité de cette apparente toute-puissance. Les permanences du PCP sont attaquées, tandis qu'à Lisbonne, la classe ouvrière montre peu d'empressement à défendre un parti qui, une fois au pouvoir, s'avère vouloir perpétuer l'exploitation sous de nouvelles formes.

Tandis que le PCP cherche désespérément à s'accrocher au pouvoir, les sociaux-démocrates et la droite s'allient dans l'armée autour du *texte des neuf*. L'alliance PCP-«officiers progressistes» éclate, avec le texte d'autres officiers, ceux du *copcon*; critiquant timidement le révisionnisme, définissant de la façon la plus nette la perspective populiste du *pouvoir populaire* construit à la base, sans destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, il deviendra rapidement l'objet de tractations avec le PCP d'une part, les *neuf* d'autre part. En septembre, c'en est fini du 5è gouvernement provisoire, la social-démocratie et la droite assument nominalement un pouvoir qu'elles ne parviendront à exercer solidement qu'après le coup d'ETat du 25 novembre.

LE CONSTAT D'ECHEC.

L'attitude répressive du gouvernement, tant contre les luttes de la classe ouvrière que celle des autres couches du peuple, témoigne en fait d'une profonde faiblesse.

Le masque libéral est définitivement tombé. Le pouvoir a révélé sa nature profondément réactionnaire. La décision de Giscard de supprimer la commémoration du 8 mai, tentant ainsi de faire oublier ce que signifie la Résistance pour notre peuple, est encore allée dans ce sens.

Mais ces difficultés ne sont pas les seules que doit affronter la bourgeoisie. Dans ses propres colonies, la volonté d'indépendance des peuples qu'elle opprime ne fait que se renforcer : Djibouti, l'archipel des Comores, l'accueil par des manifestations de masse que rencontre systématiquement le ministre des *DOM-TOM* O.Stirn lors de ses voyages, en témoignent.

A cela s'ajoutent aussi les difficultés économiques qui se sont elles aussi encore accrues pendant les mois précédents. le «redéploiement» de l'impérialisme porte encore peu de fruits. Pourtant les commis voyageurs, Ségard, Chirac ou Giscard en personne n'épargnent pas sur les voyages : Maroc début mai, Pologne...A leur retour, ils annoncent toujours la signature imminente de contrats mirifiques pour les trusts français. Dans la réalité, bien peu se concrétisent ! la politique «méditerranéenne» n'apporte pas les résultats escomptés. C'est que la concurrence est forte et l'appareil productif français n'est pas encore de taille à l'affronter dans de nombreux domaines. Et le temps est révolu où la France pouvait se prévaloir d'être un pays «ami privilégié» des pays arabes. Ceux-ci ont appris à juste titre à jouer sur la concurrence entre les pays impérialistes.

En Europe aussi, la concurrence en particulier avec les USA est forte et l'impérialisme US maintient des pressions importantes pour y conserver sa suprématie. Le «Marché du siècle» qui échappe à Dassault, témoigne lui aussi d'un passé révolu, en consacrant l'échec d'un des vieux rêves de l'impérialisme français : supplanter les USA dans le domaine de l'aéronautique.

Le plan de refroidissement ayant été un échec, le gouvernement Giscard a mis en place, au printemps 75, une timide «relance» : déblocage de quelques crédits aux entreprises capables d'affronter la concurrence (telle que le téléphone) tout en maintenant un certain blocage des prix. Mais, pas plus que les mesures précédentes, il n'arrivera à juguler l'inflation.

Devant ces échecs, l'impérialisme français a marqué encore de nouveaux reculs devant les pressions des superpuissances. S'il continue de prôner la nécessité d'une certaine réforme du système monétaire international, il ne remet plus en cause la suprématie du dollar. Il se rapproche par ailleurs de l'OTAN, même s'il réaffirme son refus d'y participer, il ne se montre pas hostile à l'idée de manœuvres communes de l'armée française et de celles du pacte atlantique.

Fin juillet, Giscard participe à la conférence d'Helsinski, opération mise sur pied par l'URSS pour faire admettre, sous couvert de détente et de sécurité en Europe, la réalité de sa présence militaire en Europe, et masquer ses tentatives hégémoniques et sa rivalité croissante avec les USA.

Début juillet, dans une «causerie» à la télévision, Giscard se refusait toujours à admettre les revers de l'impérialisme français. Un mois plus tard, sur le même petit écran, il est obligé de dresser un piètre bilan de la situation en demandant à tous de se serrer les coudes pour une «nouvelle croissance».

PS et PC proposent chacun leur solution à la crise

Les événements du Portugal ont encore agravé la querelle entre les 2 «partenaires» de l'Union de la gauche. Attaques quotidiennes critiques des attitudes passées, la polémique est de plus en plus vive.

L'enjeu de la querelle, c'est de savoir lequel des deux partis sera le mieux à même de duper les masses, de faire passer son projet de collaboration de classe.

C'est le sens de la propagande du PS sur le thème de l'autogestion que la Convention Nationale du 15 mai est chargée de préciser : reprendre certains aspects des luttes qui se sont développées depuis 68 en opposition avec les révisionnistes (telle la lutte de Lip) mais en se gardant bien de poser le problème du renversement de la classe au pouvoir, de la destruction de l'Etat bourgeois.

C'est le sens aussi de la «campagne pour élever la qualité de l'Union» développée par le P«C»F, de ses interventions multiples aux portes des entreprises et du plan de relance qu'il propose le 8 AOUT : des objectifs de lutte qui soient en fait des solutions à la crise.

septembre à décembre : l'aspiration au mouvement d'ensemble grandit dans les masses

A la rentrée de septembre, 20 usines sont encore occupées : Caron-Ozanne, le Parisien libéré, Grandin. Bien que la plupart des luttes du printemps se soient généralement soldées par de maigres succès, c'est à dire des demi-échecs, la combattivité ouvrière reste forte.

C'est que la colère a encore grandi dans la classe ouvrière contre la dégradation constante des conditions de vie et de travail : si l'été n'a pas été une période de trêve pour les luttes, il ne l'a pas été non plus pour la hausse des prix et du chômage. 1 200 000 chômeurs, souvent dans la misère. 600 000 jeunes jetés sur le marché du travail, sans beaucoup d'autre espoir que de rejoindre ceux qui depuis des mois hantent vainement les files des ANPE. Dans la sidérurgie, les patrons menacent tout simplement de licencier 30 000 ouvriers. Grâce à un «accord» avec le gouvernement ces menaces sont transformées en mesures de chômage partiel pour l'ensemble des travailleurs de la sidérurgie, soit une perte de salaire de 400 à 500 F par mois. C'est cela, la «nouvelle croissance» de Giscard.

Pour les frais occasionnés par la rentrée scolaire, il faut compter plus 12 % par rapport à l'année précédente. 600 F par gosse en moyenne alors que les allocations familiales ont baissé de 17 % (chiffre officiel).

Devant ces faits, devant la réalité quotidienne que vivent les masses, les mesures «d'aide à la consommation» contenues dans le plan de relance du début septembre, sont perçues d'emblée pour de la pure démagogie.

Dès septembre, de nouvelles luttes offensives s'engagent. Air France, Soviret, Orlane, Idéal Standard, Paris Rhône traduisent le refus des travailleurs de la «nouvelle croissance».

SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES D'ESPAGNE

La solidarité des travailleurs français avec les Peuples d'Espagne en lutte contre la dictature franquiste s'est toujours largement manifestée : lorsque Franco, en septembre, commet son dernier crime, l'assassinat de 5 militants antifascistes, 3 du FRAP et 2 de l'ETA, des milliers de travailleurs manifestent à travers toute la France aux cris de «Vengeance pour nos 5 camarades» et dénoncent la complicité du gouvernement français qui refuse d'élever la moindre protestation.

FAILLE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE

Le mûrissement de la crise politique, dont témoigne encore le développement de toutes ces luttes touche tous les pans de notre société, tel par exemple l'appareil judiciaire. Plusieurs faits le mettent en évidence : A Béthune l'inculpation et l'incarcération par le juge Decharette d'un patron responsable de la mort d'un ouvrier de son entreprise, scandalise la bourgeoisie : la condamnation, par la suite, d'autres patrons, à des peines plus sévères qu'auparavant, montre que des juges de plus en plus nombreux essentiellement regroupés au sein du Syndicat de la Magistrature, refusent le rôle que leur assigne la bourgeoisie. Ce que reflète cette attitude, c'est en réalité le développement des luttes de la classe ouvrière contre les conditions de travail.

NOUVELLE ESCALADE DANS LA REPRESSION

C'est à nouveau par la répression que la bourgeoisie répond au développement des luttes de la classe ouvrière. Flics, commandos fascistes, poursuite de militants syndicaux devant les tribunaux, tout l'arsenal répressif est systématiquement utilisé. A Air France par exemple, c'est quotidiennement que les travailleurs affrontent les charges sauvages des CRS. Bien

plus, la direction réclame aujourd'hui plus d'un milliard de francs de dommages et intérêts aux sections syndicales CFDT et CGT. C'est une véritable remise en cause du droit de grève dont il s'agit.

En décembre, le gouvernement va encore plus loin. Prétextant un vaste complot de subversion dans l'armée, un complot «international» (dont il sera incapable de fournir la moindre preuve), il fait arrêter 47 militants, dont plusieurs militants syndicaux, principalement de la CFDT mais aussi de la CGT et les traduit devant la cour de Sûreté de l'Etat. Des perquisitions sont menées dans de nombreux locaux syndicaux. Il apparait rapidement que le but de la bourgeoisie, sous le prétexte de l'agitation dans l'armée, c'est une attaque contre les libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière. Il s'agit en fait d'une manœuvre d'intimidation, face à la montée du mouvement d'ensemble, d'un test pour voir comment vont réagir les travailleurs. Elle suscite des réactions très vives des sections syndicales, qui se traduisent par des manifestations exigeant la libération des emprisonnés, malgré la trahison de la«gauche» officielle.

MARGE DE MANOEUVRE RÉDUITE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

C'est là l'explication de la brutalité de la politique répressive. Une certaine reprise s'amorce, mais elle est encore très fragile et la bourgeoisie doit jouer de plus en plus serré. La balance du commerce extérieur a été excédentaire au cours des mois précédents. Mais c'est essentiellement parce que les importations ont chuté encore plus rapidement que les exportations. Les voyages de Giscard en Grèce, Tunisie, Egypte ramènent de nouveaux espoirs. Mais ils restent très mesurés. Aussi le gouvernement axe-t-il son action dans 3 directions essentielles :

- accélération de la restructuration de l'appareil productif, accentuation de la politique de crise.

Développer les secteurs les plus aptes à affronter la concurrence, c'est le but des «aides à l'investissement» contenues dans le plan de relance. Cela se traduit par exemple dans l'informatique, par la conclusion d'accords entre la CII et la firme américaine Honeywell, qui témoigne aussi par ailleurs de l'abandon et de l'échec de la politique d'indépendance vis-à-vis des USA dans ce domaine

Accentuation de la politique de crise. C'est ce que révèlent notamment les nouvelles réformes mises en avant par le gouvernement : retraites et horaires «à la carte», réforme sur la formation professionnelle, réforme des régions. Derrière leurs aspects démagogiques, apparaît de plus en plus clairement le contenu du modèle de crise : maintien d'un volant de chômage élevé (les experts bourgeois eux-même laissent entendre que même en cas de reprise le nombre des chômeurs se maintiendrait à 800 000), institutionalisation du chômage partiel, mobilité de la main d'œuvre, sous-consommation accrue des masses, centralisation administrative et économique encore plus poussée autour de quelques centres.

- poursuite de la recherche de compromis avec le tiers-monde. Giscard relance son projet de conférence Nord-Sud. Plusieurs réunions préparatoires permettent d'arriver à la définition d'un ordre du jour et de fixer l'ouverture pour décembre, les pays impérialistes se déclarent prêts à faire quelques concessions.

- Nouvelles concessions aux deux superpuissances. Pour obtenir l'accord de l'impérialisme US à son projet de conférence Nord-Sud, l'impérialisme français reconnait définitivement sa suprématie. La conférence de Rambouillet, le 16 novembre consacre cette reconnaissance. Le voyage de Giscard en URSS en octobre est également l'occasion de concessions importantes de l'impérialisme français au social-impérialisme ; contre la signature de quelques maigres contrats, Giscard accepte ce que ses prédécesseurs avaient toujours refusé : participer à une conférence sur le «désarmement», en reconnaissant, de fait, l'hégémonie des superpuissances dans le domaine des armements nucléaires.

L'objectif du Marché Commun n'est pas abandonné et la bourgeoisie française espère toujours y tenir une place prépondérante, en essayant pour cela d'y faire entrer de nouveaux alliés : la Grèce et l'Espagne : c'est notamment le but de la campagne tendant à faire croire que l'arrivée du pantin Juan Carlos sur le trône d'Espagne constitue une étape dans la «libéralisation du pays».

Mais il ne s'agit plus de vouloir constituer une troisième superpuissance capable de rivaliser avec les USA et URSS ; les divisions entre les partenaires de la CEE sont de plus en plus importantes. Le seul point qui fait à peu près l'unanimité, c'est justement la reconnaissance du «leadership» de l'impérialisme US.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION INTERNATIONALE

C'est donc un front apparemment uni mais dans lequel résident d'importantes contradictions, que les pays du Tiers Monde affrontent le 16 décembre à la Conférence Nord-Sud.

Pour leur part, ils ont su jusque là préserver leur unité. Celle-ci s'est affirmée à plusieurs occasions, les mois précédents, notamment :

- à la conférence de Lima, fin août, par l'adoption d'un système de défense des prix des matières premières et par la création d'un fonds de solidarité,

- lors du vote de l'ONU du 11 novembre, condamnant le sionisme comme une forme de racisme.

Mais, il demeure en leur sein, d'importantes divisions entretenues par les manœuvres des pays impérialistes, en particulier l'URSS. Plusieurs évènements les ont illustrées :

- l'accord israëlo-égyptien, conclu en septembre, et dénoncé par l'OLP comme un accord de trahison qui «creuse une brèche dans l'unanimité des peuples arabes et porte un coup sérieux aux aspirations des Palestiniens».

- La guerre civile en Angola :

Après une longue lutte de libération nationale, le peuple angolais en 1974 a arraché son indépendance des mains du colonialisme portugais.

Mais les richesses du sous-sol angolais susc itent la convoitise des pays impérialistes, principalement des deux superpuissances. Les USA et l'URSS font tout pour attiser de nouveau les divisions entre les trois mouvements. L'URSS soutient massivement et militairement le MPLA ; les USA, l'UNITA et le FNLA. Le 10 novembre, le MPLA proclame unilatéralement l'indépendance de la «République Populaire d'ANgola» et les deux autres mouvements proclament de leur côté, «la République Démocratique de l'Angola». Dès lors, la guerre est totale. L'URSS envoie une quantité de matériel de guerre toujours plus considérable au MPLA, des conseillers et une armée de 1 200 soldats cubains. Les USA, mais aussi l'impérialisme français, fournissent de leur côté, des armes aux deux autres mouvements. Le régime raciste sud-africain envoie des colonnes blindées pour contrer le MPLA.

Cette guerre n'a ainsi plus rien à

voir avec une lutte pour l'indépendance. Fomentée directement par les deux superpuissances, c'est une guerre contre les intérêts du peuple angolais. Elle provoque de plus des divisions importantes au sein de l'OUA.

● Le Sahara Occidental : derrière l'intervention du Maroc et de la Mauritanie contre la volonté d'indépendance du peuple sahraoui, et de son seul représentant authentique, le Front Polisario, se cachent aussi les manœuvres des pays impérialistes, en particulier l'impérialisme français qui fournit une quantité abondante de matériel militaire au Maroc.

● La Conférence Nord-Sud :

Malgré ses divisions, la Conférence Nord-Sud marque un nouveau pas en avant dans la constitution du Tiers Monde en force politique. L'adoption de la proposition de l'Algérie de traiter tous les problèmes en même temps (matières premières, énergie, finance et développement) est un recul pour les pays impérialistes qui souhaitaient avancer rapidement sur les deux premiers points mais laisser traîner la question monétaire et celle du développement.

Si la Conférence Nord-Sud apparait comme un succès pour la diplomatie française, ses premières décisions constituent un nouvel échec pour l'impérialisme français.

la question du mouvement d'ensemble

Le nouveau pas franchi dans la politique répressive, balayant les dernières illusions qui pouvaient subsister sur le libéralisme du gouvernement, est un nouveau signe de son affaiblissement.

De leur côté, révisionnistes et réformistes multiplient les journées d'action pour tenter de canaliser cette aspiration dans leur projet politique : 23 septembre, journées organisées par secteurs en octobre et novembre.

Mais leur attitude, leurs propositions (plan de relance, campagne sur les libertés) rencontrent de moins en moins d'écho comme en témoignent plusieurs faits significatifs : les travailleurs participent faiblement aux journées d'action démobilisatrices, leurs mots d'ordre sont peu repris. Dans plusieurs luttes (Air France, Paris-Rhône) leur trahison est dénoncée par les ouvriers en grève. A Sovirel, Saint-Gobain, les grévistes empêchent les députés du P«C»F de tenir des meetings à l'intérieur de l'usine pour récupérer leur lutte.

Le 5 mai, le comité central du P«C»F adopte le projet de résolution du XXIIe Congrès, qui définit leur conception du socialisme : ne remettant nullement en cause la domination de classe de la bourgeoisie, et les rapports d'exploitation capitalistes, c'est en fait un aménagement du capitalisme, sa transformation en capitalisme d'État qu'il propose. Donner des gages sur le maintien de la démocratie bourgeoise, c'est aussi le sens des «timides» attaques contre les internements abusifs en URSS, (mais sans dénoncer la répression exercée contre les masses et la restauration du capitalisme dans ce pays).

Chausson : les travailleurs face aux CRS...

Si l'on trace un bilan rapide et superficiel de l'année 1975, on peut arriver à la conclusion que les choses sont restées stables, et que l'on est resté sur une sorte de statu-quo social et politique. L'année n'a en effet pas été marquée par de grands affrontements de classe. Les luttes ont parfois été nombreuses, mais elles sont restées éparpillées, isolées, même au cœur de l'offensive ouvrière.

En réalité, toutes les luttes, par les revendications qui en étaient l'objet, par les formes qu'elles ont prises, les débats qu'elles ont suscités, mais aussi l'attentisme, l'absence de luttes que l'on a pu constater à différentes périodes, révèlent une profonde maturation des questions politiques dans la classe ouvrière. La démagogie utilisée par le gouvernement, la politique de crise ont été un échec ; lui-même a dû, petit à petit, ôter son masque libéral pour montrer son vrai visage : celui de la répression, la remise en cause des droits les plus élémentaires de la classe ouvrière.

Le peu d'enthousiasme suscité par l'Union de la Gauche, au lendemain même des élections présidentielles de 1974 a fait place à un scepticisme croissant devant le changement qu'elle apporterait réellement.t.

En même temps, s'est accumulé dans la classe ouvrière un potentiel de révolte contre les conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme

En ce sens, derrière l'apparente stabilité, l'année 1975 marque un approfondissement de la crise politique de notre société.

Dans une telle situation de crise politique, les responsabilités de notre Parti sont importantes. L'une d'entre elles et non des moindres, fut d'amorcer une large politique unitaire avec l'ensemble des organisations révolutionnaires en vue d'un rassemblement devenu chaque jour plus nécessaire face au développement de la crise.

C'est aussi l'aggravation de la crise politique qui a conduit notre Parti à réaliser le projet du Quotidien.

La question de la relation du Parti avec les masses s'est trouvée clairement posée : que signifie concrètement recueillir les idées justes des masses ? Que signifie centraliser les idées justes, les retourner sous forme de propositions, en combattant les idées fausses.

A toutes ces questions, Liévin, la sortie du Quotidien du Peuple, le débat qu'il a permis d'instaurer, le bilan qu'a tiré le Parti de toutes ces interventions, le mouvement de rectification qui s'est engagé, ont déjà apporté des éléments de réponse.

C'est en ce sens qu'il faut maintenant poursuivre le travail engagé, pour répondre à l'aspiration du mouvement d'ensemble, vers la prespective de la Révolution Prolétarienne, vers le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans.

chausson :

bilan d'une lutte

Mai 1975, la grève de Renault Le Mans est terminée depuis un mois. Usinor est en lutte contre le chômage partiel, un peu partout en France se dessine une offensive contre la politique de crise de la bourgeoisie avec son chômage, ses bas salaires et son chômage partiel.

Le chantage à la catastrophe économique ne prend plus. A Chausson, les travailleurs ont suivi la lutte à Renault/Le Mans avec intérêt. En effet, le trust nationalisé est actionnaire de Chausson à part égale avec Peugeot.

Si les ouvriers de Renault obtiennent quelque chose, c'est que l'on peut faire céder les capitalistes. Renault se termine sur une demi victoire, 140 F d'augmentation, mais des licenciements. Pour ceux de Chausson, c'est malgré tout une victoire. Finalement il n'y a pas de raison qu'entre Renault et Chausson où le travail est le même, il y ait des écarts de salaire de 314 à 391 F. Il n'y a pas de raison que ce qui a été obtenu à Renault ne le soit pas à Chausson.

Cela est d'autant plus ressenti, que les conditions de travail se sont considérablement détérioriées à Chausson, les cadences sont très dures, les accidents fréquents et les jours de chômage partiel qui s'accumulent depuis décembre (2 à peu près chaque mois) provoquent des baisses de salaires de 150 à 200F. De plus, dans la dernière période la direction supprime des postes et impose plus de 60 «départs volontaires» en août.

La publication par le Comité d'Entreprise d'une étude comparée de bénéfices et des conditions de travail, par l'expansion renforce encore la colère des ouvriers. Chausson en tête des entreprises pour les bénéfices, mais en queue pour les accidents (2e usine pour le nombre, 4e pour la gravité après les Houillères du Nord, Chrysler, Michelin...) Le taux des accidents est passé de 12 en 1970 à 14,9 en 1975. Deux événements vont encore accélérer la prise de conscience et déclencher la lutte. Des licenciements sont annoncés à Maubeuge où les ouvriers se mettent en grève et viennent rendre visite à leurs camarades de Gennevilliers, ils sont chaleureusement accueillis, et de leur visite se dégage largement l'idée que les conditions sont peut-être mures pour une lutte sur tout le trust. Le 14 mai, quand tombent les bulletins de paye d'avril avec 150 à 200F en moins à cause d'un jour chômé, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

du 15 mai au 5 juin

LES GREVISTES IMPOSENT LEUR VOLONTE AUX DIRECTIONS SYNDICALES

Les O.S. immigrés (Marocains, Maliens, Algériens), majoritaires à Chausson, parcourent l'usine et comme au Mans font débrayer les O.P.. Le P«C»F qui n'est pas implanté chez eux se demande ce qui se passe et ne peut s'opposer à ce mouvement impétueux. Les O.S. ont bon accueil chez les O.P., car eux aussi sont mécontents de leur salaire. Ainsi, l'unité se fait rapidement.

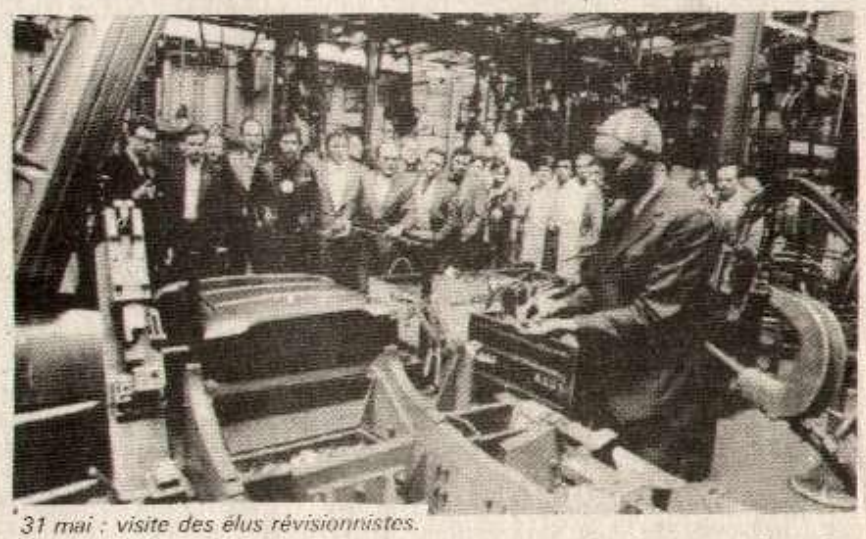
Les O.S. immigrés que les révisionnistes méprisaient pour leur soi-disant manque de combativité, tout simplement parce qu'ils refusaient d'entrer dans le jeu de débrayages bidon de 24h au profit du PCF, imposent leur loi:la grève illimitée avec occupation. Les O.S. immigrés que la direction comptait mater par le racisme, le chantage au chômage et l'encadre-

ment policier de l'Amicale des Travailleurs et commerçants marocains, de Hassan II, balayent cet obstacle, s'unissent à leurs camarades français et partent en lutte.

Mais aussitôt, tous les moyens sont pris pour que la grève n'échappe pas aux mains des travailleurs. Un comité de grève est désigné dans chacune des trois usines, l'occupation est organisée massivement et cela malgré les délégués CGT du P«C»F qui tentent un instant de refaire le coup de 1968: une usine occupée uniquement par les délégués. Une assemblée générale quotidienne et des commissions sont mises en place.

Comme le déclarait un travailleur arabe du comité de grève à un journaliste de Front Rouge :
«Pour la première fois à Chausson depuis longtemps, les ouvriers ont éprouvé le besoin de jouer un rôle dans la lutte, de se poser par rapport aux syndicats. La majorité des immigrés n'est pas syndiquée, c'est pour cela qu'on a décidé de former un Comité de grève qui regroupe syndiqués et non syndiqués».
Un ouvrier africain aux presses, confirme :
«D'abord le Comité de grève, il n'est pas venu tout seul. On ne peut pas dire que tout le monde à la CGT était très chaud mais comme ça correspondait à la volonté de l'ensemble des gars, ils ont bien été obligés d'accepter. Une des premières choses qu'on a fait, cela a été d'organiser les piquets de grève parce que tels qu'ils étaient il y avait les Arabes d'un côté, les Africains de l'autre, les Français ailleurs : les travailleurs ont violemment réagi, nous on a voulu que tout le monde soit mélangé, ça a renforcé la confiance dans le comité. Là au moins il y avait une grande unité. Une autre action, ça a été d'imposer le mot d'ordre de dissolution de l'Amicale des Marocains. C'est des flics».
Une jeune ouvrier français renchérit :
«Il faut dire qu'on a eu un débat houleux, quand il a fallu savoir si on laissait les groupes révolutionnaires intervenir devant l'usine. Il y en avait qui étaient violemment contre, mais la majorité, qui était pour, l'a emporté. Nous, ce qu'on veut, c'est le maximum de soutien et de popularisation».

En effet, en ce début de grève la méfiance est grande face à la direction P«C»F de la CGT. Ahmed syndiqué CGT, résumait bien tout le passif que la CGT avait accumulé dans l'usine par ses débrayages - manipulation d'1h ou 2h et son refus de défendre les grèves d'O.S. comme celles de la peinture ou les caristes de la RU. *«Nous ce que l'on veut, c'est que tout le monde puisse dire son mot. On n'est pas contre les syndicats, moi aussi, je suis syndiqué, mais c'est vrai qu'à Chausson les années passées les syndicats ils ont plutôt démobilisé les gars avec leurs débrayages pour un oui ou pour un non. Aujourd'hui, il n'y a pas grand chose à dire sur ce qu'il fait, seulement on s'est donné les moyens pour être sûr que personne ne nous lâchera en cours de route»* rajoute Francis un jeune français du Comité de grève ; car les forces vives de ces comités qui sont imposées au P«C» dans chacune des deux usines de Gennevilliers et dans celle d'Asnières sont les travailleurs immigrés et les jeunes français O.S et O.P., syndiqués et non syndicqués. Certains sont délégués à la CGT et à la CFDT (très minoritaire).



31 mai : visite des élus révisionnistes.

Cette défiance contre le révisionnisme se porte aussi sur les négociations. Des mesures de garantie sont prises comme le raconte cet ouvrier marocain :
«Nous, on a déjà remporté une victoire, on a obtenu des syndicats qu'ils acceptent le principe qu'il y ait des représentants des travailleurs immigrés de chaque nationalité lors des négociations. Bien sûr il a fallu se battre au sein du comité pour faire accepter cela mais on a réussi».

un contrôle des revendications

Les grévistes se donneront une arme de plus pour imposer leur voix en décidant l'édition d'un bulletin du gréviste par usine en français et en arabe qui sort au début sans sigle syndical. Dans celui du 23 mai, à l'usine H on pouvait lire *«Au cours de notre réunion générale, l'assemblée générale de grève a :*
-accepter la demande des organisations syndicales CGT et CFDT que leur nom figure sur le journal.
-décidé et proposé aux syndicats CGT et CFDT qu'il y ait un observateur immigré lors des négociations avec le patronat, ce qui a été accepté à l'unanimité par l'Assemblée.
- décidé la coordination des comités de grève G et H.
Ce bulletin sera imposé au P«C»F après toute une bataille ceux-ci diront que cela ne sert à rien, qu'il y a les tracts sydicaux, que c'est gâcher du papier... et il ne pourra être tiré que parce qu'il y aura des moyens de tirage extérieurs aux syndicats.

Si la conscience anti-révisionniste des ouvriers leur permet d'imposer des formes de luttes assurant leur contrôle sur celle-ci, il en sera de même pour les revendications. Une commission spéciale ouverte et publique se réunira pour déterminer 14 revendications qui seront votées à l'unanimité par l'AG. Mais ces revendications ne pourront s'imposer que contre les gens du P«C»F en particulier à propos des 250F uniformes pour tous. Dans le bulletin du 22 mai usine G de Gennevilliers, on pouvait lire.

«Bulletin du 22 mai - usine G de Genevilliers. Compte rendu de la réunion sur les salaires et les classifications. Pourquoi la revendication 250F pour tous ?

- les travailleurs ont les mêmes besoins que les cadres. Le prix du beefteack est le même... loyer, vêtements, culture, coûtent le même prix pour tous. A moins que l'on considère que l'ouvrier qui travaille dur, qui produit toutes les richesses doit subsister de rien et la direction profiter de tout ?

- 250F somme égale pour tous ! C'est pour contrairement aux augmentations en pourcentage, nous payons tous la même chose. Une

augmentation de 10% par exemple, donnerait à un O.S. gagnant 1500F, 150F d'augmentation et pour un salaire de directeur (100000F) une augmentation de 1000F. Nous ne nous battons pas pour que la direction s'en mette plein les poches.

- la direction ne veut pas discuter des 250F pour tous, car elle veut nous diviser. Si elle lâche, elle préfère à la tête du client le plus arbitrairement du monde... C'est pourquoi la direction essaiera avant tout de négocier sur les classifications sur une nouvelle grille. C'est une combine pour revenir aux pourcentages et pour donner à chacun, une somme différente qui profite aux plus hauts salaires. Pour une même lutte, il faut que chaque gréviste ait le même avantage soit les 250F et c'est après seulement que l'on pourra demnder d'améliorer les classifications. Donc c'est 250F minimum qu'il faut pour tous. Les autres revendications seront :

- la parité avec Renault
- le paiement des heures de grève
- 40h sans perte de salaire
- l'ouvrier doit être respecté dans son travail
- dissolution de l'Amicale des Marocains
- Pas d'augmentations individuelles à la tête du client par les chefs. Mêmes augmentations pour tous.
- contrôle des cadences - affichages des temps
- des remplaçants à la production
- 45 minutes de casse-croûtes payées pour les équipes
- paiement des indemnités maladies pendant les congés sans solde
- droit à 3h de bon de sortie payés par mois pour tous
- les mêmes bleus qu'à l'entretien pour tous, nettoyés par la société. changer les gants dès qu'ils ont usés
- rectifier les horaires pendant le mois du Ramadan pour les ouvriers de l'équipe du soir.

Cette plate-forme revendicative est significative des forces qui animent cette grève, les O.S. immigrés... En vrac dans ces 14 points, c'est tout le refus du bagne capitaliste des usines d'O.S. dans la société impérialiste en crise qui est concentré :

- non à la division pour les augmentations à la tête du client
- non à la répression conjointe de l'impérialisme français et de ses fantoches par le racisme et l'Amicale Marocaine
- non au bagne Chausson avec ses cadences. Nous en avons assez. L'ouvrier doit être respecté dans son travail. Telle est la réponse à Giscard et à ses discours sur la réforme du travail manuel...

Troskystes et révisionnistes essaieront de rajouter l'échelle mobile après, mais sans que ce soit véritablement retenu par les travailleurs. La vigilance demeurera sur les revendications, ainsi on peut lire dans le bulletin du 5 juin usine H. *«Compte rendu de l'Assemblée des grévistes de H» :*

«Au comité de grève, une discussion a eu lieu à propos du tract fait par les Unions Locales syndicales et distribué pendant le collecte à la gare St Lazare. Des camarades du comité de grève ne comprenaient pas pourquoi les revendications du début de la grève avaient changé. Il manquait la revendication des heures de grève payées. Par contre une revendication sur les classifications figurait à la place. L'AG à l'unanimité, après discussion, a rappelé qu'il fallait d'abord obtenir immédiatement les 250F à valoir sur la parité Renault. Les heures de grèves payées. Après et seulement après, on dicutera avec la direction sur les désastreuses conditions de travail et sur les injustes classifications. Tout le monde sait que toutes les revendications sont importantes mais pour éviter que la direction puisse manœuvrer, il faut lui fixer nos priorités. Sinon, elle glissera sur les classifications qui donneront des augmentations à certains et rien d'autre. Pour une même lutte, il nous faut avant tout 250F pour tous à valoir sur la parité avec Renault et le paiement des heures de grève». Les révisionnistes battus sur les augmentations du pourcentage un des fondements de leur union du peuple de France, avaient essayé de les réintroduire par le biais des classifications...

tentatives de sabotage de la grève

Les révisionnistes dans la CGT sont donc débordés et nos champions des libertés dans l'entreprise se voient imposer une animation démocratique de la grève, tant la pression des O.S. est forte. Des délégués CGT de groupes d'extrême-gauche s'appuient sur ce mouvement des travailleurs, œuvrent à la mise en place des comités de grève et se font élire à leur direction. Le poids des immigrés qui s'expriment au travers de l'AMF (Amicale des Marocains de France) contre Hassan II est déterminant. Ce premier moment de surprise passé, tous les moyens sont bons pour essayer de saboter, cette organisation de la lutte, pour réintroduire leur pouvoir en imposant la direction des organisations syndicales sur la grève...

Chargés d'animer la grève, les camarades du comité de grève sont sévèrement critiqués par les révisionnistes du P«C»F et traités d'incapables à surmonter soi-disant les difficultés des tâches d'organisation.

Durant une nuit de garde les révisionnistes ont tenté d'agresser physiquement les camarades présents du comité de grève de l'usine H ; le rapport de force leur étant défavorables les révisionnistes ont dû renoncer face à l'unité des ouvriers français immigrés. Le lendemain, un responsables révisionniste de Chausson dira : «... *Nous sommes coincés, on ne peut pas écraser le comité de grève, car d'un côté il permet d'organiser des travailleurs d'un autre côté, si nous l'écrasons la grève risque de s'arrêter et nous serons accusés de l'avoir sabotée...»*

Etant obligés de composer avec le comité de grève, les révisionnistes du P«C»F décident d'y participer. A l'usine G les gens du P«C»F venaient aux réunions pour saboter : mettre l'accent sur des problèmes secondaires tel que balayer la cour... A l'usine H, il s'agit de tout autre chose, le P«C»F y est peu présent, participent des syndiqués et non syndiqués, beaucoup d'ouvriers africains. C'est là où le comité de grève sera le plus dynamique.

- à H : les révisionnistes refusent de débloquer de l'argent pour l'achat de café pour les camarades qui montaient les gardes la nuit.
- à G : les révisionnistes se déchargeaient de tout sur le comité de grève mais gueulaient quand ça n'allait pas.
- à la Carrière, fief du P«C»F, ça marchait à la baguette, les camarades du comité de grève se font insulter par les révisionnistes. La philosophie des révisionnistes est simple, les ouvriers n'ont pas à se mêler de tout, ils n'ont qu'à jouer aux boules, les directions syndicales s'occupent des revendications et des négociations.

Mais cette phase de la lutte, ces attaques haineuses et sournoises ne prennent pas et le P«C»F reste minoritaire. Aussi tout un ensemble d'initiatives intéressantes sont prises pour l'animation de la grève. les initiatives révèlent les aspirations révolutionnaires des ouvriers sur des points particuliers de la remise en cause de l'organisation capitaliste de la société, sur la culture ou la justice par exemple, sur les cadres.

la bourgeoisie remise en cause

Cette remise en cause, on peut en voir le reflet dans le bulletin du comité de grève.
Bulletin usine G - 5 juin :
«Mardi après-midi, la troupe Z est venue nous montrer de façon plaisante comment elle nous voit. Plusieurs centaines de camarades ont assisté à la représentation. Nombreux sont ceux qui se retrouvaient agréablement dans le jeu de scène. La semaines prochaine cette troupe viendra a nouveau jouer. Un plaisir à ne pas manquer». Rencontre d'un théâtre progressiste et des luttes, les travailleurs qui se retrouvent joués sur la scène... cette première expérience donne mun avant-goût de l'art que pourra produire une société où les travailleurs auront le pouvoir. Au travers du commentaire, c'est toute la satisfaction des ouvriers appréciant un art au service de leur lutte qui transpartait.
De nombreux films sur la condition immigrée dont le «Charbonnier», les ballets de l'Egypte... des conseils pour regarder la TV quand Mektoub sera programmé, Une rencontre avec les médecins-hospitaliers et ouvriers du CLISACT, assistant aux Assises du 14 et 15 juin, sera aussi suivie avec grand intérêt.

Au delà même du cinéma, ou du théâtre, les ouvriers eux-mêmes, trouveront des moyens artistiques pour exprimer leur lutte. Ce sera les battements de tambourins des travailleurs immigrés dans les manifestations. C'est aussi ce que reflète le bulletin du 16 juin d'Asnières.
«C'est la fête à Gennevilliers». «Avec la grève, cela devient un plaisir de passer son après midi à la RU. Tout le hall était rempli de musique, des chants et des danses de la Troupe Populaire Egyptienne, nous étions bien 500 travailleurs de Chausson et de leur famille à participer à cette petite fête. Maintenant, l'ambiance est donnée la nuit à l'usine H de Gennevilliers les grévistes amènent des instruments de musique, des copains musiciens et quand ils sont fatigués de jouer, nous improvisons des sketches (samedi dernier, c'était sur les négociations ; Chantereau (le directeur) n'aurait pas été déçu de voir comment nous le traitons. La grève change pas mal de chose à tel point que la bagne Chausson s'est transformé en fête permanente».

Cette animation culturelle, s'appuyant sur les besoins des ouvriers, comptant sur eux et traitant de leurs problèmes, ne plait guère aux révisionnistes qui dans l'usine dénigreront cette animation en disant qu'une grève c'est sérieux, qu'il ne faut pas faire rentrer de copains dans l'usine le soir sous prétexte de risque de provocations. Bref, ce qui les intéressait eux, c'étaient les loisirs apolitiques de la belote à la partie de boules, où on ne pose pas de question. Ce sera rejeté par les grévistes. Ils essaieront bien de faire une fête de racolage à la salle des fêtes de Gennevilliers avec Frehlaut, le député Maire de Colombes ouvrier de Chausson paraît-il et leurs chanteurs habituels (Solleville, Fanon...) Entrée gratuite sur présentation de la carte de grève sera-t-il d'ailleurs bien précisé.

SUR LA JUSTICE, un certain nombre de discussions reflètant un point de vue révolutionnaire seront émis.
5 juin : bulletin Asnières : *«Hier, nous avons projeté un film de la série certifiée exacte réalisé par des cinéastes licenciés de l'ORTF en 1970.*
- ce film décrit ce qu'est la justice *quotidienne en France où un juge a des centaines de dossier à expédier par jour ...*
- le film montre aussi que la justice est le reflet de la société et que si on est riche et que l'on a des relations on s'en tire mieux que si *on est pauvre et sans relations.*
Les juges font partie dans leur ensemble d'un milieu très conservateur. Il ne pourra y avoir de justice que lorsque les juges seront élus par les travailleurs et devront leur rendre des comptes».

2 juillet : bulletins de G et H (après occupation de Gennevilliers).
«La justice est au service des patrons. A propos des 6 arrestations d'hier, on a appris qu'un camarade avait été relaché et que trois attendaient d'être jugés... Voilà bien la prétendue justice, on condamne des travailleurs ramassés au hasard, mais on laisse se promener un véritable malfaiteur Chausson. Pourquoi la justice ne poursuit-elle pas Chausson pour les délits suivants : agressions, bris de clôture... entravent à la liberté du travail ? et pour ses crimes, chaque année : Chausson tue et mutile les travailleurs. Mais voilà, dans cette société mutiler des travailleurs, c'est légal. On voit au moins au service de qui est la justice : quand le bagne Chausson ne fonctionne plus la matraque remplace les presses, la prison remplace le bagne. Flics et justice sont bien au service d'une seule classe : les patrons et contre les travailleurs.

Tous ces aspects culturels développés dans la lutte apparaissent comme de puissants moyens de mobilisation et révèlent les immenses possibilités créatrices des travailleurs en lutte, quand la culture révisionniste n'est pas là pour servir d'étouffoir complémentaire de toutes les mesures de répression que peuvent prendre les révisionnistes contre les aspirations des travailleurs.

L'ASPIRATION A UN MOUVEMENT PLUS LARGE

A cette première phrase de la lutte, le comité de grève est bien établi et l'occupation organisée. La question qui se pose dans ltoutes les têtes est celle d'une offensive plus large. Dès les premières semaines à Gennevilliers, DBA équipement débraye pour les 250F, le centre de tri, et bientôt l'usine des Câbles de Lyon. En Fance, au cours de ce mois de mai, aux côtés d'Usinor, Unimel, Bourgeois entrent en lutte à Besançon, autour de Semm Caravelair à Nantes, c'est tout un mouvement de solidarité... quant à Chausson tout le trust est en grève.
A Chausson, l'aspiration à un mouvement d'ensemble est particulièrement forte et apparaît comme possible car tout le trust est en grève et Reims et Creil tiennent malgré les premières interventions policières. A Reims, l'usine est évacuée et réoccupée 3 fois. L'accueil reçu lors des collectes de souscriptions dans les gares renforce encore les grévistes dans cette idée.
Le Comité de grève le sent bien qui organise une journée des délégations des usines de la région parisienne. Bulletin du 18 mai. Usine H :
«Aujourd'hui de 15 à 19h, les comités de grève G et H accuilleront les délégations des entreprises de la région parisienne. Nous devons tous être là pour les accueillir chaleureusement. Nous pourrons ainsi expliquer les raisons de notre grève et nos revendictions. C'est important car les 250F concernent tous les travailleurs. Il se peut que notre exemple soit suivi et cela, les patrons en ont peur. Alors, il faut que notre grève soit connue et qu'elle soit un exemple pour tous».

Dans le tract qui sera diffusé par les grévistes aux autres boîtes il

sera déclaré :

«Camarades, nous vous demandons de faire connaître notre lutte dans vos entreprises respectives par solidarité entre travailleurs bien sûr mais pas seulement. Les problèmes qui sont à l'origine de notre grève ne concernent pas seulement ceux de Chausson. Les hausses de prix détériorent le pouvoir d'achat de tous les travailleurs sans exception. Tous les travailleurs sont concernés au même titre que nous par les revendications d'une augmentation substantielle des salaires. Aussi, si nous faisons appel à la solidarité de nos camarades des autres entreprises, nous leur demandons de nous rejoindre dans la lutte autour des revendications qui nous sont communes à tous».

Si le comité de grève prend des initiatives pour la popularisation, il ne peut aller plus loin. Et c'est là que l'on voit qu'une organisation démocratique des luttes locales ne suffit pas si elle n'est pas relayée par une Opposition Syndicale conséquente dans la CGT et la CFDT qui sont les structures permettant cette coordination des luttes. Cela est d'autant plus dommage qu'à Reims, la section est aux mains de travailleurs qui ne veulent pas s'en laisser compter par les révisionnistes de l'Union Locale CGT.

On comprend pourquoi, ils resteront toujours à l'écart du conflit et pourquoi les directions confédérales ne feront rien pour que des rencontres Maubeuge Creil Laval, Gennevilliers Asnières s'effectuent. Plutôt que de construire cette offensive d'ensemble , la politique du PCF et de la direction de la CGT est l'isolement. Il faudra deux semaines pour que la section syndicale d'Asnières et de Gennevilliers se rencontrent.

La seule journée de soutien à Chausson du reste de l'automobile sera organisée en fin de grève le 2 juillet après l'occupation de Chausson. Les dirigeants syndicaux se feront tirer les oreilles pour organiser une manifestation de toutes les usines de Gennevilliers après l'occupation d'Asnières...

C'est en allant collecter chez Renault, que les travailleurs apprendront que leur grève fait de l'effet et que les R4 sortent sans portières. Rien ne sera fait délibérément à Renault pour informer les travailleurs de ce qui se passe à Chausson. Il n'y aura aucune liaison avec le Parisien Libéré en lutte. A la manifestation du 12 juin sur la défense des libertés démocratiques, on aura bien soin de mettre le Parisien Libéré en tête et les

Les ouvriers empêchent la sortie des camions.

Câbles de Lyon et Chausson en queue. La reprise se fera à Maubeuge sans que les travailleurs de Paris soient véritablement au courant.

Tout est fait pour qu'il n'y ait pas de liaison.

Pour les révisionnistes en pleine querelle avec le PS, il n'est pas question d'un mouvement d'ensemble, surtout à partir d'une lutte qu'ils ont du mal à contrôler, une lutte qui ne reprend pas les revendications du programme commun et qui porte en elle une dynamique révolutionnaire : faire échec à la politique de crise, fixe la conscience accrue des intérêts inconciliables entre eux et la bourgeoisie.

Il ne saurait être pour eux question que les contradictions s'aiguisent trop entre les ouvriers et la bourgeoisie, notamment par une défense conséquente face à la violence policière. Ce serait perdre une partie de la confiance de la bourgeoisie, qui attend du P«C»F un strict contrôle des luttes, c'est aussi effrayer une petite et moyenne bourgeoisie prête à se jeter dans les bras du PS ou des partis bourgeois, quand les contradictions de classe sont aiguës (comme on l'a vu au lendemain de mai 68).

Construire un large mouvement autour de Chausson ne peut être pour les révisionnistes, que partir à l'aventure, jouer aux apprentis sorciers.

Puisqu'il n'est pas question de mouvement d'ensemble, puisque le P«C»F a du mal à imposer sa direction, que faire pour conserver son image de parti de la classe ouvrière tout en canalisant les aspirations des ouvriers de Chausson ?

La tactique est vite trouvée. Tout en poursuivant le sabotage du comité de grève, en prenant en main les négociations, on va utiliser les municipalités et les élus locaux.

Comme par hasard, le 31 mai, la municipalité débloque des crédits pour les grévistes de la commune et les élus se multiplient en délégations dont les cellules du P«C»F s'efforceront de vanter les résultats

«La section Chausson du P«C»F apportera son soutien actif aux travailleurs, comme elle l'a toujours fait. Elle apportera toutes les explications nécessaires dans la poursuite du mouvement».

«Porte-parole des travailleurs, le Parti Communiste agit pour isoler la direction, dénoncer devant l'opinion publique, y compris à l'Assemblée Nationale par les voix de ses députés, l'exploitation honteuse dont sont victimes les travailleurs, particulièrement les OS, les travailleurs immigrés.

*Il contribue à organiser le soutien de la solidarité des autres travail*leurs de la population.

Et de conclure, non «Chausson doit céder», mais «Chausson doit négocier».

Belle hypocrisie cette lettre ouverte de la section P«C»F de Chausson à la direction, ces délégations multiples d'élus révisionnistes aux ministres et au préfet, à l'ORTF, cette réunion du conseil municipal du maire Lanternier (P«C»F) dans l'usine. Tout cela ne vise qu'à se servir de la lutte pour se faire de la publicité.

FACE AU DOUBLE JEU ET AUX ATTAQUES DU P«C»F, SILENCE DU COMITE DE GREVE

Des travailleurs seront sensibles au soutien de la municipalité et ne verront pas clairement le double jeu du P«C»F...

Au nom de «l'unité ouvrière», la direction inconséquente du comité de grève, animée par des militants du PSU, LO et l'AMF se taira.

Victimes avec les travailleurs des attaques contre le comité de grève, il n'est pas question pour eux de dénoncer les révisionnistes ouvertement, de construire la conscience anti-révisionniste des travailleurs, afin de pouvoir assurer la victoire.

Au contraire, ce qu'il faut, c'est concilier les points de vue, maintenir une unité de façade -en fait, empêcher toute prise de conscience-. C'est le point de vue révisionnistes qu'ont ces organisations selon lequel les masses ne sont pas capables de construire d'une manière autonome leur lutte, de vaincre en comptant sur leurs propres forces. Ces champions des formes de lutte héritées de Lip, en renient l'héritage politique, la possibilité de vaincre sans le révisionnisme et contre lui.

Au lieu d'aider les masses à développer leurs aspirations, le comité de grève devient un nouveau moyen d'etouffer la remise en cause du P«C»F. Et là, la conscience que peuvent avoir les militants de ces organisations, leur volonté de bien faire, n'est pas en cause, mais la ligne objective qu'ils appliquent.

Ce refus de dénoncer les manœuvres des révisionnistes est encore renforcée par le maintien de l'ambiguité sur la municipalité.

Dans un bulletin où le comité de grève défend les revendications contre les attaques du P«C»F, au bas du même tract, il y a toute une tirade sur les mairies de gauche, qui sont du côté des grévistes, alors qu'en fait la municipalité de Gennevilliers ne fait que rendre aux travailleurs leur dû et que son soutien est avant tout -électoral-.

Pendant les trois premières semaines de la lutte (du 15 mai au 5 juin), le souci de la bourgeoisie sera de tenter d'isoler les usines les unes des autres, et les coups seront portés rapidement sur Reims et Creil avec interventions de commandes de cadres et de CRS, dans l'esprit de ce que Poniatowski avait déclaré au sénat le 13 mai :

«J'ai donné instruction permanente aux préfets de faire intervenir la police dans tous les cas d'occupations et de séquestrations. (...) il appartient aux juges de sévir avec toute la fermeté souhaitable

(...) La violence ne peut apporter ni la justice ni la paix sociale. Il appartient aux procureurs généraux de réagir (!) avec fermeté voire d'aller en appel de décisions trop indulgentes. La justice doit donner l'exemple du respect de la loi parce que celle-ci est le rempart de la liberté...»

Mais à Reims les travailleurs résistent. A Gennevilliers, après avoir proposé 150Frs de prime pour la forme, la direction demande l'évacuation d'Asnières en référés afin de donner une couverture juridique à l'intervention de la police.

Asnières est l'usine où il y a beaucoup d'employés de bureaux et une grande proportion d'OP.

A Gennevilliers, à Asnières, les travailleurs attendent les décisions de la justice bourgeoise et il y a débat sur l'attitude à avoir face à à l'intervention de la police. (Asnières est l'usine où il y a beaucoup d'employés de bureaux et une grande proportion d'O.P.)

reprise en main de la lutte par les révisionnistes

Quelque temps avant le 5 juin, le tribunal tranche sur la demande d'évacuation d'Asnières. Il faut évacuer les bureaux, mais l'usine reste occupée.

Pour les syndicats, c'est une victoire, un recul, un signe de force du mouvement. En fait, c'est un cadeau empoisonné car la non-occupation des bureaux permet à la direction de regrouper ses forces en vue de préparer des interventions sur Asnières et cela sépare les employés des ouvriers. En faisant plus ou moins croire que le juge est pour les grévistes, en insistant sur le fait qu'il faut rester dans la légalité sous peine de voir la répression, les directions syndicales désarment par avance les travailleurs.

Le 5 juin au matin :les cadres ramassés à 4 heures par les CRS aux Invalides, arrivent dans leurs cars pour réoccuper les bureaux. Profitant de l'occasion, les CRS malgré l'ordonnance du tribunal, occupent l'usine.

Après l'occupation par les travailleurs se massent devant l'usine baptisée «rue casquée», des travailleurs de Cintra se joignent à eux et discutent.

Notre parti appelle à la réoccupation, mais les ouvriers sont hésitants, se demandent si c'est possible... Comme il reste G et H à Gennevilliers, l'idée qui l'emporte est que, si on tient Genevilliers, l'usine la plus importante, il est possible de vaincre en laissant Asnières. En fait, c'est un recul des travailleurs. Par rapport aux négociations «pas question de discuter sous la matraque».

Dès le début du conflit, on pouvait lire dans le tract du 23 mai : *«si la police évacue l'usine, la grève continuera à l'extérieur de l'usine car ce ne sont pas les policiers qui feront tourner les chaînes».*

Le bâton employé, la direction essaye d'user de la carotte pour faire rentrer des travailleurs. Elle propose 4% d'augmentation (cette bonne vieille augmentation en pourcentage) et une demi-heure de réduction d'horaire à partir de juin. Le comité répond «4% cela fait 56F pour un salaire de 1400F ; les 250F ça les donnerait qu'aux salaires supérieurs à 6 200Frs, c'est-à-dire aux cadres anti-grévistes qui sont venus occuper l'usine».

Le même jour, 5000 ouvriers de Gennevilliers manifestent contre la répression, témoignant ainsi du potentiel de soutien dont jouit Chausson et de la mobilisation des travailleurs.

Le 9 juin à 17 heures : à la fin de la manifestation, la direction fait évacuer les CRS, les remplace par des nervis fascistes et propose des négociations, et tente de diviser l'usine SECAN en grève.

Le 10 juin : il n'y a que les cadres dans l'usine et rien n'est fait pour tenter de la réoccuper ; la voie pacifiste qui domine empêche de saisir cette occasion.

Le 11 juin : les cadres sont remplacés par des nervis fascistes, ce qui accroît encore la colère des travailleurs.

Face à l'occupation des nervis, deux voies s'affrontent pour la lutte :

- celui des travailleurs révoltés *«Si la surveillance avait été bien organisée, ça ne serait pas arrivé ; c'est comme les cadres, on aurait très bien pu les vider. Il n'y aurait sûrement pas eu beaucoup de riposte ; d'ailleurs si la direction les a remplacés par des fascistes, c'est qu'elle n'était plus très sûre d'eux. Faut dire qu'on leur en a fait voir»* déclare ce groupe d'ouvriers qui devant l'usine s'occupe à photographier les nervis après avoir téléphoné aux cadres dans l'usine pour pointer ceux qui étaient présents et les menacer pour qu'ils se dégonflent.
- l'autre voie est celle des démobilisateurs du P«C»F comme ce délégué CGT devant l'usine occupée. *«Pourquoi les provoquer, laissons-les faire, ils occupent l'usine à notre place ; plus besoin de venir la*

la nuit». Ou cet autre *«Si vous croyez que je reste là pour le plaisir, allez les gars, c'est pas le moment de faire des bêtises».*

Mais ce point de vue est largement contesté par les ouvriers combatifs qui restent groupés devant l'usine.

Pendant toute cette période, les révisionnistes sont largement remis en cause. A Asnières, dans les cafés, le soir du remplacement des cadres par les nervis, les conversations vont bon train : *«On est délaissé par le P«C»F. La majorité des gars veut la lutte. Pourquoi occuper l'usine, et dire en même temps que, si les flics viennent, on les laisse entrer... Ça n'a pas de sens, ça affaiblit la lutte... A quoi bon aller au piquet, rester la nuit si c'est pour laisser entrer ensuite les flics... Oui, le P«C»F fait tout pour contenir les gars... C'est comme en 68, moi j'étais au P«C»F, mais j'ai vite compris»*, explique un ouvrier français, peintre à Chenard.

«S'ils avaient vraiment envie de lutter, ils ne feraient pas comme ils font... Les délégations des maires, des députés, c'est bien beau, mais c'est pas leur bifteck qu'ils défendent».

«Moi je suis démoralisé quand je vois des gars qui en veulent, se laissent endormir par des trucs bidons», dit un autre en parlant du programme commun.

«Tu penses bien qu'un vrai programme pour les ouvriers, ça ne sera jamais admis par les patrons» raconte un ouvrier de Gennevilliers qui suit toutes les AG d'Asnières pour le coup de main depuis l'intervention des flics.

«Les gars du P«C»F, pour parler, ils se posent là ! Ils sont toujours en train de te dire qu'en URSS, c'est comme si et comme cela ; ils feraient mieux de s'occuper un peu plus de la lutte d'ici. Surtout qu'en Russie, je crois pas que c'est le bon modèle ; ce qu'on veut, nous, c'est travailler normalement à notre rythme, quoi, vivre décemment ! Seulement, ça ne viendra pas tout seul, c'est contraire au capitalisme.»

Un autre conclura *«Dans cette grève, on ne peut pas dire que les syndicats ou le P«C» contrôle les gars. Ils ont vraiment peur d'être débordé, surtout depuis l'intervention des CRS».*

Tout faire pour empêcher les ouvriers de «faire des bêtises» et appeler à manifester le 12 juin pour défendre leur charte des libertés, alors qu'ils ne font rien pour la lutte et s'efforcent d'empêcher les révolutionnaires de s'exprimer chaque fois qu'ils interviennent : telle est la tactique du P«C»F qui n'effectue aucun soutien conséquent.

Cette remise en cause du P«C»F, ne peut aller plus loin et les initiatives ne peuvent se développer car les révisionnistes ont des alliés chez ceux qui, sur le papier, sont partisans de l'autodéfense ouvrière mais, en fait, il ne prendront jamais en main la défense de l'usine, la préparation des esprits, à l'éventualité de l'affrontement : jamais ils ne mobiliseront autour de Gennevilliers les autres boites pour venir leur prêter main forte.

Dès le début du conflit, ce sera le point de vue du pacifisme petit bourgeois révisionniste qui sera distillé aux travailleurs sous la forme *«Les CRS ne pourront pas faire tourner l'usine... l'usine c'est nous !»*, désarmant par avance, les travailleurs et réprimant la volonté de lutte des travailleurs français et immigrés qui entrera en action plus tard.

Après l'intervention des CRS à Asnières, dans le tract du 18 juin, c'est le même pacifisme qui est repris :*«Les cauchemars de la direction».*

«Le dernier jugement pour nous expulser n'a pas encore été en faveur de la direction. Il est repoussé au 25 juin. Vraiment la direction fait tout pour nous voir hors de l'usine. Pour elle, c'est évidemment la meilleure façon d'ouvrir les portes et de nous voir au travail. De toute façon, si elle avait obtenir l'expulsion nous aurions continué jusqu'à la victoire, à l'extérieur de l'usine comme à Asnières !».

Le sommet sera atteint le 4 juin lors d'une manifestation au grand bureau de Chausson, aux grésillons, où ce sera un des dirigeants du comité de grève du PSU qui s'opposera à la volonté des travailleurs d'occuper les grands bureaux pour se donner un nouvel atout.

remise en cause des cadres

Pendant toute cette période, où les cadres sont les agents zélés des provocations de la direction, les ouvriers remettent largement en cause la hiérarchie dans l'usine, le prestige du diplôme... toute cette soi-disant communauté d'intérêt entre ouvriers et encadrement. Comme le dit ce travailleur d'Asnières *«A la reprise, il y aura des règlements de compte, ça ne pourra plus être comme avant, les apéros au bistrot, c'est fini... C'est tout le baratin de la direction et de la maîtrise sur nos «intérêts communs» qui tombe en déconfiture».*

Le bulletin du comité de grève reprendra cette remise en cause dans le numéro du 5 juin : *«Une centaine de petits chefs et de cadres ont accepté de travailler dans les bureaux sous la protection de la police. Ils ont été mobilisés la nuit de l'agression policière et amenés en cars à Asnières...Ces gens-là qui à longueur d'années essayent de faire croire que parce qu'ils ont des diplômes ou une place dans la hiérarchie, ils nous sont supérieurs, viennent de montrer qu'ils n'ont pas de dignité... Ces cadres qui aujourd'hui marchent sur leur dignité n'en risquent pas moins dêtre à la porte si demain le patron considère qu'ils sont de trop».*

Colère et dérision avoisineront.

Ce n'est pas seulement le «baratin» de la direction sur les intérêts communs qui part en déconfiture, mais aussi les palabres du P«C»F sur l'alliance avec les cadres. Le P«C»F s'efforcera de limiter cette remise en cause :

«Quant aux cadres qui ont participé à cette opération, cela ne peut les grandir ni servir leurs intérêts.

A ce propos, les travailleurs de Chausson se garderont d'une généralisation abusive. Une caractéristique précieuse pour le succès de notre lutte afin que soient satisfaites les revendications de tous les salariés, c'est que de nombreux cadres et la grande masse des ETDA soient au coude à coude avec les ouvriers. C'est cette union qui fait notre force».

Ils reconnaitront leur recul sur ce point, dans leur bilan de la grève paru dans l'Humanité (16/1/76). *«La discussion (de la section P«C»F de Chausson) a du mal à prendre en considération la nécessité d'élargir l'alliance jusqu'aux ingénieurs et cadres supérieurs».* On le comprend !

les directions syndicales garantissent la non réoccupation

Pendant tout le mois de juin, direction et syndicat se rencontrent à peu près toutes les semaines (négociation du 10 juin, 14 juin, comité central d'entreprise du 25 juin...) et les directions syndicales, malgré la présence des observateurs du comité de grève, acceptent de ne pas réoccuper Asnières le temps des négociations. Cette décision est prise sans consulter les grévistes : les travailleurs, dans leur majorité, ne seront pas au courant et les dirigeants du comité de grève couvriront ce silence.

Assurée sur ce fait, la direction fera évacuer les nervis, le 13 juin et les remplacera par une police privée.

Notre parti, tout au long de cette période, appelle à la réoccupation d'Asnières, où ne trainent que les chefs puisqu'aucun travailleur, sauf quelques jaunes y sont ; un noyau du comité de grève reprendra ce point de vue mais sera mis en minorité par une coalition P«C»-Réformistes de la CFDT-L.O.-A.M.F

Cette deuxième phase de la lutte des ouvriers de Chausson se termine à l'avantage de la bourgeoisie :

- Malgré leur colère, leur volonté de réoccuper l'usine, leur initiative, ne peut se développer car la confiance reste grande dans le comité de grève dont la direction s'aligne sur les révisionnistes sur les questions les plus importantes.

- En fait, les directions réformistes et révisionnistes prennent au cours de ce mois la direction de la grève car ce sont eux qui négocient, et le comité de grève n'est présent que par deux observateurs.

Pendant cette période, les camarades du parti s'accrocheront violemment avec les révisionnistes à la porte de l'usine dénonçant leurs manœuvres, et un noyau plus conséquent se dégagera de jeunes ouvriers français dans le comité de grève.

La même erreur sera commise dans l'intervention du parti qui ne prendra pas tous les moyens nécessaires pour mobiliser les OS immigrés, leur expliquer la situation alors que ce sont les forces les plus vivantes et les plus conséquentes de la grève, qui peuvent imposer leur loi aux révisionnistes.

30 JUIN : OFFENSIVE CONJUGUÉE DE LA BOURGEOISIE ET DES RÉVISIONNISTES CONTRE LES OUVRIERS DE CHAUSSON

En cette fin du mois de juin, la grève fait sérieusement sentir ses effets sur le reste de l'automobile. A Renault, les R4 sortent sans portes, les stocks sont vides et la bourgeoisie menace de lock-outer Renault. Le gouvernement est embarrassé par ce conflit qui traîne, et une combativité qui, malgré la proximité de juillet ne faiblit pas. Avant de s'attaquer à Gennevilliers, ce sont les Câbles de Lyon qui sont choisis et évacués par les CRS le matin du 23 juin.

. Dans l'après-midi, une voiture fonce sur le piquet rassemblé devant l'usine et fauche plusieurs travailleurs immigrés.

«On arrivait à la fin du mois, certains devaient partir en congé ; la direction, c'était son jeu d'essayer de nous diviser. Et puis vendredi, le bruit courait que les cadres allaient intervenir : on s'était massé dans l'usine et près de l'usine. Enfin, quand les délégués étaient allés voir le patron, il leur avait dit que le lundi les portes seraient ouvertes», expliquait un ouvrier de Gennevilliers.

Les syndicats étaient prévenus, les travailleurs se doutaient de l'intervention. Or, le samedi, les syndicats et le comité de grève sont muets. Au contraire, le soir, le service d'ordre fédéral du P«C»F des Hauts de Seine, pousse les travailleurs qui occupent à rentrer chez eux, disant qu'il vous assurer la relève. Ne restent quasiment dans l'usine que les révisionnistes appuyés de leurs collègues.

Le lundi, les cadres se feront accueillir à coups de pierre dans le pare-brise quand ils sortiront.

Le comié de grève se réunit aussitôt à la bourse du travail, décide de maintenir son activité et ses réunions : en effet, si les conciliateurs du comité de grève pensaient que le fait de ménager le P«C»F empêcherait celui-ci de les attaquer, c'est le contraire qui se passe. Dans l'Assemblée Générale, c'est une attaque en règle contre les «gauchistes» du comité de grève qui a lieu. Voyant cela, le responsable de l'AMF tranche en disant que les français n'ont qu'à arranger leurs affaires entre-eux... pour s'unir...

Cette altercation ouverte a un effet de démobilisation immédiate sur les immigrés présents qui s'en retournent en disant *«Puisqu'il y a division entre Français, la grève est fichue...»*

Dans le bulletin du 1er juillet des 3 usines, rien ne filtre de la réunion si ce n'est que *«L'ambiance était chaude».*

Tout idée de réoccupation est contrée par l'idée que c'est aller au massacre, renforcer la répression, susciter de nouvelles arrestations comme celles des trois travailleurs marocains ramassés au hasard par les CRS dans un foyer Sonacotra et inculpés, afin de dissuader les autres travailleurs immigrés de poursuivre la lutte.

Malgré cela, à l'Assemblée Générale du lundi, la question de la réoccupation d'Asnières est largement débattue car c'est la seule usine non-occupée par les CRS.

Le dimanche, à 4h30, les CRS interviennent sans résistance et l'usine est évacuée dans le calme avec la complicité du service d'ordre fédéral du P«C»F, plus prompt à casser du gauchiste qu'à s'opposer à la police.

Tout le dimanche les travailleurs mobilisés resteront devant les CRS à les injurier, et à empêcher les camions de sortir. Lanternier qui, lors de l'occupation d'Asnières racontait à qui voulait l'entendre que jamais la police n'oserait intervenir dans une municipalité de gauche, qu'elle l'avait fait à Asnières parce que c'était une municipalité de droite, vient faire son petit couplet sur le fascisme qui ne passera pas, et déclare solennellement, sans craindre le ridicule, qu'il a pris un arrêté interdisant la présence des forces de police sur sa commune. Ses paroles ne duperont pas les

travailleurs d'Asnières qui feront la remarque suivante : *«Hurler au nez des CRS, c'est une chose, les chasser c'est une autre histoire».*

Dans la soirée du dimanche des heurts auront lieu avec les CRS et lors de la sortie des camions, dont 4 seront immobilisés...

Le Comité de grève se réunit aussitôt à la Bourse du Travail, décide de maintenir son activité et ses réunions. Lors de la réunion du 1er juillet, le P«C»F dans la CGT lance une attaque en règle contre les gauchistes du comité de grève. Ceux-ci se défendent. Voyant cela le responsable de l'AMF refuse de dénoncer cette tentative de division du P«C»F et se dérobe en disant que les français doivent régler leurs affaires entre eux. Cette position opportuniste s'appuie sur l'idée qu'on ne peut rien faire en France sans être dans le sillage de ce parti, qu'on ne peut être victorieux contre ce parti.

Cette attaque que beaucoup d'immigrés ne comprennent pas bien a un effet de démobilisation immédiate. De nombreux travailleurs s'en retourneront en disant que la grève est finie parce que la division s'y est installée. Malgré ce coup de poignard, malgré le matraquage révisionniste qui répète que lutter contre la répression c'est aller au massacre, c'est accentuer les arrestations, comme celles des trois travailleurs marocains ramassés par les CRS dans un foyer et aussitôt inculpés afin de dissuader les autres d'intervenir contre la police. Malgré tout cela l'AG débat largement de la réoccupation d'Asnières, un travailleur du comité de grève raconte : *«A la réunion du comité de lundi, la question principale qui a été débattue c'est celle de la réoccupation d'Asnières. Alors que d'habitude on est une trentaine aux réunions, là on s'est retrouvé près d'une centaine. Les gars étaient venus pour poser cette question. Certains dirigeants syndicaux qui sont contre toute idée de réoccupation ont passé un mauvais quart d'heure. Les questions ça pleuvaient. Les seuls arguments qu'ils avaient, c'était de dire, que si on réoccupait les CRS allaient revenir et que ce serait comme avant. A un moment, il y a un gars de la CGT, membre du PC, qui à court d'arguments s'énerve : «ma position, c'est celle de mon organisation syndicale» et tous les gars de lui répondre que les organisations syndicales, elles sont là, en désignant les délégués qui participent aux réunions du comité. Même au sein du PC, il n'y a pas unanimité, certains disant qu'ils étaient d'accord pour réoccuper à condition que tout le monde y participe».*

A la suite de cette réunion, les travailleurs sont rentrés à une centaine dans l'usine et sont passés dans les ateliers en chantant l'Internationale.

«Il y avait les cadres et les chefs, bien sûr ils n'en menaient pas large... d'ailleurs le lendemain on a constaté qu'ils étaient moins nombreux. Mais surtout on a pu constater, contrairement à ce que disent les journaux, que personne ne travaillait pour ce qui est des ouvriers. Et puis cela a montré qu'en étant plus nombreux, c'est possible de réoccuper ; d'ailleurs les gars l'ont compris : ce matin, mardi à la fin de l'Assemblée Générale, on criait «dans l'usine, dans l'usine» ce qui fait que le Service d'Ordre de la CGT s'est mis en face de nous et a barré l'entrée et, cela, il y a beaucoup de travailleurs qui l'ont vu, certains ne comprenaient pas. D'autres, comme moi, qui s'étaient déjà heurtés au Service d'Ordre, lors de la manifestation d'Asnières contre l'intervention des CRS, ici à Asnières, voyaient bien que cela faisait le jeu du patron, même les gars du Service d'Ordre se sentaient mal à l'aise».

Après les travailleurs d'Asnières, la répression du P«C»F aux côtés de la bourgeoisie et des fascistes s'attaque ensuite aux travailleurs de Gennevilliers.

LE P«C»F AUX CÔTÉS DE LA POLICE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Alors se met en route une énorme campagne d'intoxication révisionniste, assimilant les ouvriers combatifs à des provocateurs comme ce tract du P«C»F qui écrit *«Halte aux provocations ! Oui aux négociations !»*

«La nuit dernière, des incidents se sont produits... des groupes composés d'une part de jeunes, pensant que la solution à l'évacuation des forces répressives est dans l'affrontement avec elle ; d'autre part des «gauchistes» anarcho-trosko-maoïstes professionnels du cycle provocation -répression et vice-versa, qui dorment le jour comme la nuit, tels des hyènes profitant de l'obscurité pour agir le visage masqué... ces menées ont donné prétexte à l'intervention policière et à l'arrestation de trois travailleurs marocains...etc...».

Dans Gennevilliers, c'est une véritable chasse à l'ouvrier révolutionnaire qu'organise le P«C»F.

Ce qui fait dire à un jeune ouvrier de Chausson *«On compte nos abattis, on évite de circuler seul, les gars du P«C»F ne peuvent pas digérer de ne plus pouvoir gouverner comme avant».* Les travailleurs immigrés, à cause du quadrillage de CRS, hésitent à aller aux Assemblées Générales à la Bourse *«où ils cognent pour un oui, pour un non : on fait des détours incroyables pour les éviter. Depuis lundi, je ne vais plus aux assemblées de grévistes, je préfère rester ici...»*

Au même moment, dans l'Humadimanche, paraît un article sur les CRS, essayant de faire croire qu'eux aussi sont touchés par le programme commun *«L'immense espérance mise par tant de gens dans le programme commun, trouve écho même au sein des forces de l'ordre».*

Devant les cordons de CRS qui bloquent les usines, il y a toujours un révisionniste pour essayer d'étouffer la colère en disant que ce ne «sont pas eux les responsables»

Le mercredi, malgré le mot d'ordre *« pas de négociations sous la répression »*, les directions des syndicats entament des négociations avec la direction en proposant à la direction de transiger.

Le comité de grève n'a plus aucun pouvoir et n'est consulté sur rien, il est mis devant le fait accompli et reste sans réagir...

La direction se frotte les mains, et Ringotte, directeur du personnel de l'usine de Gennevillier, félicite, dans une conférence de presse, la CGT *« d'avoir le souci d'éviter les incidents et de veiller à ce que les éléments extérieurs ne les débordent pas».*

Le 8 juillet.

LES CRS sont évacués de Gennevilliers et se postent à 50 m de l'usine, les cadres sont là qui espèrent que les travailleurs, lassés par deux mois de conflit, vont rentrer. Aussitôt, un groupe de 100 à 200 ouvriers se rassemblent devant la porte et dissuadent leurs camarades de rentrer, seuls quelques intérimaires rentreront pour ressortir aussitôt.

la reprise

Le 9 juillet, alors qu'un rassemblement des 100 usines en lutte est prévu sous la Tour Eiffel, la CGT, dans un tract, appelle à la reprise pour le 10 au matin, la direction a laché 100 F pour les O.S. et 35 % des heures de grève, alors que 14 ouvriers, dont un responsable du comité de grève de Gennevilliers, Martinez, délégué CGT, et deux délégués de Chenard ont une

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES :

	GENNEVILLIERS	ASNIÈRES
• inscrits	3310	1086
• votants	2537	847
• exprimés	2256	741
• abstentions	773	239
• bulletins raturés	281	106
CGT	14 sièges (-1)	5 sièges (-1)
CFDT	3 sièges (+1)	2 sièges (+1)

procédure de licenciement en cours, que les deux travailleurs immigrés pris en otage par la police risquent à tout moment la condamnation et l'expulsion.

La reprise est votée de manière séparée, par Asnières et Gennevilliers. Les discours CGT présentent la nécessité de la reprise en disant que l'Etat est trop fort, qu'il y a des difficultés financières et que reprendre maintenant, c'est reprendre ensemble.

Il n'y aura quasiment personne de Chausson sous la Tour Eiffel, à la grande joie du P«C»F et des réformistes : tout risque d'entraînement des autres usines à des actions plus dures, le soutien que ces usines auraient pu apporter à Chausson pour relancer l'action, tout cela est écarté...

L'offensive ouvrière qui se dessinait au printemps est brisée.

QUELLES SERONT LES CONSÉQUENCES DE LA GRÈVE

Dès la reprise effectuée, la direction s'efforce de reconstituer les stocks et c'est une voiture de plus à l'heure qu'il faut monter, avec un ouvrier de moins à la chaîne. Des intérimaires sont embauchés massivement et il était prévu que l'usine tourne en août. Il y a 60 % d'intérimaires mis aux presses pour éviter tout débrayage. Et à la rentrée des cambodgiens fantoches seront embauchés après avoir été entraînés dans un camp de l'armée, l'usine de Creil est dotée d'un système de gardiennage musclé avec chiens, les travailleurs sont même fouillés avant d'entrer à l'usine.

A la rentrée, le P«C»F poursuit son offensive dans la CGT pour isoler les dirigeants du Comité de Grève. Lors des élections, ils feront rayer par leurs militants les dirigeants du Comité de Grève. L'un ne pourra être élu, l'autre ne pourra être que suppléant. Mais la pareille leur sera rendue, à leur grand étonnement, et le secrétaire révisionniste de la section CGT ne passera que de justesse.

Aux élections, il y aura plus de 1 100 abstentions sur 4 300 ouvriers inscrits à Gennevilliers et à Asnières. La CGT perdra deux sièges au profit de la CFDT. Le recul ne sera pas plus important car les délégués CGT du Comité de Grève restent dans leur syndicat. Une partie des jeunes et des immigrés, conservant leur confiance voteront pour eux. Une autre partie, pensant qu'il n'y a plus rien à faire avec la CGT, portera ses voix sur la CFDT qui gagnera deux sièges. *Pour le P«C»F :«Nous considérons comme un succès le maintien à un très haut niveau des pourcentages de la CGT, seule organisation syndicale à s'être prononcée pour le programme commun».*

La direction poursuit la répression et en novembre, un dirigeant immigré du comité de grève est sous le coup d'un licenciement, les révisionnistes ne lèvent pas le petit doigt et font savoir qu'ils ne défendront que ceux qui sont avec eux... La défense de cet ouvrier sera néanmoins organisée par l'intervention extérieure du Parti et la mobilisation des travailleurs combatifs dans la CGT.

Le P«C»F sort affaibli de cette grève, surtout chez les immigrés. Dans leur bilan paru dans «l'Humanité», la section P«C»F de Chausson (11 cellules - 31 délégués O.P. pour un O.S)écrit :*«La conférence traduit une grande sensibilité aux problèmes posés par l'activité gauchiste. Celle-ci a un écho dans l'entreprise jusqu'à la direction de la CGT. La majorité des délégués estiment que la permanence des idées gauchistes a une base objective inscrite dans la réalité de l'entreprise. Les O.S. sont exaspérés de leur sort. L'aggravation de la crise ne peut qu'aggraver leur sort».*

La conférence reconnaît : *« les cellules méconnaissaient les problèmes des travailleurs de fabrication, de leurs conditions de travail et du poids de la crise... L'essentiel,* conclut la conférence, *est d'en finir avec une section exclusivement composée d'ouvriers professionnel. C'est chez les O.S. que le le parti doit s'implanter et s'affirmer... »*

quelles leçons ?

Sur le bilan de la grève encore aujourd'hui, les travailleurs ne sont pas unifiés ; les gens du PSU à la tête du comité de grève, les trotskystes de LO partagent le point de vue des révisionnistes sur le fait *« qu'on ne pouvait aller plus loin parce que des gars auraient repris, et on se serait retrouvé à une poignée ».*

Pour les communistes révolutionnaires, comme pour la majorité des grévistes, la victoire totale était possible vu l'environnement (boîtes en lutte autour, usines du trust en grève), vu la détermination, la combativité et l'unité des travailleurs comme le témoignent les 57 jours de lutte.

D'où vient cet échec relatif ? Il vient tout d'abord des révisionnistes du P«C»F, isolant la lutte, la sabotant sournoisement au départ, puis ouvertement ensuite tout en essayant de sauver la face par les allocations de la municipalité de Gennevilliers, mais, dans l'ensemble, les travailleurs ne s'y sont pas trompés et pour eux, c'est le PCF au moins dans la CGT le responsable de l'échec; mais ce qui est moins évident, mais qui a joué son rôle aussi dans la demie-défaite subie à Chausson, c'est l'incapacité des forces trotskistes de Lutte Ouvrière, social-démocrates de gauche du PSU, et opportunistes de l'Amicale des Marocains en France de construire, en s'appuyant sur la volonté de lutte exemplaire des travailleurs, un rapport de force permettant, comme à Lip de balayer le révisionnisme, de lui ôter la direction de la grève et de permettre ainsi la victoire.

mais quand il a fallu être à l'avant-garde pour expliquer le rôle de sabotage que jouait le P«C»F, ils se sont couchés au nom de l'unité «ouvrière».

Partageant le point de vue révisionniste sur l'impossibilité de défendre l'usine, tout en prônant l'autodéfense ouvrière, ils ont

transformé le comité de grève aux moments les plus cruciaux de la lutte (Asnières le 5 juin -statu quo sur la réoccupation de l'usine - le 31 juin, occupation de Gennevilliers...et le jour de la reprise) en une arme déchargée dans les mains des travailleurs, le transformant même par opportunisme en moyen de faire passer les points de vue révisionnistes de capitulation quant à la défense de l'usine et cela est d'autant plus vrai que le PCF, dans son bilan, se permet le luxe de conclure *«la direction du mouvement n'est pas conquise une fois pour toutes. C'est une conquête permanente qui doit se faire par la lutte d'idées. Lutte qui doit jouer à fond la démocratie ouvrière et syndicale, les ouvriers veulent se faire leurs idées eux-mêmes*, souligne-t-on. *La démocratie est le meilleur moyen d'isoler et de battre les gauchistes, la grève l'a prouvé lors du vote sur la reprise du travail».*

Après avoir bien fait pourrir la grève, après avoir isolé le comité de grève par la menace et la force, après s'être appuyé sur l'opportunisme de ses dirigeants, rien de tel pour faire passer la reprise que d'employer alors la démocratie...

La grève de Chausson nous enseigne donc la formidable combativité des OS en particulier, qui ont tenu 57 jours et qui donne un avant-goût des réserves de détermination et de combativité qu'accumule aujourd'hui la classe ouvrière, et de l'énergie révolutionnaire, la richesse des initiatives qu'elle déploiera à l'occasion du mouvement d'ensemble qui mûrit.

Elle nous enseigne que les travailleurs immigrés, malgré les brimades, le racisme et la répression la plus aigüe sauront tenir leur place dans ce grand mouvement.

Elle nous enseigne que le révisionnisme est en recul, et ce qui lui a été imposé dans ce qu'on considérait comme un de ses fiefs, ne peut aller qu'en s'accroissant: Sovirel, Saint-Gobain où les députés révisionnistes se sont faits sortir, ont déjà commencé à le montrer.

Elle nous enseigne enfin que les travailleurs, s'ils veulent vaincre, doivent rejeter la ligne inconséquente des révolutionnaristes petits bourgeois trotstkystes ou sociaux-démocrates de gauche, car aux moments clés de l'affrontement avec la bourgeoisie ou avec son détachement dans le mouvement ouvrier, le P«C»F, ils s'alignent sur ses positions et lui servent alors de relais auprès des travailleurs.

Vaincre face à la bourgeoisie en crise, au révisionnisme en déclin, implique une direction politique prolétarienne conséquente sur les luttes, n'hésitant pas à opposer la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire de la bourgeoisie, n'hésitant pas à organiser les masses pour balayer le cancer qui essaie de miner leur lutte, le PCF et ses auxiliaires de gauche (trotskistes et PSU). Cette direction politique prolétarienne des luttes, c'est celle qui se fonde sur le marxisme-léninisme.

DU COLONIALISME A LA CONFERENCE NORD-SUD

Au moment où commencent à se réunir les quatre commissions mises en place par la « Conférence Nord Sud », au moment où chacun parle de « nouvel ordre économique international», au moment où les gens du PCF présentent la crise comme une manifestation essentiellement nationale des contradictions du capitalisme, il est nécessaire de rappeler que la France est un pays impérialiste, que dès la fin du XIXè siècle la bourgeoisie française avait constitué un immense empire colonial qui, pendant des dizaines d'années, a favorisé la propsérité de nos capitalistes.

La lutte des peuples a remis en cause cette domination. La Conférence Nord - Sud marque ainsi une nouvelle étape de la crise de l'impérialisme.

En 1919, 69 % de la population mondiale vivait dans des pays colonisés par quelques grandes puissances européennes : Angleterre, France, Portugal, Espagne... A la fin des années 60, cette proportion était tombée à 1 % ! Voilà une évolution spectaculaire qui s'est réalisée en 50 ans. La France dominait après 1914 une part importante de l'Afrique (Afrique noire et Afrique du Nord), Madagascar, Réunion, Martinique, Indochine, Guadeloupe, Guyane, Somalie, Tahiti. Elle disposait de mandats sur la Syrie et le Liban, dans ce Moyen Orient qui sentait déjà le pétrole.

Toutes ces possessions coloniales, regroupées jadis sous le terme d'Empire Colonial, puis dénommées après 1945 «Union Française», ont été acquises par la conquête, c'est-à-dire par la force, par la violence exercée par l'armée coloniale (légion étrangère, infanterie coloniale...).

Aujourd'hui, la plupart des colonies sont devenues politiquement indépendantes : elles ont leur propre gouvernement, leur État, leur diplomatie... Elles constituent la plus grande partie du Tiers Monde dont la caractéristique générale est le faible niveau de développement économique.

Les représentants de la bourgeoisie voudraient nous faire croire que ce faible développement est dû à la paresse des peuples de ces pays, à un manque d'intelligence, à une mentalité arriérée. Ainsi, c'est un point de vue profondément raciste que la bourgoisie met en avant pour masquer la véritable cause du «sous-développement», le colonialisme, l'impérialisme.

De plus, contrainte par les luttes populaires d'accorder l'indépendance aux colonies, la bourgeoisie s'efforce par tous les moyens diplomatiques, économiques et militaires de faire persister sa domination sous d'autres formes : le néo-colonialisme. Mais elle peint cette politique des couleurs de «l'aide au pays en voie de développement», de la solidarité mondiale contre la famine, de la coopération internationale.

Depuis le milieu des années 60, un mouvement d'une importance historique considérable s'est développé. Le Tiers Monde s'est progressivement uni contre le colonialisme et le néo-colonialisme, il a constitué un front de lutte contre l'impérialisme. Ce mouvement est apparu dans toute son ampleur lors de la «crise du pétrole» et il s'exprime aujourd'hui dans les affrontements entre le Tiers Monde et l'impérialisme, lors de la Conférence Nord-Sud.

Face à la bourgeoisie, qui en faisant tout simplement le silence sur l'histoire ou en la falsifiant, tente de masquer la signification et la portée de ces transformations, il est indispensable de diffuser largement la vérité sur le colonialisme, le néo-colonialisme et les visées actuelles de l'impérialisme, sur le rôle moteur de la résistance des peuples à l'exploitation. Car n'oublions pas que les peuples opprimés par l'impérialisme et les travailleurs de notre pays ont le même ennemi : la bourgeoisie. Les peuples du Tiers Monde sont les alliés directs des prolétaires des métropoles impérialistes.

LE COLONIALISME

Au cours du XIXe siècle, le capitalisme affirme sa domination en France en éliminant massivement les formes de productions industrielles antérieures ; c'est le développement gigantesque des industries, l'apparition des chemins de fer qui unifient le marché, l'extension du capital bancaire. En même temps, se constituent les empires coloniaux des grandes puissances de l'époque. Auparavant, des pays comme la France ou l'Angleterre avaient des intérêts commerciaux dans un certain nombre de pays d'Afrique ou d'Asie sous forme de têtes de pont localisées souvent sur les côtes (par exemple, les comptoirs de l'Inde). Il

s'agissait alors surtout d'avoir sur place des «représentants commerciaux» qui négociaient, pour le compte de la métropole, avec les autorités locales l'achat et la vente d'un certain nombre de marchandises (y compris les esclaves dans le cadre du fameux commerce triangulaire Europe/Afrique/Amérique). Ce commerce colonial est la source d'énormes profits.

Mais avec le développement du capitalisme en Europe, avec un appétit de profit contrarié par la concurrence entre les grandes puissances commerçantes, avec les multiples résistances des peuples soumis à la domination, cette présence limitée devenait insuffisante : il devenait nécessaire pour chaque pays capitaliste d'assurer sa domination directe sur des régions entières de ces continents. Ce fut le partage, le dépeçage colonial, ce fut la constitution des zones d'influence coloniale. Ainsi, dans le dernier quart du XIXé siècle, l'Afrique fut entièrement partagée entre la France, l'Angleterre, le Portugal, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et l'Espagne (l'Angleterre et la France prenant la part du lion).

La domination coloniale est orientée au départ vers le commerce : approvisionnement de la métropole en matières premières agricoles (coton, bois, café, cacao, arachide...) ou minérales. Le colonialisme impose le remplacement des cultures traditionnelles par celles produisant des produits exportables, développe le système des plantations et contraint les paysans à se soumettre au travail forcé. Les moyens employés pour soumettre les paysans à ces exigences sont l'institution d'impôts en argent qui ne peuvent être payés si les paysans ne produisent que des biens d'auto-subsistance, mais apparaissent également les livraisons obligatoires qui sont pratiquement des redevances en nature de l'époque féodale, tant sont bas les prix payés. Lorsque les paysans n'avaient pas produit suffisamment, ils étaient obligés d'acheter sur le marché libre (à un prix plus élevé que celui payé par l'administration) pour pouvoir assurer leurs livraisons. Il en fut ainsi par exemple pour l'extension de la culture du coton en Oubangui (ex-AEF). L'équilibre de la production agricole traditionnelle (avant la colonisation) est détruit par cette soumission des pays aux productions exportables, au point que des réserves alimentaires disparaissent et que des famines se reproduisent. On en arrive à la situation scandaleuse de pays comme la Martinique actuelle où il faut importer des produits agricoles de France.

Au début du XX° siècle, le pillage des matières premières est encore limité mais il se développera après la première guerre mondiale et surtout après la deuxième. De même l'exportation de capitaux en direction des colonies est encore faible : elle se résume aux installations commerciales et à la première transformation de certaines matières premières.

Les colonies sont directement administrées par des fonctionnaires de la métropole : gouverneurs, fonctionnaires, armée.... Le pouvoir de la métropole sert en premier lieu à réprimer toute tentative de révolte des peuples contre la domination coloniale, contre le gouverneur ou le colon exploiteur, comme par exemple en 1928-30 lors du soulèvement en AEF (au Congo, Cameroun, Tchad).

D'autre part, la «mère patrie» assure ainsi une domination sans partage sur son empire, ce qui n'exclut pas les convoitises et, comme ce fut le cas pour les possessions de l'Allemagne après sa défaite de 1918, le passage de certaines colonies entre de nouvelles mains (Togo, Cameroun).

Le travail forcé, les très faibles salaires permettent aux colons et aux entreprises qui dominent le commerce colonial de réaliser des profits considérables. Ils bénéficient d'un protectionnisme qui les met à l'abri de la concurrence d'autres puissances impérialistes. Protégés par l'appareil de répression colonial et par des barrières commerciales et monétaires, les colonialistes tels Bergeaud en Algérie, Lesieur ou Boussac en Afrique Noire, édifient des fortunes gigantesques.
répression colonial et par des barrières commerciales et monétaires, les colonialistes tels Bergeaud en Algérie, Lesieur ou Boussac en Afrique Noire, édifient des fortunes gigantesques.

versla «décolonisation» etle néo-colonialisme

Le développement de la production industrielle dans les métropoles, l'apparition de besoins grandissants en matières premières minérales (métaux, énergie...) va conduire à la constitution d'importantes activités minières dans un grand nombre de pays coloniaux. Ce n'est pas que les pays capitalistes ne disposent pas de ressources minérales. Mais, comme on le voit en France pour le charbon, la logique du profit conduit à se tourner en priorité vers l'exploitation des ressources rapportant le plus de profit ; les colonies étaient le lieu idéal : faible coût de la main d'œuvre, ressources abondantes permettant d'effectuer l'écrémage (exploitation des gisements les plus riches, quitte à gâcher les autres en rendant leur exploitation ultérieure impossible), peu ou pas de rente minière à payer aux «propriétaires locaux».

Ce mouvement s'amorce dans les années 30 et prend tout son essor après la deuxième guerre mondiale. Comme le montre le tableau ci-joint la production de matières premières industrielles (minerais et énergie) a fait un bond en avant après 45 : en 18 ans, de 1950 à 1968, la production de pétrole a quadruplé, celle de bauxite (dont on tire l'aluminium) a été multipliée par plus de 5, celle des minerais de cuivre ou de fer a plus que doublé. Dans le même temps, la contribution du Tiers Monde à cette production n'a fait que s'accroître, ce qui prouve qu'une part essentielle des besoins nouveaux de matières premières a été satisfaite par un pillage élargi du Tiers Monde. De 1950 à 1968, cette contribution est passée de 40 à 60 % pour le pétrole, de 65 à 77 % pour la bauxite, de 58 à 64 % pour le cuivre, de 25 à 50 % pour le fer.

Avec ce développement s'affirme de plus en plus massivement l'une des caractéristiques essentielles de

l'impérialisme : l'exportation de capitaux. En effet, pour réaliser ces productions minières, d'importantes installations industrielles sont nécessaires : extraction des minerais et premier traitement, infrastructures de transport. Mais ce «développement» économique reste typique de la domination impérialiste : l'industrialisation, comme précédemment l'activité agricole, est orientée vers l'exportation et ne constitue en aucune façon la création d'une base économique indépendante. Ces pays restent totalement tributaires de l'extérieur (en fait des métropoles impérialistes) pour leurs approvisionnements en produits manufacturés et même en produits alimentaires. Voilà les «bienfaits» qu'apporte la civilisation coloniale : le blocage du véritable développement indépendant, la soumission politique aux intérêts impérialistes.

Dans la phase de la conquête des colonies (jusque vers 1900) comme dans la période où le système est florissant (1900-1945), le colonisateur a eu à faire face à d'importantes résistances des peuples. Révolte des Druses en 1925-26 au Moyen Orient contre le mandat français en Syrie, mouvement révolutionnaire en Indochine en 1930-31 sous la direction d'Ho Chi Minh, Guerre du Rif au Maroc de 1925 à 1933, manifestations violentes en Tunisie en 1938, mouvements de révolte en Afrique noire...

Mais c'est réellement après 1945 que des mouvements décisifs de Libération nationale sont engagés. En 1945, ce sont les manifestations de Setif réprimées sauvagement par les colonialistes et l'armée française avec l'appui politique du PCF. Signes avant-coureurs de la grande lutte qui s'engagera dix ans plus tard. En Indochine, à la suite de la capitulation japonaise, et de l'insurrection populaire contre le colonialisme français, un pouvoir populaire est constitué sous l'autorité du Parti des Travailleurs du Vietnam. C'est la première rupture dans le système colonial de l'impérialisme français. Elle annoncera la désagrégation complète. La tentative française de restaurer la domination coloniale sur le Vietnam entraîne la première guerre de résistance du peuple vietnamien qui se termine en novembre 1954 par la défaite française à Dien Bien Phu et par les accords de Genève. Un premier pays sort définitivement de la zone impérialiste et s'engage dans la construction du socialisme.

Cette sale guerre est à peine terminée qu'apparait au grand jour l'aspiration du peuple algérien à l'indépendance nationale. Les intérêts colonialistes en Afrique du Nord sont particulièrement importants. Ils conduiront la bourgeoisie française à faire une longue guerre pour s'opposer à cette juste aspiration. Mais en vain. En 1962, de Gaulle est obligé de reconnaître le caractère irréversible du mouvement d'indépendance nationale.

Par ailleurs, plutôt que d'être confrontée sous peu à des mouvements de lutte armée en Afrique Noire, la bourgeoisie française préfère prendre les devants: en 1960, elle accorde l'indépendance politique aux colonies d'Afrique et à Madagascar et met en place, dans le cadre de la «Communauté française», des gouvernements qui tirent leur pouvoir non de la volonté populaire mais de l'agrément de la métropole. Elle espère ainsi sauvegarder ses intérêts dans sa zone d'influence, mais sous d'autres formes, de façon moins voyante. Mais la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane. La Côte des Somalies (territoire des Afars et des Issas), la Réunion et les Comores gardent un statut colonial (DOM ou TOM).

Si cette «décolonisation» marque la volonté de l'impérialisme français de maintenir sa domination, elle n'en marque pas moins un recul. La domination par «fantoches» interposés est moins sûre que la domination directe. L'évolution de ces quinze dernières années atteste que sous la pression des peuples et des intérêts nationaux, un certain nombre de gouvernements mis en place par l'impérialisme français, ont été renversés, ou ont modifié leur politique à l'égard de l'ancienne métropole coloniale.

EVOLUTION DES PRODUCTIONS DES MATIERES PREMIERES

	1913		1929		1950		1968	
PETROLE (millions de t.)								
Tiers monde	8	(16 %)	48	(23 %)	207	(40 %)	1123	(60 %)
Pays développés	46	(84 %)	158	(77 %)	316	(60 %)	796	(40 %)
Total	54		206		523		1919	
BAUXITE (milliers de t.)								
Tiers monde	10	(2 %)	970	(44 %)	5380	(65 %)	36600	(77 %)
Pays développés	530	(98 %)	1250	(56 %)	2820	(35 %)	11100	(33 %)
Total	540		2 220		8200		47700	
CUIVRE (milliers de t. métal)								
Tiers monde	580	(38 %)	985	(50 %)	1460	(58 %)	3490	(64 %)
Pays développés	420	(62 %)	965	(50 %)	1080	(42 %)	1950	(36 %)
Total	1000		1950		2530		5440	
ETAIN (milliers t. métal)								
Tiers monde	137	(100 %)	195	(100 %)	175	(88 %)	205	(89 %)
MINERAI DE FER (millions de t.)								
Tiers Monde	48	(27 %)	54	(27 %)	62	(25 %)	349	(50 %)
Pays développés	130	(73 %)	148	(73 %)	185	(75 %)	334	(50 %)
Total	178		202		247		683	

D'autre part, alors que les colonies étaient soigneusement abritées de la concurrence et de la pénétration étrangères, les néo-colonies deviennent le théâtre d'une concurrence aigüe entre les différents impérialismes (USA, Allemagne, Japon tentent de percer sur ces nouveaux marchés.

La France est un des derniers pays à avoir abandonné une politique coloniale (mis à part le Portugal... Et cet abandon s'est situé au moment où, avec la création du Marché Commun, les échanges internationaux, la concurrence s'amplifiaient.

Deux facteurs se sont donc combinés vers les années 60 pour transformer la place de la France et de son économie capitaliste dans le monde. Au sein de la bourgeoisie, cela s'est traduit par la suprématie des fractions capitalistes qui - en jouant le jeu de la concurrence internationale à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières - misent sur la compétitivité, sur le développement et la modernisation des structures industrielles. La traduction politique de ce courant sera le gaullisme et sa diplomatie d'ouverture et d'offensive sur les marchés (Est, Chine, Moyen Orient et tentatives avortées en Amérique latine). Sommairement cette politique, c'est à l'intérieur le V° et le VI° Plan (rénover l'industrie française), et à l'extérieur le néo-colonialisme.

La France rejoint ainsi les pays tels les USA, l'Allemagne ou le Japon

La résistance à l'impérialisme

Les luttes de grande ampleur que mènent actuellement les pays et les peuples du Tiers Monde contre l'impérialisme ne tombent pas du ciel.

LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE

Le combat actuel est le prolongement de toutes les luttes qui ont acculé l'impérialisme à reculer, à substituer un néo-colonialisme moins voyant, à l'ancienne domination coloniale. Le mouvement de libération nationale est le facteur moteur de la lutte anti-impérialiste. On l'a bien vu fin 73 au Moyen Orient où la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux a poussé l'ensemble des pays arabes à engager la lutte pour imposer un plus juste prix du pétrole.

la spéculation sur les matières premières

L'évolution du prix des matières premières apparaît dans bien des cas comme très anarchique : des hausses brutales suivies d'effondrements tout aussi rapides. En fait le prix de ces produits résultent des deux types de contradictions : celle entre les producteurs et les consommateurs et celle entre les consommateurs eux-mêmes.

En effet, on assiste périodiquement à des mouvements massifs de spéculations sur certaines matières premières, certains capitalistes jouant sur le coton ou le blé comme on joue sur l'or. La perspective d'une légère insuffisance de la production (notamment pour les produits d'origine agricole) suffit alors pour déclancher la spéculation. On a vu par exemple, le cours de la laine tripler au cours de l'année 72 (achat massif des Japonais), celui du blé quatrupler en 1973.

Mais derrières ces mouvements spéculatifs subsistent les rapports de force entre producteurs et consommateurs ; ce sont eux qui fixent en fait l'évolution à long terme du prix des matières premières. C'est pourquoi il faut dénoncer les manœuvres qui sous couvert de régularisation des cours des matières premières (c'est l'un des objectifs affirmés des pays impérialistes) visent en fait à consolider les cartels de consommateurs et ainsi à geler les prix alors que l'inflation mondiale se poursuit.

LES USA TIRENT — ILS LES FICELLES ?

Le première est posée par ceux qui prétendent que la revalorisation du pétrole n'a été qu'une manœuvre conduite par les USA pour porter un mauvais coup à ses concurrents européens et japonais. Il est vrai que les USA qui sont le premier producteur mondial de pétrole (au même niveau que l'URSS) ont tiré un certain avantage de la hausse du prix du pétrole : notamment parce que cela permet de mettre en exploitation d'autres ressources énergétiques rendues «compétitives» par cette hausse et parce que l'Europe et le Japon (qui n'ont pratiquement pas de pétrole) ont été directement touchés par la hausse. Mais raisonner ainsi c'est se placer du point de vue étroit de l'économie, c'est ne pas voir que les dangers politiques par l'impérialisme du renforcement du Tiers Monde concernent en tout premier les USA en tant que chef de file de l'«Occident». Car de deux choses l'une : ou bien on pense que les pays du Tiers Monde ne poursuivront pas leur marche en avant dans la voie de l'émancipation nationale et alors, effectivement, les pays impérialistes et notamment les USA peuvent espérer les fruits de la revalorisation des matières premières. Ou bien comme le prouve l'histoire récente de la domination impérialiste et ses reculs, cette étape ne fait que précipiter des affrontements économiques et politiques plus importants encore et alors il est clair que les USA n'ont pu que «faire contre mauvaise fortune, bon cœur», c'est-à-dire, tirer profit dans leur concurrence avec l'Europe et le Japon d'une évolution qu'ils ne pouvaient pas contrecarrer.

★

De même, la victoire des peuples d'Indochine contre l'agression américaine a constitué un puissant facteur de confiance des peuples en leur propre force, dans la possibilité de s'opposer, en s'unissant, aux manœuvres de l'impérialisme. Ainsi chaque recul de l'impérialisme, même s'il est l'occasion de nouvelles tentatives de domination sous d'autres formes, est le garant de nouvelles luttes, de nouveaux progrès dans la voie de l'émancipation nationale. Les peuples du Tiers Monde trouvent à leurs côtés des alliés sûrs dans les pays socialistes et dans le prolétariat des métropoles impérialistes.

LA CHINE, FORCE LA PLUS CONSÉQUENTE DU TIERS MONDE

De la conférence de Bandung (réunion des pays «non-alignés» en 1955) à la constitution en 1974 du «groupe des 77» à l'ONU (qui réunit l'écrasante majorité des pays du Tiers Monde), à la Chine n'a pas cessé de lutter pour que tous les pays dominés par l'impérialisme (et aujourd'hui par le social-impérialisme) s'unissent en un puissant front anti-impérialiste.

Par exemple, de décembre 1963 à février 1964, Chou En-Laï, premier ministre chinois a fait un long périple en Afrique et en Asie pour appeler les pays de ces continents à développer la «solidarité afro-asiatique contre l'impérialisme». Alors que la Chine était encore soumise au blocus imposé par les USA depuis sa libération, cette initiative a rencontré un large écho et a permis de consolider l'unité anti-impérialiste du Tiers Monde.

La Chine s'en est tenue invariablement à cette position. Dans sa déclaration solennelle du 20 mai 1970, le Président Mao Tsé Toung appelle les peuples du monde à s'unir contre l'impérialisme américain, agresseur des peuples d'Indochine. A l'ONU comme dans les grandes conférences internationales, la Chine est constamment intervenue pour «la sauvegarde des droits et des intérêts nationaux» face au pillage impérialiste : droits des mers (eaux territoriales de 200 milles marins) prix des matières premières (pétrole, café, cacao, cuivre), maitrise du développement économique («compter sur ses propres forces»). La Chine se considère comme un pays socialiste du Tiers Monde, marquant par là sa place dans l'affrontement entre l'impérialisme et les peuples du monde.

la question des matières premières

La bourgeoisie de tous les pays feignit la stupeur lorsqu'en octobre 1973 les pays arabes producteurs de pétrole décidèrent de relever fortement le prix de cette matière première énergétique vitale pour les pays industrialisés.

Le développement du néo-colonialisme s'est traduit par une dégradation progressive du pouvoir d'achat des pays producteurs de matières premières. L'exemple du pétrole est très instructif.

En 1956, le prix du pétrole brut en provenance de l'Arabie Saoudite s'élève à 2 dollars le baril (1 baril = 1/7 de tonne). A la fin de l'année 70, ce prix n'a pratiquement pas varié : 2,2 dollars le baril. Or dans le même temps, les prix des produits industriels fabriqués dans les pays capitalistes ont plus que doublé. La perte du pouvoir d'achat s'élève à plus de 45 % en 14 ans. Il en est de même pour les matières premières agricoles ou minières qui proviennent principalement des pays du Tiers Monde.

Cet état de chose est rendu possible lorsque face au camp impérialiste, uni lorsqu'il s'agit de piller le Tiers Monde, les pays producteurs sont divisés, ce qui permet de mettre ces pays en concurrence entre eux et d'imposer les exigences impérialistes.

Dans le domaine du pétrole la situation a longtemps été inégale : d'un côté le «Cartel» c'est-à-dire les 7 grandes compagnies pétrolières, de l'autre les pays producteurs qui jusqu'en 1960 étaient inorganisés. L'OPEP, créée en 1960, à la suite des importantes baisses du prix du pétrole intervenues en 58/59, n'a qu'une action limitée jusqu'en 1970 : intervention sur la fiscalité pétrolière (accord en 1964). Mais un changement fondamental est apparu : les cartels ne décident plus tout seuls, ils doivent négocier avec les producteurs.

C'est à partir de 1970 que l'OPEP s'est orientée vers une défense conséquente des intérêts légitimes des pays producteurs face au Cartel.

Les réunions de Téhéran et de Tripoli (15 février et 20 mars 1971) marquent le

le cartel

Ce sont les grandes compagnies qui domminent le raffinage et la distribution des produits pétroliers. Elles sont 7 (les «Majors») : British Pétroleum, Royal Dutch Shell, Mobil Oil Corporation, Exxen (Esso), Texaco, Gulf Oil Compagny, Standard Oil of California, et la... Compagnie Française des Pétroles.

Le Cartel contrôle en 1973 60 % de la production mondiale (90 % du pétrole du Moyen-Orient), 56 % du raffinage. La société Exxon a un chiffre d'affaire équivalent à 60 % du budget de la France.

Selon un sénateur américain parmi les 15 premières entreprises multinationales, 7 sont des sociétés pétrolières.

Certain major ont, dès les années 60, préparé l'avenir en investissant dans le nucléaire, par exemple, Exxon et Gulf.

L'OPEP

L'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole) a été fondée le 14 septembre 1960 à l'initiative du Vénézuela. Elle regroupe aujourd'hui 11 pays : Vénézuela, Iran, Irak, Koweit (depuis 1960), Katar (61), Libye, Indonésie (62), Abu Bakr (67), Algérie (69), Nigéria (71).

Ce n'est qu'après 1970 que l'OPEP est devenue un véritable instrument de défense véritable des pays producteurs.

L'OPAEP

L'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole, regroupe dix pays arabes : Algérie, Abu Dhabi, Arabie Saoudite, Bahrein, Egypte, Irak, Koweit, Libye, Katar, Syrie.

tournant. Après une année de tension, entre l'Algérie et la France, entre la Libye et les compagnies, celles-ci sont obligées d'accepter une modeste revalorisation du prix du pétrole (moins de 0,5 % par baril) et le principe d'une sorte de progression annuelle du prix de 2,5% (accord de Téhéran). Ainsi se trouve confirmé le rôle d'interlocuteur unique de l'OPEP face aux grandes Compagnies pétrolières.

Fin 72 les pays producteurs prennent le contrôle de 25% de leur production, cette part devant augmenter de 5% par an jusqu'au 1/1/82. Cette mesure a une portée limitée par le fait que les pays producteurs ne sont pas véritablement maitres du raffinage et de la distribution. Déjà le 24 février 71, l'Algérie avait décidé la nationalisation à 51% des sociétés pétrolières françaises et le 13 avril, en réponse à une intense pression de la France, le gouvernement algérien confie à la Sonatrach le monopole des opérations pétrolières en Algérie (indemnisation de 100 millions de dollars, payable en pétrole, à la CFP et Elf-Erap).

La guerre d'octobre 1973 au Moyen-Orient a contraint ceux des pays arabes qui jusque là restaient dans le sillage des compagnies pétrolières, à faire cause commune avec les autres producteurs.

La revalorisation du prix du pétrole qui résulte de ce nouvel affrontement est importante : le prix de base («prix affichés») passe d'environ 5 dollars le baril à 11,60 dollars. En même temps les pays producteurs achèvent de prendre le contrôle des compagnies agissant sur leur sol. En rétablissant un juste prix du pétrole après une longue période de dégradation des termes de l'échange, un coup direct était ainsi porté au pillage impérialiste des pays du Tiers Monde. Tous les pays capitalistes, y compris les USA (voir encadré), était concernés et passaient sur la défensive.

LES RIPOSTES IMPÉRIALISTES

Dès le «sommet de Copenhague» réunissant les pays européens en décembre 73, apparaissent deux voies différentes dans le camp impérialiste pour faire face à la crise du pétrole. Les USA veulent la constitution préalable d'un front des pays consommateurs du pétrole avant de discuter avec les pays producteurs. A cette époque, la France mise sur ses «bonnes relations» avec les pays arabes pour engager des négociations et des accords bilatéraux avec ces pays.

LES USA : MENACES DE GUERRE ET FRONT COMMUN DES CONSOMMATEURS

Au début de 74 de nombreuses déclarations américaines font état de projet d'intervention militaire, d'occupation des champs pétrolifères, de recours à l'arme atomique. Des marines sont entrainés dans le midi de la France «pour le cas où...». L'autre aspect de la politique US, c'est de grouper autour des USA les pays consommateurs de pétrole et cela dans un double but : opposer un front commun face à l'OPEP et notamment aux pays arabes, consolider la tutelle américaine sur l'Europe, ébranlée par la crise du dollar et les ambitions d'indépendance à la de Gaulle. Début 74, Kissinger et Schultz (ministre du trésor US) proposent une réunion des consommateurs (Europe et Japon).

Malgré l'opposition de la France cette proposition débouche sur la conférence de Washington (11 février 74). Kissinger annonce clairement la couleur : «Nous considérons comme fondamentale que les conférences de Washington donne le départ à un effort de coopération soutenu entre les principaux pays consommateurs... Ceci est la condition essentielle pour que puisse s'engager un dialogue significatif avec les pays producteurs». En d'autres termes : n'allons pas en ordre dispersé discuter avec les producteurs, imposons nos conditions. Jobert, alors ministre des Affaires Etrangères, renâcle mais se rend à Washington. C'est un point marqué par les USA.

LA POLITIQUE FRANÇAISE : GARDER DE BONNES RELATIONS AVEC LES PAYS ARABES

La France adopte dès le début une attitude souple vis-à-vis des pays arabes. Il s'agissait d'essayer de tirer parti de la «politique méditerranéenne» de l'impérialisme français qui consiste à maintenir de bonnes relations avec les pays arabes. Tandis que Ségard, Chirac, Ponia visitent les pays du Moyen-Orient et l'Algérie pour placer des biens d'équipement français, la diplomatie française propose successivement une réunion européenne sur l'énergie (nov. 73) pour élaborer une position unique tant vis-à-vis des pays arabes que des USA, l'établissement d'un dialogue Euro-arabe (déc. 73) qui s'amorce avec la venue des 4 ministres des pays arabes à la réunion de Copenhague, enfin la France propose une conférence mondiale sur les matières premières.

Cette proposition française, reprise par les pays du Tiers Monde débouche sur la 6 ème session extraordinaire de l'ONU (avril 74) qui se transforme en procès de la domination impérialiste. L'unité du Tiers Monde se consolide face à l'impérialisme.

La France parvient en suivant cette politique à négocier un certain nombre de contrats avec les pays arabes. Mais elle rencontre une vive concurrence de la part des autres pays impérialistes (notamment le Japon et l'Allemagne). Or la compétitivité de l'économie française, ses capacités de commerciali-

Conférence Nord Sud : décembre 1975.

sation sont assez faibles, si bien que «l'amitié avec les arabes» ne rapporte pas beaucoup.

RENCONTRE GISCARD—FORD
(Décembre 74)
ILS SE PARTAGENT LES RÔLES

La France ne participe pas à l'Agence de l'Energie, créée à la suite de la réunion de Washington, qui regroupe d'abord 12, puis 16 des plus importants pays capitalistes. Aussi la France est-elle isolée, les autres pays européens s'alignant sur les USA. La position n'est guère tenable pour l'impérialisme français. L'automne 74 va clarifier les choses. En octobre, Giscard lance l'idée d'une conférence tripartite : pays consommateurs «riches», pays consommateurs «pauvres», pays producteurs. La rencontre avec Ford à la Martinique en décembre va mettre au point le scénario. Les USA participeront à «l'initiative française». En contre-partie, la France accepte de s'accorder avec les 12 de l'Agence de l'Energie de façon à présenter une position impérialiste commune. Ainsi l'objectif des USA est atteint en ne faisant pas perdre la face à Giscard, en lui laissant même éventuellement une porte de sortie.

la cohésion du tiers monde

Face aux différentes offensives impérialistes, le Tiers Monde sauvegarde son unité. Ni les menaces US, ni les pressions exercées lors des négociations bilatérales ne parviennent à ouvrir une brèche dans la cohésion du Tiers Monde. L'évolution économique mondiale, récession et baisse de la consommation pétrolière, si elle crée des difficultés aux pays producteurs, n'entraîne pas non plus la rupture du front commun des producteurs.

Lors de la réunion préparatoire à la conférence Nord-Sud (avril 75) les pays du Tiers Monde font la preuve de leur unité. Les pays impérialistes tentent de circonscrire l'objet de la conférence au seul problème de l'énergie. Ils espèrent ainsi ouvrir une brèche entre les pays du Tiers Monde producteurs de pétrole et les autres. Ils espèrent limiter la discussion à un problème technique de prix et de volume de la production.

Mais peine perdue. Les représentants du Tiers Monde restent fermes sur un projet large de conférences englobant l'ensemble des matières premières et des problèmes du développement.
L'impérialisme se heurte ainsi à l'unité du Tiers Monde réaffirmée à la conférence de Dakar (8 février 75) comme à Alger (réunion des «77»). C'est l'échec de la conférence préparatoire et la confirmation de l'acceptation par la France des positions US.

75 : LA CONFÉRENCE NORD-SUD DÉMARRE

Du 13 au 16 octobre s'est tenue à Paris une deuxième «réunion préparatoire» de la Conférence Nord-Sud. Et cette fois un «accord» s'établit pour la mise en route de cette conférence. Les pays impérialistes et notamment les USA sont obligés d'admettre ce qu'ils avaient refusé en avril : que toutes les questions concernant le «nouvel ordre économique international» soient traitées lors de la conférence. Ainsi les commissions traiteront des problèmes de l'énergie, des matières premières, de la monnaie et du développement.

La réalité est toute autre : impérialisme et Tiers-monde ont des intérêts contradictoires et il ne saurait y avoir d'unité entre ces deux forces antagoniques. Aujourd'hui, devant la force du Tiers-Monde les pays impérialistes sont obligés de rabattre un peu de leur arrogance et d'être plus conciliants. Ce n'est pas que l'impérialisme ait changé de nature, mais depuis avril 75, un certain nombre de choses ont changé contraignant l'impérialisme à changer de tactique.

Mais l'accord d'octobre n'est qu'un «oui» du bout des lèvres. Comme le prouve le déroulement de la réunion de décembre les pays impérialistes - USA en tête - n'ont pas abandonné l'idée de diviser le Tiers Monde et de traiter en priorité la question du pétrole, en rejetant à plus tard les questions vitales pour le Tiers Monde de la monnaie et du développement. Mais à cette remise de décembre les pays impérialistes ont dû à nouveau lâcher du lest face à la détermination et l'unité des représentants du Tiers Monde.

Cette unité s'est manifestée d'abord dans la procédure adoptée pour constituer la délégation du Tiers Monde. Les pays de chaque continent appartenant au groupe des 77 ont choisi leurs propres délégués (voir encadré). Et l'ensemble des délégués constitue un seul groupe : celui du Tiers Monde, qu'il s'agisse de pays pétroliers ou non.

PARTICIPANTS A LA CONFERENCE NORD-SUD

AFRIQUE : Algérie, Zaïre, Cameroun, Egypte, Nigeria, Zambie.

ASIE : Arabie Saoudite, Inde, Iran, Indonésie, Irak, Pakistan.

AMERIQUE LATINE : Brésil, Vénézuela, Argentine, Jamaïque, Mexique, Pérou.

EUROPE : Yougoslavie.

PAYS IMPERIALISTES : Australie, Canada, CEE, Espagne, Etats Unis, Japon, Suède, Suisse.

C'est un premier échec pour les tentatives de division de Kissinger qui, quelques jours avant l'ouverture de la conférence faisait savoir qu'aucune aide ne serait attribuée aux pays du Tiers Monde qui resteraient solidaires de l'OPEP.

Dans son discours à la conférence, Kissinger a eu des propos plus «modérés» en apparence, mais toujours aussi hostiles au Tiers Monde quant au fond. Jugeons-en. La crise du monde capitaliste ? «La hausse brutale et arbitraire du prix du pétrole a été l'une des causes qui ont porté les taux d'inflation et de chômage à des niveaux sans précédent depuis les années 1930» (Kissinger). En somme Kissinger répète comme au début de 1974 que la crise c'est à cause du pétrole. L'issue de la crise ? «La réduction des prix pétroliers permettant d'accélérer la reprise économique dans le monde entier» (Kissinger). Et si Kissinger s'est fait le «défenseur» des pays les plus pauvres c'est pour essayer une nouvelle fois de diviser le Tiers Monde. Mais aussi pour exiger que les pays de l'OPEP couvrent les déficits des balances des payements du Tiers Monde. Or d'une part, ces déficits ne sont en fait que l'expression des méfaits de l'impérialisme sur les pays qu'il domine et d'autre part les pays de l'OPEP consacrent déjà une part de leurs revenus beaucoup plus importante que celle des pays développés à l'aide au Tiers Monde (3,7 % du PNB contre 0,38 % pour les pays de l'OCDE : Organisa-

tion de Coopération et de Développement Economique : regroupe les pays capitalistes développés).

Malgré les hésitations de certains pays (comme l'Arabie Saoudite que les liens avec les USA rend plus sensible aux propositions américaines) l'unité du Tiers Monde n'a pas non plus été ébranlée par ces déclarations. Le délégué algérien, Abdelaziz Bouteflika, l'a clairement indiqué lorsqu'il a dit : «Il est dangereux de tenter d'aider à promouvoir au rang des pays industrialisés les quelques puissances énergétiques, dans le but inavoué de les isoler de leur base naturelle : le Tiers Monde».

La véritable pierre d'achoppement de la négociation a finalement été en décembre comme en octobre celle de la liaison entre les travaux des quatre commissions. Pour le Dr Sa'doon Hammadi, délégué de l'Irak, les choses sont claires : «Nous considérons le travail des quatre commissions spécialisées... comme une unité intégrée indivisible». Comment s'assurer de cette unité ? La réponse du Tiers Monde est celle du bon sens : en précisant les mandats donnés à chacune des commissions de façon à éviter tout blocage de procédure concernant les attributions, la compétence des commissions. Et c'est sur cette question que les pays impérialistes ont montré que, s'ils parlent volontiers de coopération et de concertation, ils sont décidés à freiner au maximum un débat portant sur tous les aspects des relations internationales. Pour eux l'important c'est d'obtenir que les pays du Tiers Monde renoncent à défendre leurs richesses en toute indépendance. La seule question qui les intéresse véritablement c'est celle de l'énergie. Aussi ont-ils une nouvelle fois fait obstacle en décembre à une claire définition des mandats de chaque commission, en renvoyant la question à la réunion des co-présidents qui se tient le 26 janvier.

Sachant cela on ne peut qu'être révolté par la façon dont la presse bourgeoise a présenté les travaux de la conférence de décembre. Pendant les 2 premiers jours elle a feint d'ignorer les divergences de fond existant entre le Tiers Monde et l'impérialisme. Il n'était question que d'esprit de coopération. Si bien que, lorsqu'au 3° jour les contradictions sont apparues au grand jour sur la question des mandats, la presse a fustigé le Tiers Monde, accusé de mettre des bâtons dans les roues, de bloquer le débat. Curieuse façon de traiter de l'événement ! La TV française en est arrivée à présenter certaines déléga-

Les changements de l'année 1975.

L'année 75 a été marquée par une évolution assez sensible des rapports entre les différentes forces en présence ; tout d'abord entre l'impérialisme et le Tiers-Monde, mais aussi au sein même du camp impérialiste.

ECHEC DES MANOEUVRES IMPÉRIALISTES

Les champions de la manière forte, les USA, ont découvert que les menaces, loin de briser l'OPEP, renforçaient au sein de cette organisation, les positions des pays qui refusaient la domination impérialiste. Le maintien de la cohésion de l'OPEP qui n'exclut pas l'existence de contradictions internes - comme avec l'Arabie Saoudite - marquait l'échec de la politique de gendarme international de l'impérialisme US sur le problème du pétrole, comme la défaite en Indochine a marqué cet échec dans le domaine du soutien aux régimes fantoches anti populaires.

Cette cohésion de l'OPEP n'a pas plus été entamée par les difficultés résultant, pour les pays producteurs du pétrole, de la récession de l'économie mondiale. Si la baisse de la consommation pétrolière a favorisé la pression sur les prix, elle n'a pas empêché l'OPEP de décider, lors de la réunion de septembre, une nouvelle baisse (- 10 %) des prix de base pour compenser la nouvelle dégradation du pouvoir d'achat (de 50 à 80% en 21 mois selon les modes de calculs).

Les pays impérialistes font largement payer leur crise aux pays du Tiers-Monde qui ne sont pas encore parvenus à organiser la défense de leurs richesses : les déficits du commerce extérieur de ces derniers atteint presque 15 milliards de francs (lourds) en 1975. Kissinger en accusant les pays pétroliers d'être responsables des difficultés des pays les plus pauvres, espérait couper les pays de l'OPEP du reste du Tiers Monde. Peine perdue. Dans toutes les conférences internationales notamment à la conférence de l'ONU sur les matières premières en avril 74 - les pays du Tiers-Monde sont restés solidaires. Bien plus, la réponse qu'apportent les pays du soi-disant «Quart-Monde» (pays du Tiers-Monde non pétrolier) est bien inquiétante pour l'impérialisme : pour lutter contre leur dépendance ils suivent la voie de l'OPEP en constituant des cartels de producteurs. C'est le cas par exemple pour le minerai de fer : Algérie, Australie, Chili, Inde, Mauritanie, Pérou et Venezuela ainsi que Brésil et Libéria se concertent actuellement pour constituer un telle organisation.

Ainsi pas plus que la menace ou les pressions économiques, la politique de division n'a atteint son but.

L'ÉVOLUTION DANS LE CAMP IMPÉRIALISTE

L'échec de ces manœuvres a eu pour effet de modifier les rapports au sein du camp impérialiste, d'autant plus que la situation économique du monde capitaliste rend de plus en plus nécessaire la mise en ordre des relations internationales.

Dans le fond, la politique des USA a été pendant longtemps une guerre d'usure. Vis-à-vis du Tiers Monde d'abord, mais aussi vis-à-vis des pays capitalistes, dont la France est le meilleur exemple, qui tentaient de pratiquer une politique relativement indépendante de celle des USA. Des déclarations anti-américaines de Jobert en 1973 à la réunion de Rambouillet en novembre 1975 nous voyons tout le chemin parcouru. Après la rencontre Ford-Giscard à la Martinique en décembre 74, cette réunion de Rambouillet a confirmé la position de faiblesse de l'impérialisme français vis-à-vis du grand frère US. Alors que la France se faisait le champion de taux de change fixes, Giscard a dû se satisfaire de formules vagues sur «une plus grande stabilité» des changes. Formules qui, un mois plus tard (lors de la réunion du groupe monétaire des Dix (1) le 20 décembre) avaient déjà perdu pratiquement tout leur sens. Or ce point de la politique française était important. D'abord parce qu'il suscitait dans le Tiers Monde une certaine sympathie pour la France, ensuite parce que la France espérait ainsi limiter la capacité des USA de rejeter, par la manipulation de la valeur relative de sa monnaie, sur l'étranger le poids de ses difficultés économiques.

De même les USA sont parvenus tant bien que mal à vaincre les réticences de la France à organiser

un front commun des «consommateurs», c'est-à-dire en fait, des pays impérialistes. Non pas que la France ait abandonné ses velléités de faire cavalier seul (elle ne participe toujours pas à l'officine US que constitue l'Agence Internationale de l'Énergie). Mais la «sagesse» et le «réalisme» commandent de ne pas nier trop longtemps les rapports de forces réels, or la France n'est qu'un impérialisme *secondaire*.

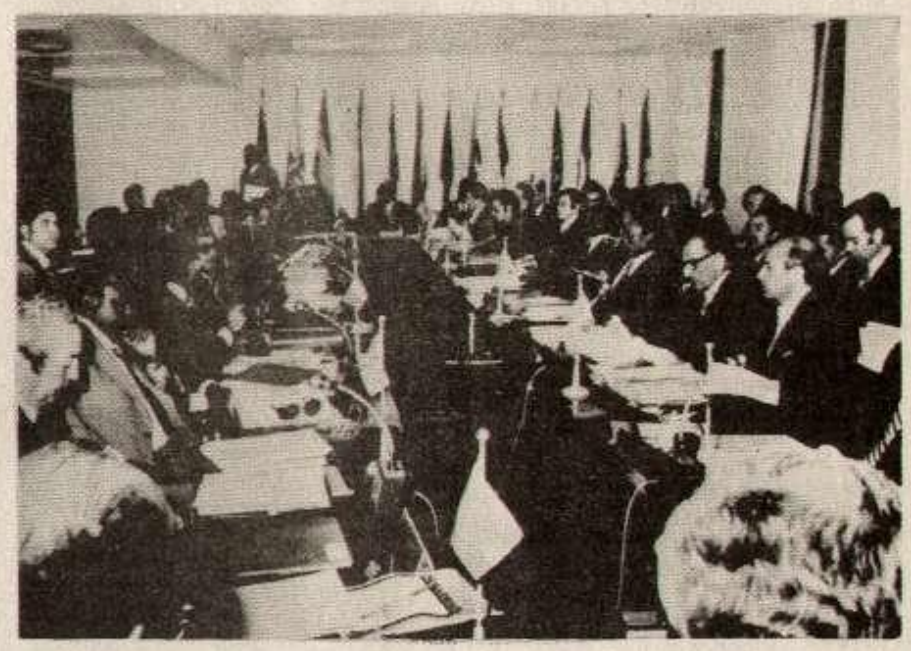
Pendant toute une période, Giscard a pu espérer que le «non-alignement» sur les USA, les «bonnes relations» avec les pays arabes pétroliers, la politique méditerranéenne rapporteraient gros.

Mais il faut déchanter. L'intendance n'a pas suivi la diplomatie : les capacités industrielles de la France n'ont pas permis de gagner les marchés que cette diplomatie ouvrait à l'influence française. L'évolution actuelle de notre commerce extérieur en témoigne : les exportations de biens d'équipement, qui ont renfloué pendant plus d'un an ce commerce extérieur, régressent aujourd'hui ce qui conduit au déficit. L'exemple de l'Irak est significatif. Alors qu'en 1974 la France était le premier fournisseur de ce pays (plus d'un milliard de Frs), elle a aujourd'hui de plus en plus de mal à maintenir son influence. La presse patronale se fait l'écho de ces difficultés : «La richesse de l'Irak et sa volonté d'industrialisation suscitent *maintenant* une violente concurrence internationale qui ne va pas sans contrecarrer la pénétration française... Plus question de Plus question de parler de contrats mirifiques comme l'a fait J. Chirac au début de l'année ! (Usine nouvelle 27/11/75).

L'autre facteur affectant la situation du camp impérialiste est la perspective d'une reprise de l'activité économique. Celle-ci ne peut être effective tant que «l'imprévisible» gouverne» (Giscard).

La reprise économique -qu'elle intervienne en 1976 ou après- cela signifie notamment l'extension des échanges de marchandises, les mouvements de capitaux liés aux investissements à l'étranger. Pour des impérialismes secondaires comme la France, on ne peut pas gouverner... lorsque l'imprévisible gouverne. C'est le sens du discours de Giscard à la séance d'ouverture de la Conférence Nord-Sud. *«Aujourd'hui l'imprévisible gouverne. L'investisseur hésite à s'engager, l'importateur se limite aux commandes immédiates, l'exportateur gonfle ses prix par précaution, face à une évolution incertaine. Seul, le retour à un monde prévisible permettra à nos marche vers le progrès».*

Ce discours s'adresse bien sûr aux pays du Tiers-Monde en ce qui concerne les matières premières et l'énergie. Mais c'est aussi un appel aux autres pays impérialistes à «stabiliser» les relations économiques et monétaires internationales. Ce besoin d'ordre, vital, pour les impérialistes secondaires, est également nécessaire pour les USA. Prenons l'exemple de l'énergie. La hausse des prix du pétrole a rendu compétitive l'exploitation de nouvelles sources d'énergie aux États Unis comme les schistes bitumineux ou l'énergie nucléaire. Les anglais ont engage de gros capitaux dans les recherches pétrolières en mer du Nord. L'exploitation du pétrole dans ces zones n'est rentable que si le prix mondial du pétrole est supérieur à un certain niveau. C'est pourquoi, paradoxalement les pays capitalistes exigent la fixation d'un prix *minimum* du pétrole, dit prix minimum de sécurité. Le 19 décembre, l'Agence Internationale de l'Energie a fixé ce prix à 7 dollars le baril (le prix mondial actuel est de 10 dollars).



quelques contrats en Irak en 1974-1975

- 1 milliard de francs pour Creusot-Loire pour la construction d'une usine «d'éponge de fer» (minerai pré-réduit)
- 3,5 milliards de francs pour un complexe pétrochimique (Creusot-Loire)
- installation d'usines Peugeot-Citroën et Saviem-Berliet.
- installation de télécommunication (CIT-Alcatel)
- 6 milliards pour 2 centrales nucléaires (Fromatome)
- installation d'irrigation de 400 000 hectares.

Au total une vingtaine de milliards de commandes.

Le fait que les pays capitalistes aient besoin du rétablissement d'un certain ordre économique international pour envisager sans trop d'inquiétude la reprise économique est incontestablement un facteur favorable pour le Tiers-Monde et cela réduit la marge de manœuvre du camp impérialiste.

Qu'il y ait donc accord sur le principe du rétablissement d'*un* ordre économique international, n'est donc pas étonnant. Mais quel *ordre ? Celui dicté par une domination impérialiste* rénovée ou celui des principes de l'avantage mutuel dans les relations internationales ?

La lutte que mène aujourd'hui le Tiers-Monde ne doit pas être détachée de la domination coloniale qui a fait de ces pays des pays économiquement dépendant du marché mondial capitaliste. Cette lutte, prolongement des mouvements d'indépendance (menés souvent les armes à la main), concerne les trois domaines étroitement liés des prix, de la monnaie et du développement.

lesprix

La bataille engagée à partir des années 70 pour un plus juste prix du pétrole sert aujourd'hui d'exemple à d'autres pays producteurs d'autres matières premières. Des organisations internationales de producteurs à l'image de l'OPEP se constituent pour une juste mise en valeur de leur richesse. C'est l'un des aspects de la réponse que peut apporter le Tiers-Monde aux pays pauvres qui ne sont pas producteurs d'énergie. Ainsi, loin de voir le fossé se creuser entre les «riches» et les «pauvres» du Tiers-Monde (ce qui arrangerait l'impérialisme), l'unité anti-impérialiste s'en trouve renforcée.

D'autre part la défense du prix de leurs matières premières exige des pays producteurs une grande vigilance. En effet, les pays impérialistes tentent de tirer parti de toutes les faiblesses pour désunir le Tiers-Monde. Le système de tarification du pétrole est très complexe. Il comporte des «différentiels» de fret et de qualité qui visent à tenir compte d'une part de la distance entre les lieux de production et de consommation, d'autre part des diverses qualités de pétrole brut (teneur en soufre par exemple). Ainsi par le jeu d'éléments apparamment techniques les pays impérialistes tentent de casser les prix en obtenant des rabais anormaux de certains pays producteurs.

D'autre part, le maintien du pouvoir d'achat des producteurs suppose un constant réajustement des prix des matières premières selon la hausse des prix des produits manufacturés. Depuis les hausses importantes de l'automne 73 ce pouvoir d'achat s'est fortement dégradé malgré les hausses décidées par l'OPEP, la situation est encore plus sérieuse pour d'autres matières premières. C'est donc une contre-vérité de prétendre que c'est la revalorisation des matières premières qui entraine l'inflation. C'est le mouvement inverse qui se produit en fait.

lesquestions monétaires

Mais la défense de la valeur nominale des prix ne sert à rien si la monnaie dans laquelle sont exprimés ces prix peut être manipulée par les pays capitalistes. On a assisté par rapport à l'année 70 à une diminution de la valeur du dollar. Or jusqu'alors le prix du pétrole est indiqué en dollar. Si celui-ci perd 10% de sa valeur, les revenus pétroliers baissent de 10%, à prix inchangé. Inversement, à la veille de la réunion de l'OPEP en septembre le dollar a remonté ce qui réduisait, momentanément, la dévalorisation du pétrole donc limitait la hausse à opérer pour maintenir la valeur réelle du pétrole. C'est pour se mettre à l'abri des effets de ces fluctuations monétaires sur leurs revenus que certains pays (Iran, Koweit, Qatar, Arabie Saoudite) ont décidé d'exprimer les prix en DTS (Droits de Tirages Spéciaux qui est une monnaie internationale. Le dollar n'intervient que pour 33% dans le cours des DTS).

Mais le véritable enjeu pour les pays du Tiers-Monde dans le domaine monétaire, c'est de pouvoir participer effectivement à la direction et à l'orientation du système monétaire international. On estime à près de 200 milliards de dollars les disponibilités monétaires que les pays de l'OPEP accumuleront d'ici 1980. Actuellement, ces fonds sont bien souvent gérés par les banques des pays impérialistes, faute d'une maitrise suffisante des circuits monétaires par les pays de l'OPEP. En quelque sorte, les pays impérialistes reprennent d'une main ce qu'ils ont dû lâcher de l'autre. C'est pourquoi l'exigence des pays du Tiers-Monde d'inscrire la question monétaire à l'ordre du jour de la conférence Nord-Sud est parfaitement nécessaire et légitime.

leproblèmedu développement

rencontre le 5 janvier 1976 du Président Boumédienne et du Général Giap.

Mais la question qui est finalement décisive c'est celle du processus de développement des pays du Tiers-Monde. La domination coloniale a donné à ces pays des économies déséquilibrées totalement dépendantes. La récupération des richesses naturelles des pays du Tiers-Monde ne déboucherait que sur un nouveau type de domination si les pays impérialistes parviennent à leur imposer une division internationale du travail reproduisant sous de nouvelles formes l'ancienne dépendance. Or c'est bien la visée de pays tels que les USA ou la France lorsqu'il est question de nouvel ordre économique international. Qu'en est-il exactement ?

Les pays producteurs peuvent, grâce à la revalorisation de leurs richesses acheter des biens d'équipe-

ment nécessaires à leur développement économique. Dans un premier temps ces achats se traduisent par des commandes passées aux pays capitalistes. Cela explique à la fois la bataille acharnée que se livrent les différents impérialismes pour gagner ces marchés et les appels au redéploiement de la production dans les métropoles telles que la France. Dans un deuxième temps, ces biens d'équipement implantés dans le Tiers Monde constituent ou non une base de développement économique indépendant.

Kiao Kuang Hua à l'ONU, la Chine populaire à la pointe de la lutte du Tiers Monde.

la perspective impérialiste

Le projet des pays impérialistes c'est de localiser dans le Tiers-Monde des industries de base utilisant sur place les matières premières locales et ré-exportant la production vers les pays capitalistes pour l'élaboration finale. La même politique en somme que celle pratiquée dans l'exportation des capitaux, à la seule différence que cette fois la propriété des moyens de production reviendra aux pays où sont implantées ces industries. Mais comme par le passé le fonctionnement de ces usines serait dominé par les métropoles impérialistes. Sur le plan technologique par le contrôle des procédés, des pièces de rechange.

Mais surtout du point de vue du marché. En effet une usine de transformation sidérugique telle que celle construite pour Creusot Loire en Irak qui produira des «éponges de fer» (c'est-à-dire un mineral pré-réduit) sera totalement dépendante des aciéries françaises ou allemandes si l'Irak ne dispose pas d'une sidérugie et d'une métallurgie complètes, c'est-à-dire d'un ensemble industriel équilibré. Ces projets impérialistes concernent notamment la sidérurgie et la chimie. La Commission Trilatérale (Commission D. Rockfeller) qui regroupe 200 dirigeants des affaires des USA, d'Europe et du Japon et qui a une grande influence sur la politique US, prépare des projets allant dans ce sens. De même, le récent congrès mondial de l'acier confirme cette orientation.

une politique d'indépendance

A l'opposé, un certain nombre de pays du Tiers-Monde ont compris qu'il fallait conditionner leurs relations économiques internationales à leur plan de développement indépendant. Cela suppose une rupture complète avec les anciens schémas imposés par l'impérialisme. Cela suppose un schéma de développement équilibré entre l'agriculture et l'industrie, donc dans la plupart des cas la réalisation d'une profonde réforme agraire pour balayer tous les vestiges de féodalisme et de colonisation. En bref il faut que les pays du Tiers-Monde pratiquent la politique de compter d'abord sur leurs propres forces. La Chine, pays socialiste du Tiers-Monde apporte la preuve que cette voie est possible, qu'elle est nécessaire pour sortir complètement de la dépendance impérialiste.

Reprenons l'exemple des relations de la France avec l'Irak. Pour contrecarrer la politique irakienne qui met les différents impérialismes en concurrence, ce qui assure une certaine indépendance à l'Irak, les capitalistes français s'emploient à mettre en œuvre les «transferts de technologie» que vante Giscard. De quoi s'agit-il ? De contraindre les responsables irakiens à «acheter français» en participant activement à l'élaboration des plans d'industrialisation. Des experts, des ingénieurs sont envoyés là-bas sous couvert «d'aide technologique». Mais ils se préoccupent moins de donner aux Irakiens les moyens de fixer en toute indépendance leur politique de développement que d'orienter vers la France les commandes irakiennes de biens d'équipement. C'est ce que la bourgeoisie appelle établir «une coopération en amont». Il ne s'agit là que d'une nouvelle version de la vieille coopération néo-colonialiste.

La conférence Nord-Sud ne fait que commencer. A partir de janvier les 4 commissions (énergie, matières premières, développement et monnaie) commenceront à se réunir. Elle sera longue. Elle sanctionnera le nouveau rapport de forces apparu, dans la lutte, entre l'impérialisme et le Tiers-Monde.

Mais on peut déjà mesurer l'importance des défaites subies par la domination impérialiste. De l'oppression cynique et cruelle exercée par le colonialisme du début du siècle à la conférence Nord-Sud, l'impérialisme a dû battre en retraite devant la lutte des peuples opprimés. Mais à chaque recul l'impérialisme a tenté de reconstituer sous d'autres formes sa domination. Seule, la lutte vigilante du Tiers-Monde pourra déjouer toutes les tentatives d'imposer une nouvelle soumission du développement des pays du Tiers-Monde aux intérêts impérialistes.

DECLARATION

« NON A L'INVASION DE LA GUYANE PAR UN PEUPLE ETRANGER »

Avec l'accession à l'indépendance du Surinam en novembre 1975, le continent américain se trouverait débarrassé du colonialisme européen si, la Guyane, dite française, était libérée du joug oppresseur. Par l'indépendance des Guyanes sous domination britannique et hollandaise, le mythe de l'identité de notre pays à la France s'écroule et devient insoutenable devant l'opinion mondiale.

Pour y demeurer, la France a recours à une vaste immigration de colons français dont 30 000 seront installés dans un premier temps. Il s'agit là, d'une vaste opération de substitution de population comme en Palestine, car, dans le même temps l'émigration facile et gratuite vers la France des forces vives de la Guyane et surtout de sa jeunesse est systématiquement organisée par le BU. MI. D.O.M., société relevant de l'autorité du ministre des D.O.M. - T.O.M. de la France, et par diverses administrations françaises (P.T.T., Douanes, Contributions, Services des Hopitaux et Armées...).

La Guyane, c'est :

- 90 000 km² sous joug colonial français depuis plus de trois siècles et demi,
- 55 000 habitants dont plus de 35% au chômage et,
- 40 000 Guyanais, ou plus, vivant en dehors de leur territoire,
- un pays où la main-mise de l'Etat français, qui possède 95% des terres, est totale,
- un pays où très près de 50% des fonctionnaires de l'Administration sont des Français (42% officiellement en décembre 1974) et qui sont dans le pays pour une durée d'environ quatre ans, en simple rotation,
- un territoire occupé par les forces de l'Armée française présentement en sur-renforcement et par la Police française.

Les Organisations soussignées :

conscientes du grave danger qui menace leur patrie la Guyane, et leur identité,

conscientes des richesses naturelles du pays et de son inexistance économique,

conscientes que les Guyanais peuvent et doivent organiser, développer, mener à l'épanouissement le pays géré par trois siècles et demi d'incurie et d'incapacité notoire de la France,

interprétant le silence coupable de tous les élus de notre pays comme une approbation, volontaire ou forcée, du plan d'envahissement et d'anéantissement de la Guyane, que met en route le gouvernement colonialiste de la France,

rappelant la «Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux», des Nations-Unies du 14 décembre 1960, notamment son article 6 : «toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies».

évoquant la Résolution 2621 (XXV) sur le «Programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux» des Nations-Unies du 12 décembre 1970, et notamment son paragraphe 4 : «*Les Etats membres mèneront une campagne énergique et continue contre les activités et les pratiques des intérêts étrangers économiques, financiers et autre qui opèrent dans les territoires coloniaux au profit des puissances coloniales et de leurs alliés ou en leur nom, car celles-ci constituent un obstacle majeur à* la réalisation des objectifs enoncés *cés dans la Résolution 1514 (XV). Les Etats membres envisageront de prendre les dispositions nécessaires pour que leurs ressortissants et les sociétés relevant de leur juridiction renoncent à ces activités et à ces pratiques ;* Ces dispositions devront également viser l'afflux systématique d'immigrants étrangers vers les territoires coloniaux qui porte atteinte à l'intégrité et à l'unité sociale, politique et culturelle des populations se trouvant sous domination coloniale».

proclamant la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme français en Guyane sous toutes ces formes et dans toutes ses manifestations.

A cette fin notamment,

condamnent sans appel le plan Stirn de colonisation qui vise à noyer la population guyanaise, puis la faire disparaître, sous une masse d'immigrants français,

s'opposent à la distribution systématique et massive de terres, au détriment des Guyanais qui n'en possèdent pas et ne peuvent en obtenir, nos propres communes elles-mêmes en étant dépourvues,

dénoncent cette politique de génocide, anachronique et rétrograde du plus pur style colonial du XVIIIe siècle qui viole délibérément les principes les plus élémentaires de la dignité humaine et qui est un défi cynique jeté à l'esprit de décolonisation de notre temps et à l'opinion mondiale toute entière,

appellent les forces démocratiques, les anticolonialistes, les gouvernements progressistes épris de justice et de paix, à se joindre aux efforts du peuple guyanais pour dénoncer et mettre en échec cette tentative raciste de la dernière heure d'un gouvernement colonial aux abois qui tente d'étouffer la volonté inébranlable de libération nationale du peuple guyanais.

Fait à Cayenne, le 23 oct. 75

Ont signé les Organisations suivantes :

- Mouvement National Guyanais (M. N. G.)
- Mouvement Guyanais de Décolonisation (MO. GUY. DE.)
- Union des Etudiant Guyanais (U. E. G.)
- Union des Travailleurs Guyanais (U. T. G.)
- Mouvement des Femmes de Guyane
- FO NOU Libéré la Guyane (F. N. L. G.)

INDEPENDANCE ET DEPARTEMENTALISATION

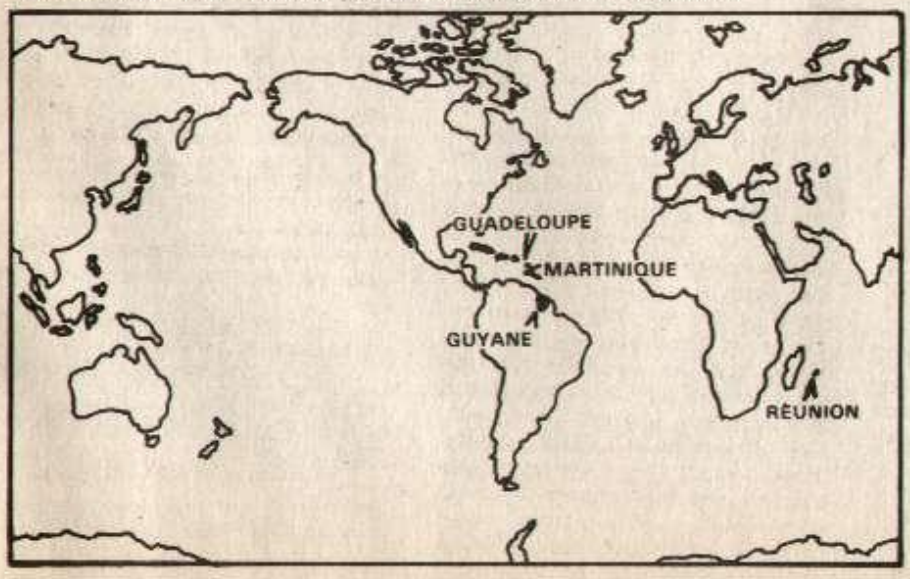
non à la nouvelle politique française dans les colonies

8 « territoires d'outre mer», 4 «départements», partie intégrante « de la république française» sont disséminés à travers le monde.

Baptisées «départements» en 46, la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion sont régies par un conseil général et un conseil régional, étroitement dépendants du ministère des DOM-TOM, tant par les finances que par la moindre décision administrative. Ce statut de «DOM» accorde, dans les textes, aux habitants les mêmes droits qu'aux citoyens de la métropole ; mais la réalité est l'absence de sécurité sociale, d'allocations diverses, un régime colonial dont le statut a été défini en 56.

Quant aux «TOM», ils disposent selon la définition, d'une marge de manœuvre plus large : ceci signifie en fait que leur appellation de territoire ayant des gouvernements locaux permet à l'impérialisme français de se décharger de toutes responsabilités dans le développement et l'équipement de ces pays. Les «citoyens français des TOM» ne connaissent la France que par le pillage qu'elle y exerce, la vie de misère qu'elle y impose.

Des «départements partie intégrante de la République française...»



Le 25 décembre dernier, nous avons pu voir sur les écrans de télévision le premier ministre Chirac, lors de son voyage consacrant la départementalisation de la Guyane, se faire chanter Noël en créole puis en allemand par la légion... quelques jours plus tard, on nous annonce avec fierté que la France est d'accord pour que Djibouti devienne progressivement indépendant *«dans l'amitié avec la France»* au cours de l'année 1976.

Mise en valeur des «DOM», *«indépendance»* accordée aux «TOM», nous assistons depuis quelques mois à une complète réorganisation de la politique de l'impérialisme français dans ses dernières colonies. Ces changements ne sont pas une grâce, un acte de bonté de la bourgeoisie française vis-à-vis des peuples des colonies, ils ont été amenés par des années de lutte, de sacrifices des peuples de ces pays, qui ont contraint l'impérialisme français à accuser un nouveau recul dans sa politique de domination, à élaborer une nouvelle tactique pour les maintenir sous le joug colonialiste ou néo-colonialiste.

Avec sa nouvelle politique de départementalisation et d'indépendance, l'impérialisme français semble s'engager aujourd'hui dans la liquidation des prétendus «TOM». En effet, l'indépendance n'est pas accordée systématiquement aux territoires; certains sont départementalisés; c'est le cas pour Saint

Pierre et Miquelon et pour Mayotte, île dissidente des Comores. L'indépendance est accordée selon l'importance économique ou stratégique du territoire, des luttes qui s'y sont déroulées et surtout de l'environnement politique. En effet, si l'on prend le cas de Djibouti, l'importance de l'intervention de diverses instances internationales et particulièrement de pays du Tiers Monde n'est pas à négliger dans le choix fait par la bourgeoisie française aujourd'hui. La nouvelle politique engagée dans les colonies est donc claire: la solution néo-coloniale ou un renforcement du contrôle de la métropole à tous les niveaux (économie, politique, administration).

La nomination, après l'élection de Giscard d'Estaing en 1974, d'Olivier Stirn comme secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM ne semblait pas devoir apporter de grands changements. Celui que les habitants de Djibouti appellent «Mr 80 à l'heure» en se référant à la vitesse à laquelle «il a pris contact avec la population locale» perpétuait les traditions en affirmant, après chaque voyage dans l'une quelconque des colonies, et malgré les divers projectiles qui l'avaient pris pour cible, que le peuple qu'il venait de rencontrer restait fermement attaché à la nationalité française, que la France était leur mère patrie... En juin 75, il affirmait encore que les soi-disant territoires d'outre-mer ne posaient «pas de difficultés majeures particulières», qu'il s'agissait seulement de leur accorder «un peu plus d'autonomie et de possibilités de gestion», mais d'indépendance, même *dans l'amitié avec la France*, à l'exception des Comores, il n'en était pas question.

La principale nouveauté intervenue en un an est l'intégration à la Communauté Economique Européenne des départements et territoires d'outre-mer. Cela a signifié pour les prétendus DOM, après leur accession au titre de région, la possibilité de recevoir 34 millions en 1975 dans le cadre du fonds européen régional. C'est encore, paraît-il, le moyen de trouver enfin de nouveaux débouchés aux productions locales : rhum, sucre, banane... attendons les résultats.

Pour l'instant la réalité des colonies françaises, qu'elles aient reçu le nom de Département ou de Territoire, c'est une situation économique, sociale et culturelle catastrophique.

Le lot général des peuples des colonies, c'est le chômage ou l'exploitation la plus éhontée, c'est l'absence de soins, la destruction de l'économie locale et particulièrement des cultures vivrières entraînant parfois la famine.

Mais il ne s'agit pas là de dresser le tableau cynique de la domination coloniale, mais plutôt de voir quels plans l'impérialisme français met aujourd'hui en place pour perpétuer sa domination. Pour cela nous examinerons les propositions de départementalisation de la Guyane et d'*indépendance* de la Côte Afar Somali (Djibouti).

Il est clair que ces changements intervenus dans la politique de la France ne sont pas indépendants des bouleversements apparus dans la situation internationale : la montée en force sur la scène politique internationale des peuples et pays du Tiers Monde, et particulièrement à propos des colonies, le problème pour la France, réputée pays de la liberté, de rester la dernière puissance coloniale après l'indépendance des colonies portugaises et la victoire des peuples d'Indochine. Ces novations interviennent aussi à un moment où les luttes des peuples dans les colonies vont en s'amplifiant et en se radicalisant : grève des coupeurs de canne à la Guadeloupe il y a juste un an aboutissant au rejet des propositions révisionnistes et à l'exigence de l'indépendance totale et immédiate, mouvement de grève générale à St Pierre et Miquelon, manifestations massives en Guyane à l'occasion du passage en Cour de Sûreté de l'Etat de patriotes guyanais... Nous avons ainsi un aperçu rapide des circonstances qui ont contraint l'impérialisme français à innover en matière de politique de domination.

Guyane, août 75, Stirn est attendu...

La départementalisation, un exemple : la Guyane.

Le 22 décembre dernier Chirac déclarait au cours d'une conférence de presse tenue à la Martinique : «Nul ne peut contester que la départementalisation est la seule voie du progrès, de l'expansion et de la stabilité. Nous nous assignons trois objectifs majeurs : l'intégration complète des départements d'Outre-mer à la Communauté Européenne, la consolidation et l'élargissement de leur économie agricole, le développement des activités industrielles créatrices d'emploi». Il faut avouer qu'une telle déclaration laisse songeur surtout lorsqu'on constate que le premier ministre poursuit en annonçant une «amélioration du régime des aides à l'industrialisation, qu'il s'agisse d'exonérations fiscales ou de subventions» ; nos colonies auraient-elles enfin droit à un minimum d'industrialisation ? Rassurez-vous, ces subventions et exonérations s'adressent aux «grands industriels français (qui) partagent notre foi dans le développement économique des départements d'Outre-mer» comme par exemple Boussac ou les ciments Lafarge .. Si nous avons eu peur pendant quelques instants que ne se construise dans ces pays une économie locale , nous voilà rassurés, ce n'est pas demain la veille que les peuples des «DOM» pourront édifier une économie indépendante !

Pourtant avec ces déclarations mirobolantes et l'insistance des divers organes de presse de la bourgeoisie à les mettre en valeur, on pourrait croire que ces soi-disant DOM connaissent enfin les bouleversements bénéfiques qu'on leur annonce depuis des années.

Un nouveau Far West

Le plan le plus avancé de développement de départementalisation qui soit connu concerne la Guyane : 37 mesures touchant tous les secteurs de l'économie : agriculture, pêche, équipement, artisanat, mines, énergie et surtout... les forêts et la pâte à papier. Cela se comprend aisément puisque le déficit de la balance commerciale française dans ce domaine atteignait 3 milliards de francs en 75, peut-être que les immenses ressources forestières de la Guyane arriveront à

combler une part de ce déficit ! Ce que l'impérialisme français appelle ici la mise en valeur des richesses naturelles de la Guyane nous lui donnerons plutôt le nom de pillage renforcé des ressources de ce pays. Pour mettre en application ce plan, un appel d'offres est lancé au mois d'août 75. Le gouvernement demande à 30 000 colons de se lancer à la conquête de ce nouveau far-west ; c'est là une mesure que le peuple guyanais ne peut admettre. Faire venir 30 000 émigrants en Guyane alors que la population s'élève à 60 000 habitants tient du projet de création d'une seconde Afrique du Sud mais en Amérique. C'est d'autant plus scandaleux qu'il est de notoriété publique que le chômage est un fléau qui sévit depuis longtemps dans ce pays (40 % de la population active ; mais les indemnités de chômage n'existent pas) et que pour trouver du travail, les jeunes guyanais sont contraints par l'impérialisme français à s'expatrier en France (plus de 40 000 guyanais vivent en dehors de leur terre).

Depuis qu'elle domine la Guyane, la France l'a transformée en une véritable colonie de consommation : près de 2/3 de la population vit du travail de l'administration, l'industrie est inexistante, l'agriculture pratiquement totalement détruite ; tout doit être importé de France y compris, comble de l'absurde, les poteaux télégraphiques ! Les échanges faits avec la Guyane sont comptabilisés comme faisant partie du «commerce extérieur». Il est intéressant de voir que, au niveau de ces échanges, tout l'argent qui va de France en Guyane revient à 95 % en France (chiffre INSEE de 1970). Pour l'essentiel, les biens de consommation arrivent de métropole ; par exemple alors que la Guyane est limitrophe du Brésil, elle importe son café... de France, le lait et l'eau minérale coûtent deux fois plus cher qu'en France. Autrefois exportatrice de viande, la Guyane doit aujourd'hui l'importer ; de 65 à 69 le chiffre de l'importation de viande est passé de 1 à 2,6 de même que pour les produits laitiers. La surface agricole cultivée a diminué de 46,7 % en 10 ans et la production agricole de 60 %. Et tout est à l'avenant !

Devant la colère du peuple guyanais qui en a assez d'être encore largement illéttré, de ne pouvoir trouver du travail sinon au service de l'administration coloniale, de voir la majorité de ses enfants s'expatrier en France sans beaucoup d'espoir de retour, et qui exige son indépendance totale et immédiate, l'impérialisme francais met en action le plan Stirn.

Le plan Stirn

Celui-ci prétend s'attaquer tout d'abord à l'infrastructure en dégageant 35 millions de crédit supplémentaires pour les routes sur deux ans (en 1970, la Guyane ne comptait que 343 km de routes bitumées soit moins de 1 km par année de présence française et 155 km de routes empierrées ou de pistes carrossables) puis pour l'agriculture et les petites exploitations forestières existantes. Mais ce plan, c'est aussi le fameux projet de construction d'une usine de pâte à papier : 1,5 milliard d'investissement pour 800 tonnes par jour soit 250 à 3 300 000 tonnes par an et 100 000 tonnes de bois d'œuvre. Les trois principaux papetiers français sont sur les rangs, mais le gâteau semble être gagné par le groupe américain Parsons et Whittemore bien que la majorité des capitaux doive rester français. Bref tout compris (exploitation forestière, transport, usine) et ceci d'après les chiffres officiels, dans le meilleur des cas, la pâte à papier procurera 1 500 emplois en 5 ans. Que feront alors les 35 500 autres candidats à l'émigration recensés et les chômeurs déjà présents dans le pays ? La question reste bien sûr sans réponse. Il est donc difficile de croire que, comme le déclarait Stirn :«Cette admirable terre française d'Amérique va connaître dans les dix années qui viennent un essor économique sans précédent».

L'aspect le plus scandaleux de ce plan est l'invasion de 30 000 colons. Bien que certains en France y voient la tentative du gouvernement français de se débarrasser des éléments indésirables, désœuvrés depuis mai 68 et toujours en mal d'Eldorado, il est clair que ce plan de colonisation vise essentiellement à annihiler totalement le peuple guyanais, sa culture, sa langue, ses traditions, à briser ses luttes, ses revendications d'indépendance nationale totale et immédiate. C'est bien là ce qu'ont dénoncé le 23 octobre 75 les organisations signataires d'une déclaration intitulée «Non à l'invasion de la Guyane par un peuple étranger» et qui proclame «La nécessité de mettre fin rapidement et inconditionnellement au colonialisme francais en Guyane sous toutes ses formes».. Enfin il faut noter que le plan Stirn recoit pratiquement le soutien de toutes les forces politiques de la droite à la «gauche». Le PcF quant à lui, propose dans les colonnes de l'Humanité du 24/9/75 de faire appel aux populations antillaises pour envahir le pays «De plus, si le gouvernement a réellement l'intention de repeupler ce territoire, que ne fait-il prioritairement appel à la Guadeloupe et à la Martinique surpeuplées ?». Peut-être le PcF voit-il là un moyen d'éviter un problème d'intégration raciale, entre descendants d'esclaves, cela doit être plus facile. Il est clair de toute façon que ce n'est pas pour lui, le problème de l'indépendance qui est posé. En effet, l'Humanité poursuit : «Le succès de l'opération ne fait que souligner le drame des problèmes de l'emploi» en métropole ! Et enfin, lors du récent voyage de Chirac aux Antilles et en Guyane, le PcF faisait remarquer l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour revaloriser la Guyane

Stirn aurait-il raison lorsqu'il déclare «Cette départementalisation est désormais fondée non seulement sur la volonté des populations, mais aussi de l'acquiescement de toutes les écoles de pensées et tout l'éventail des forces politiques, à l'exception, peut-être de l'extrême-gauche...».

Evidemment non ! Les manifestations récentes en Guyane, les luttes de plus en plus dures des guyanais contre le colonialisme français et pour l'indépendance, sont là pour le démentir !

Et nous sommes là, nous, révolutionnaires, progressistes, et anti-impérialiste pour soutenir la lutte de ce peuple et proclamer avec lui : «Non à la départementalisation !», «A bas le colonialisme français !».

Djibouti ou l'indépendance dans l'amitié avec la France

C'est sur la question de l'indépendance de Djibouti que la palme de la volte-face peut-être décernée à l'impérialisme francais. L'opération «Indépendance pour les colonies» a d'abord été lancée aux Comores. Et là l'impérialisme français a bien montré toute l'hypocrisie dont il pouvait faire preuve. En effet, tout en prétendant accorder l'indépendance à tout ce territoire, la France a cherché à développer le maximum de contradictions entre les gouvernements en place dans les différentes îles constituant l'archipel, et elle a réussi son opération à Mayotte. Alors que la population des Comores avait voté pour l'indépendance à

95% des voix en décembre 74, l'Assemblée Nationale française, proposait en juin 75 qu'un projet de constitution soit soumis avant l'indépendance à chacune des quatre îles séparément et non globalement.

Résultat, aujourd'hui les Comores se retrouvent divisées, l'indépendance de la quatrième île, Mayotte, est remise en cause, l'unité du peuple des Comores est remise en question grâce aux manœuvres de l'impérialisme français - application éclatante de sa devise «Diviser pour régner».

En ce qui concerne Djibouti, le coup d'envoi était donné par P. Messmer qui déclarait le 7 novembre 75, «On peut dire que Djibouti est pour la France une charge à peu près inutile. Que la population ne se sent pas française, et ne veut pas le devenir. Que nos voisins poussent à notre départ. (...).

» Dans ces conditions, il faut aller à l'indépendance et le plus tôt sera le mieux».

La question qu'on pouvait alors se poser était de savoir si des contradictions se développaient au sein de la bourgeoisie sur la politique coloniale à suivre, aujourd'hui. Mais contrairement à ces déclarations précédentes selon lesquelles, «La majorité écrasante de la population de Djibouti souhaite rester française», (4 mai 75). Olivier Stirn, déclarait soudain le 8 novembre 75 «Si les populations des T.O.M. souhaitent clairement le départ de la France, celui-ci pourrait être envisagé». Que s'est-il donc passé en quelques mois, qui puisse provoquer ce changement d'attitude ?

Tout d'abord, les anciennes colonies portugaises avaient accédé à l'indépendance, laissant la France dernière puissance, ouvertement coloniale, en Afrique. D'autre part, un grave problème se trouvait soudain posé à l'impérialisme français. Alors que depuis quelques années, il cherche à développer des relations «constructives» avec les pays du Tiers - Monde, au Moyen - Orient comme en Afrique, afin d'assurer ses ressources en matières premières et l'écoulement de ses produits et de sa technologie, ce sont soudain de nombreuses instances internationales qui se saisissent de la question de Djibouti : l'Organisation de l'Unité Africaine (l'O.U.A.), la Ligue des Pays Arabes, la conférence des pays islamiques et enfin l'O.N.U. (L'Organisation des Nations Unies), puisque le 14 novembre la commission de décolonisation des Nations Unies, évoquait l'avenir de Djibouti. Ainsi acculé, l'impérialisme français devait trancher, d'autant plus qu'à l'intérieur de ce soi-disant territoire, les masses populaires manifestaient de plus en plus fortement leur volonté d'indépendance.

Dès le début de la colonisation (1862), le refus du colonialisme s'était largement exprimé. Tout au long des années, la lutte se renforçait. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les dernières années. Le 25 août 66, de Gaulle en route pour Addis-Abeba et Phnom Penh, fait escale à Djibouti, il est accueilli par des manifestations anti-colonialistes massives et déterminées proclamant leur volonté d'indépendance malgré une répression très violente. L'automne 66 et le printemps 67 voient se dérouler des grèves puissantes dirigées par la classe ouvrière ; durant cette période, 1 200 dockers seront licenciés pour fait de grève. L'armée coloniale sème la terreur : une centaine de morts, près de 5 000 arrestations et 9 000 expulsions. Pour répondre à la crise, le gouvernement français organise un référendum le 19 mars 67... et bien sûr le truquage permet le maintien de la France à Djibouti. Dès lors on assistera à un développement incessant des luttes et de la répression, et en juin 75 malgré les déclarations qu'il peut faire à son retour de Djibouti, il est clair que Stirn a tiré le constat d'échec de la politique française dans ce «territoire». Pour maintenir sa domination, l'impérialisme français prétendait sa présence indispensable pour régler les différents entre Afars et Issas et préserver la paix civile, mais la lutte organisé en soutien au directeur du journal «Iftin», en janvier 75, interdit pour propagande anti-coloniale, apportait un nouveau démenti puisque les deux ethnies, qui ont toujours vécues côte à côte, se retrouvaient unies dans la dénonciation du procès colonial. Un autre moyen de pression du colonialisme français était la séparation de Djibouti du reste du territoire. Pour cela, l'administration coloniale avait entouré la ville de barbelés électrifiés en 67, le contrôle des entrées et des sorties est effectuée par l'armée qui compte 12.000 hommes environ sur le territoire et 7 bases pour la seule ville de Djibouti (1 militaire pour 5 habitants). La lutte menée par les lycéens et les dockers de tout le territoire en janvier-février brisait ce nouveau barrage mis en place par le colonialisme, le lien entre l'extérieur et l'intérieur de Djibouti était solidement tissé et ceci malgré une politique répressive inouïe : plus de cent lycéens blessés dont certains gravement, 80 arrestations , de nombreuses expulsions vers l'Ethiopie ou la Somalie.

Les barbelés de Djibouti.

DJIBOUTI : un régime de terreur

Répression, expulsion, chômage, tentative d'abrutissement, telle est la vie quotidienne des habitants de Djibouti. Enfermés dans leur ville par un réseau de barbelés, les habitants ne peuvent pas non plus circuler librement entre les quartiers ; des contrôles incessants de la police ou de l'armée ont lieu. Si l'interpellé n'a pas sur lui ses papiers, ou si sa tête ne plait pas, le résultat est rapide, s'il s'agit d'un homme, il est expulsé de la ville vers le désert ou mieux, hors des frontières avec interdiction de retour. De nombreuses familles ont ainsi été dispersées, séparées pour des années. S'il s'agit d'une femme, on lui accorde une carte de prostituée «officielle» avec obligation de payer un impot au gouvernement, la formation est assurée dans les casernes! Une autre politique suivie est celle de la destruction par le kât. Il s'agit d'un arbuste poussant sur les hauts plateaux éthiopiens. La substance libérée par ses feuilles est une drogue excitante, euphorisante puis dépressive ; après avoir empêché le sommeil, le repos, elle détruit la faim, petit à petit l'homme est ainsi amené à se laisser mourir. Cette drogue interdite en métropole est largement vendue à Djibouti, son commerce a même récemment été étendu à tout le territoire; il rapporte des fonds appréciables au gouvernement colonial. On se procure le kât à Djibouti aussi aisément que les gauloises en France, à tous les coins de rue.

l'indépendance dans l'amitié avec la France

Face au développement des luttes à l'intérieur du pays, aux pressions extérieures, l'impérialisme français se décide aujourd'hui à jouer la carte néo-coloniale. L'indépendance, oui, mais *dans l'amitié avec la France*, c'est-à-dire le maintien des troupes françaises dans ce pays. Djibouti, première base française d'Afrique, est un point stratégique beaucoup trop important pour que la France accepte de lâcher prise. Après avoir perdu Madagascar et les Comores, elle ne peut se permettre de perdre une nouvelle base dans l'Océan Indien, d'autant plus que Djibouti permet d'un côté le contrôle du passage au canal de Suez, de l'autre de surveiller les agissements des mouvements de libération alentour : Dhofar, Yémen démocratique, et même de contribuer à leur répression. Les USA d'ailleurs optent pour le maintien de la domination française à Djibouti et pour cela semblent aller jusqu'à accorder un soutien financier à la France depuis septembre dernier. (Il faut souligner que depuis 1949, le franc-Djibouti se trouve dans la zone du dollar).

L'impérialisme américain préfère voir la France rester à Djibouti, quitte à l'aider dans ses frais, plutôt que de voir s'y installer un quelconque pays voisin, comme par exemple la Somalie dont les relations avec le social-impérialisme soviétique sont développées, l'URSS ayant des bases sur les côtes somaliennes.

La France prétend également maintenir sa présence pour préserver Djibouti de l'annexion par la Somalie ou l'Ethiopie. Ces deux pays proclament aujourd'hui ne plus avoir aucune visée sur Djibouti, à condition que le peuple de la Côte Afar-Somalie «*décide librement de son avenir*» ; mais qu'entendent-ils par ces mots, est-ce à eux d'en «décider» ? De toute façon, le peuple de la Côte Afar-Somalie en lutte pour son indépendance a clairement affirmé son refus d'une nouvelle tutelle sous quelque prétexte que ce soit et se déclare prêt à lutter pour défendre sa liberté. Si un jour le peuple somali, divisé entre divers pays par le découpage colonial, veut se réunir, il le fera, mais c'est à lui d'en décider la date.

les cartes néo-coloniales

Pour appliquer sa politique néo-coloniale, l'impérialisme français a besoin de nouveaux valets. Ali Aref, chef de gouvernement en place qui en novembre 74 déclarait se retrancher «derrière le colonialisme français», est aujourd'hui partisan de l'indépendance et vient de créer pour cela l'UNI (Union Nationale pour l'Indépendance). Il a d'ailleurs pris sa décision lors d'un voyage qu'il effectua récemment à Paris... Serait-ce un ordre ? Mais ce personnage longuement représentatif du pouvoir colonial français est une carte «grillée», c'est pourquoi le gouvernement français tente de se tourner maintenant vers la L.P.A.I. (Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance) qu'il doit recevoir prochainement à Paris pour discuter de l'indépendance de Djibouti. Qu'est-ce que la LPAI ? La première chose à noter c'est que cette organisation s'est intitulée «pour l'indépendance» très récemment. C'est en effet fin 74 qu'elle s'est découverte cette vocation de lutte, elle s'appelait auparavant simplement Ligue Populaire Africaine. Elle est née en 1971 de la fusion de la L.A.O. Ligue pour l'Avenir et pour l'Ordre, parti de Mr Dini et de l'U.P.A. Union Populaire Africaine, parti de Mr Gouled. Ces deux hommes sont aujourd'hui les dirigeants de la L.P.A.I. et leur biographie est fort interessante.

Ahmed DINI, aujourd'hui secrétaire général de la L.P.A.I fit son apparition sur la scène politique comme vice-président du conseil du gouvernement «élu» à l'assemblée territoriale en 63 dans la liste Ali AREF. De décembre 63 à décembre 64, il est ministre de la production. Après le referendum de 1967, il devient ministre de l'intérieur, c'est à lui que les habitants de Djibouti doivent l'installation des barbelés électrifiés. Elu à la chambre des députés en novembre 68, il conserve son poste jusqu'en 71. Il tire ses revenus de nombreuses propriétés immobilières.

Hassan GOULED s'est opposé à l'indépendance en 1958, a participé au gouvernement de 52 à 58, puis de 59 à 62 et enfin de 63 à 67; il fut membre de la chambre des députés de 68 à 73.

Ces deux individus ne sont donc pas très neufs et ont déjà donné des preuves de fidélité à l'impérialisme français. Mais bien que leur organisation n'ait aucune structure organisée, pas de programme politique ni de ligne politique (ils font connaître leurs positions -parfois divergentes- au fur et à mesure de leurs déclarations publiques), la L.P.A.I qui est reconnue par l'O.U.A, Organisation de l'Unité Africaine, a eu droit à la parole à la commission de décolonisation de l'O.N.U; elle représente un réel danger pour les masses populaires en l'absence d'une avant-garde révolutionnaire organisée. En effet, elle s'est emparée des mots d'ordre justes mis en avant par les masses dans les manifestations, mots d'ordre qu'elle ne défendait même pas il y a seulement six mois puisque, alors que le 1er mai, le peuple accueillait Stirn au cri de «Vive l'indépendance immédiate et inconditionnelle !», la L.P.A.I. brandissait des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «Nous voulons négocier l'indépendance avec la France». Soutenue en France par les partis de l'Union de la Gauche, la L.P.A.I peut passagèrement mystifier les aspirations des masses populaires et servir de nouveau valet à l'impérialisme français, gagnant ainsi le siège qu'elle brigue depuis des années, celui de Ali Aref ! Mais que la solution choisie par l'impérialisme français, nouveau gouvernement Aref, gouvernement LPAI ou gouvernement «mixte»,ce à quoi aspire le peuple de la Côte Afar Somalie c'est l'indépendance véritable, totale et immédiate, et c'est ce qu'il gagnera par sa lutte lorsqu'il démasquera ces anti-colonialistes de la dernière heure qui ne cherchent que les sièges officiels.

On le voit donc clairement, départementalisation ou indépendance, la réalité n'est en fait qu'une reconversion de la domination impérialiste française dans les colonies; c'est ce que nous pouvons constater que ce soit en Guyane, à Djibouti, aux Comores ou à Saint Pierre et Miquelon. Départementalisation ou indépendance néo-coloniale, nous dénonçons ces deux «solutions», nous soutenons les peuples des colonies dans leur lutte pour une indépendance totale, immédiate et véritable. Avec eux, avec ceux de leurs frères qui se trouvent déportés de force en France où on leur réserve racisme, exploitation féroce dans les travaux les plus durs et les plus mal rémunérés, nous disons non à la nouvelle politique coloniale de la France. Nous devons dénoncer avec fermeté cette nouvelle «réforme du libéralisme giscardien», apporter tout notre soutien aux luttes des immigrés des colonies en métropole, lutter pour l'indépendance véritable de ces pays.

A bas le colonialisme français !

LE PREMIER JOUR DU MONDE

Han Suyin

Ed. Stock

«Par une glaciale journée du début mars 1949, le septième Comité Central du Parti Communiste tient son second plenum dans le pauvre village de Hsipaipo en Chine du Nord. L'évènement est d'une importance capitale. Les résolutions prises au cours de la réunion vont décider de l'avenir de la Chine. La victoire totale à l'échelon national est imminente...» Ainsi s'ouvre «Le premier jour du monde», le dernier livre d'Han Suyin. En près de 500 pages, c'est toute l'histoire de la Chine depuis la Libération qui se déroule. Anecdotes étayant un jugement politique, citations extraites d'interviews réalisées par l'auteur, observations et remarques personnelles tirées de nombreux séjours en Chine, toute cette connaissance directe de la révolution chinoise foisonne au fil des chapitres.

Certes, Han Suyin n'est ni membre du Parti Communiste Chinois ni même - elle est la première à le dire - communiste (comme le prouve un certain nombre d'insuffisances) : mais le fil directeur de son livres - la transformation de la Chine à travers l'affrontement de lignes politiques qui ont dominé ces 40 dernières années - pose d'emblée «Le premier jour du monde» non comme un recueil d'anecdotes ou un carnet de voyages à des époques différentes, mais comme une contribution politique, le témoignage d'un observateur averti. C'est ce point de vue qui rend ce livre si différent des multiples études à prétention objective qui encombrent les étagères des librairies.

«C'EST UNE NOUVELLE CRÉATION DES MASSES»

1958 : le grand bond en avant soulève l'enthousiasme populaire, suscite la création des communes. Et Han Suyin raconte l'histoire d'une «petite brigade» parmi d'autres, sans nom... Installées dans une terre particulièrement rocheuse et stérile, quarante familles descendent jusqu'au lit du fleuve situé à quelques kilomètres de là et recueillent la terre dans des paniers jour et nuit, et la répandent sur leur propre sol. Aujourd'hui, quinze ans plus tard, les habitants ont enlevé les rochers calcaires de leurs collines, vendu les pierres concassées au département pour la construction de voies ferrées. Avec les fonds ainsi obtenus, ils ont installé de petites industries. Ils ont aussi planté 80 000 arbres. Par habitude, les enfants vont encore ramasser la terre et la rapporter dans leurs poches.

Le Grand Bond en Avant, c'est aussi le prélude aux grands affrontements de classe de la Révolution Culturelle. Ainsi, «à la fin de l'année, 48 000 communes sont formées». «C'est une nouvelle création des masses» dit Mao... Les cadres supérieurs donnent l'exemple au travail. «Certains camarades mangent leur content et somnolent toute la journée dans leur bureau... C'est écœurant...» avait écrit Mao en 1900. A présent les dormeurs et les goinfres creusent la terre. Ils ont cessé de soupirer en répétant : «C'est impossible».

«TOUS LES HORIZONS SE SONT OUVERTS»

Avec la Révolution Culturelle, c'est la grande fresque des millions d'hommes, de jeunes qui se dressent pour critiquer le révisionnisme. «Les portes des universités sont grandes ouvertes : des centaines de milliers de personnes y entrent en foule, encouragées, curieuses, avides d'écouter. C'est fantastique... des paysans, dans leurs meilleurs vêtements, arrivent de leur commune pour voir ce qui se passe... Ils n'avaient jamais rêvé de franchir le seuil d'une université. Les étudiants se relaient pour expliquer aux foules les raisons et les buts des mouvements : ils commencent également à voyager en groupes dans d'autres provinces. C'est le début de ces immenses déplacements de la jeunesse chinoise, ces

«grandes liaisons» comme on les a appelées, où ils visitent des parties lointaines de leur pays, échangeant idées, projets, expériences, avec des armées d'autres jeunes. Nombreux sont ceux qui veulent rivaliser avec les héros de la Longue Marche, trente ans plus tôt. La Chine absorbe sans heurts cette énorme cavalcade, et aucun garde rouge n'a jamais eu faim ni manqué de lit...»

«Mais, rapidement, le factionnaisme commence à éroder les jeunes. Les groupes se multiplient, se divisent, se disputent, se rassemblent de nouveau. Et l'aile droite, qui organise partout de faux groupes de gardes rouges exploite à fond cette faiblesse».

«LE PEUPLE EST NOTRE MURAILLE DE BRONZE» (MAO)

Mais la confiance dans le peuple l'emporte. Témoin cet épisode du 27 juillet 1968 «où 6 000 ouvriers, sans armes, apparaissent devant les portes de l'université Tsinghua. Vêtus de tee-shirts qui proclament «Lutter par la raison, non par la force», ils tentent de franchir les tranchées et barbelés». L'université est aux mains de bandes d'anciens gardes rouges. Il faut «la remettre totalement aux mains du prolétariat». «Étudiants et voyoux passent à l'attaque. Ils jettent des grenades... Cinq ouvriers sont tués... Vers minuit, beaucoup d'étudiants se rendent. Les ouvriers n'ont pas eu recours aux armes ni ne se sont livrés à des scènes de violence sur les étudiants». Le lendemain, devant les chefs des factions étudiantes qui accusent les ouvriers d'être contre-révolutionnaires, «c'est moi qui ai envoyé l'équipe de propagande des ouvriers» déclare Mao. Et il appelle la classe ouvrière à diriger la réforme de l'enseignement..

«Cette éducation, souligne Han Suyin, qui va à l'encontre de la soumission, de la docilité, de l'obéissance aveugle aux ordres venus d'en haut, est peut être particulièrement difficile dans une Chine toujours imprégnée de la doctrine de Confucius, dans un Parti où se reconstitue si rapidement un mandarinat confucianiste». Le livre s'achève précisément sur l'enjeu de la lutte contre le confucianisme et pour le renforcement de la dictature du prolétariat. «Car aujourd'hui, un grand vent s'est levé, et il balaiera au loin bien des feuilles mortes. Pour les peuples, un nouveau jour commence. Dans sa quatre-vingt-deuxième année, Mao Tsé Toung se dresse pour saluer ce jour».

Un lecteur nous écrit

Nous avons reçu à notre courrier la lettre d'un jeune ouvrier mécanicien que nous publions ci-contre. Nous appelons tous nos lecteurs à suivre son exemple, à apporter critiques et suggestions à FRONT ROUGE, organe central du PCR ml.

Camarades,

Je viens de découvrir votre journal Front Rouge par hasard car dans mon village, il n'est pas diffusé, et j'ai été très heureux de constater que beaucoup de choses auxquelles je crois sont aussi vos convictions.

J'ai 22 ans et je suis mécanicien dans le trust Nobel-Bozel, j'ai envie de m'engager à fond dans la lutte pour combattre toutes les injustices qui existent.

Il n'existe pas dans mon secteur, une association dans laquelle je puis militer, et c'est un besoin chez moi. Tout mon temps libre, je le consacre actuellement à un foyer de jeunes et d'éducation populaire dont je suis vice-président, mais nous subissons des contraintes financières qui nous empêchent d'être objectifs.

Je vous envoie ces quelques lignes en espérant une réponse pour mieux connaître votre Parti et peut-être y adhérer pour pouvoir agir dans mon secteur avec d'autres gens car je suis bien isolé.

Cordialement.

T.M

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste - léniniste)

Nom .....
Profession .....
Adresse .....

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

POUR LA FRANCE	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMERO	5 F	

POUR L'ÉTRANGER
ÉCRIRE A LA REVUE QUI FOURNIRA LE TARIF

Nom .....
Profession .....
Adresse .....

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

1 AN 250F 6 MOIS 150F 3 MOIS 80F 1 MOIS 30F

Nom .....
Profession .....
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris cédex 19

CCP 23 132 48 F Paris

imp. I.P.C.C. - commission paritaire n° 51165 - dir. de pub. C. Rey